

Diasporiques

Les cahiers du Cercle Gaston Crémieux

Sommaire

Éditorial : Temps juif, lecture politique	2
Entretien	
Stéphane Hessel	3
Humeur (1)	9
Actualité	
Nationalisme et islamisme...	10
« Eux et nous »	11
Culture	
Les livres	13
La musique	19
Les arts :	
Claude Cehes	20
Proweller	22
Le Cinéma :	
<i>Le tango des Rashevski</i>	23
<i>Les fantômes de Berlin</i>	24
La poésie	25
Textes	
Le cimetière juif de Vienne	26
Un shabbat au mellah de Meknès	27
Claude Hampel, une parole yiddish	30
Les trésors juifs du Vatican	31
Hier et demain	
Yiddishland dans les Cévennes...	32
C'est toujours la fête à Djoha !	34
Des programmes culturels...	35
Atelier : laïcité...	37
In Memoriam Charles Mopsik	48
La vie du Cercle :	
Débat sur la loi de 1905	44
La vie des autres :	
Paroles suisses sur la judéité...	46
Humeur (2)	48
Enquête : les lecteurs s'expriment	49
Courrier des lecteurs	52
La Mémoire : 26 rue Joseph Katona	54
Voyages : Ruta jueva	56

La sculpture à l'honneur : Claude Cehes

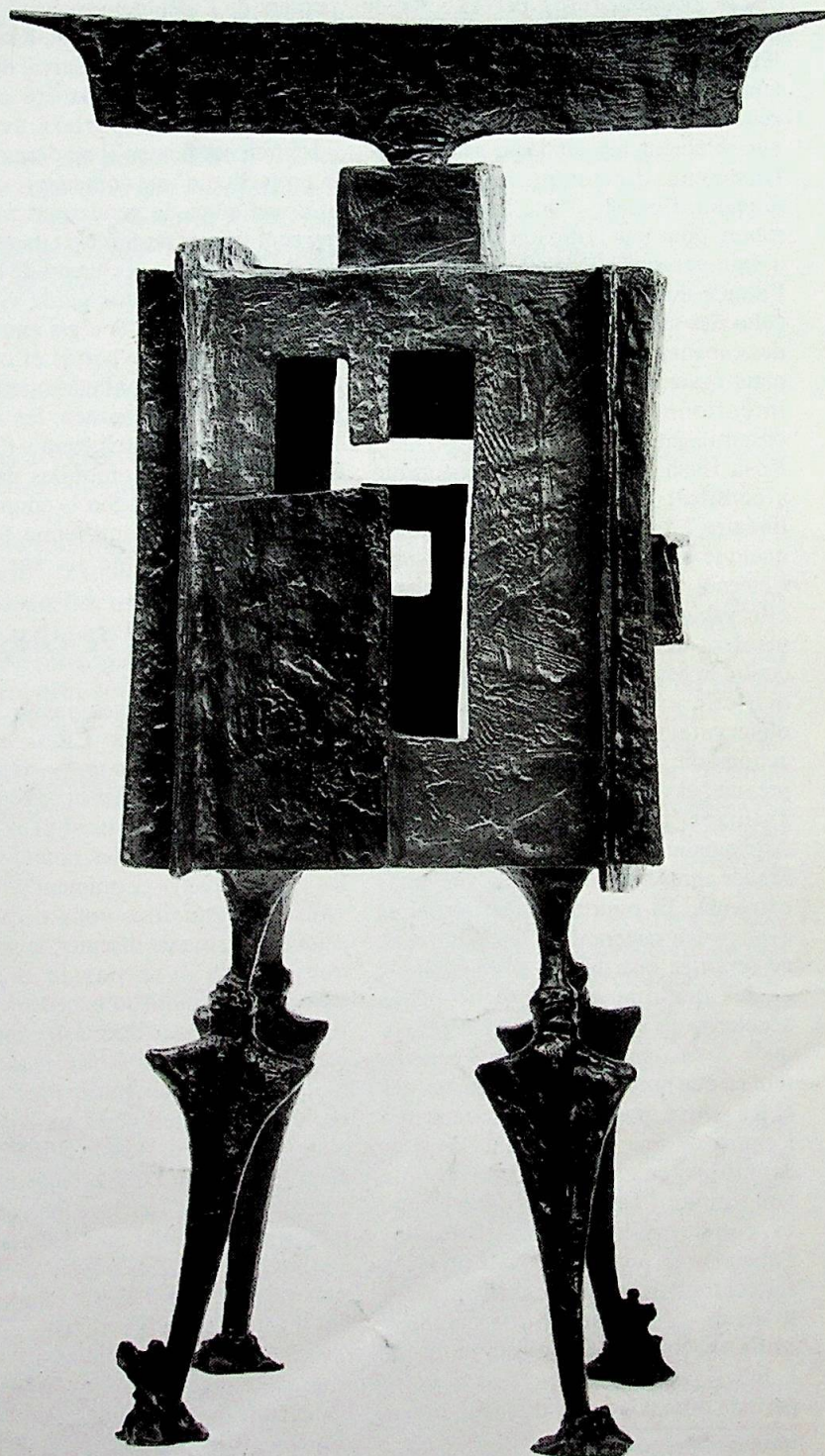


Photo Claude Gaspari

Les portes : le jugement

n° 27

Septembre 2003

Temps juif, lecture politique

Ce numéro de *Diasporiques* paraît à l'époque de trois grandes fêtes juives : Rosh Hashanah, Kippur et Sukkot. Trois fêtes juives, trois façons de célébrer le temps¹. Le temps linéaire, historique, celui des années qui s'enchaînent irréversiblement aux années, avec Rosh Hashanah. Le temps arrêté, avec Kippur, l'espace d'une longue respiration, pour une réflexion sur ce qu'on a fait personnellement au cours de l'année écoulée. Le temps cyclique, celui des saisons, avec Sukkot, la fête des cabanes et des fruits de l'automne, mais également l'une des fêtes juives intentionnellement des plus déstabilisantes.

Rosh Hashanah. Le temps historique s'écoule-t-il vraiment de façon linéaire ? Le Proche-Orient, à peine quelque lueur d'espoir entrevue, subit l'éternel retour d'une impitoyable et effroyable violence. En Irak, au succès insolent de la guerre-éclair du Bien contre le Mal succède une période plus difficile encore que celle que les observateurs les plus critiques des actions du couple Bush-Blair avaient prévue ; et voilà du même coup que les Talibans font reparler d'eux en Afghanistan ! On ose à peine citer la France après avoir évoqué ces situations extrêmes. Et pourtant l'été que nous avons vécu restera dans les mémoires, ne serait-ce que du fait de la canicule et des quelque quinze mille décès accélérés qu'elle a semble-t-il provoqués. Avons-nous fait, à notre échelle, tout ce que nous pouvions faire, les uns et les autres, pour agir solidairement à l'égard de nos concitoyens les plus sensibles aux écarts extrêmes de température ? On a lourdement chargé la conscience des familles pour l'abandon de leurs morts : a-t-on assez réfléchi sur leur comportement avant le décès, sur l'abandon des vivants ? Voilà de bonnes questions pour les « Jours redoutables » ! Mais cette période aura aussi été, de façon moins

visible, moins éclatante, celle d'une intensification insidieuse des effets pervers de l'idéologie sécuritaire.

Deuxième quinzaine d'août. La Chaise-Dieu, Haute-Loire. Le festival de musique religieuse n'a pas été annulé. L'échec des pourparlers avec les intermittents fait qu'il se déroule sous la protection d'une compagnie de CRS et d'une autre de gendarmes mobiles, qui sont venues renforcer la maréchaussée locale. Le soir, les agents de la force publique montent une garde vigilante autour de l'abbaye et c'est entre deux rangées d'hommes bottés et casqués que musiciens et auditeurs peuvent y pénétrer. Dans la journée, les mêmes interdisent « préventivement » (?) toute circulation des automobiles dans les rues de la bourgade. Sur le coup de dix heures du matin, une jeune femme, tenant une fillette de six ans par la main, essaie de franchir à pied un barrage pour aller faire ses courses.

« Avez-vous un laissez-passer ? » lui demande l'un des CRS. « Non, pourquoi en aurais-je un ? – Où allez-vous ? – Chez l'épicier et le boucher ! – Comment s'appellent-ils ? ». La jeune femme donne les noms. « Je ne les connais pas ! – Comment pourriez-vous les connaître, vous n'êtes pas d'ici ! – Cessez de discuter, je vous dis que vous n'avez pas le droit de passer ! ». Il faudra qu'excédée la jeune femme finisse par dire : « Je suis juive et j'ai oublié mon étoile jaune chez moi ! » pour qu'un gradé, décontenancé, lève l'interdiction. Et de se pencher alors, goguenard, vers la fillette : « Tu as eu peur, hein ! ». Le lendemain, le narrateur de cet incident interpelle un groupe de CRS pour leur demander sur quelles bases légales leurs collègues sont intervenus de la sorte ; il n'obtiendra (évidemment) pas de réponse. L'un des CRS accepte néanmoins de s'exprimer : « Vous comprenez, Monsieur, cette jeune femme n'était pas une intermittente, mais qu'aurions-nous fait si trois intermittents, placés en embuscade (sic !), avaient profité de l'autorisation

qui lui aurait été donnée pour demander à leur tour le droit de passer ? Comment voulez-vous qu'en démocratie on puisse alors le leur refuser ? ». Un autre CRS intervient alors à brûle-pourpoint : « Quelle est votre opinion, Monsieur, sur le terrorisme ? – Je rêve, vous n'assimilez quand même pas les intermittents à des terroristes ? – La France vit sous menace terroriste permanente, Monsieur, et je réitère ma question ! – Mais enfin... – Monsieur, trop de démocratie tue la démocratie ! ». Et nos deux CRS de tourner les talons.

Une chaîne de télévision a reprogrammé fin août le beau film de Marcel Ophüls, *le Chagrin et la Pitié*, qui montre si clairement à quel point il était plus aisé pendant la guerre de glisser dans l'acceptation passive de la présence des occupants, voire dans la collaboration, que d'opter pour la

Résistance. Les circonstances étaient évidemment très différentes cet été. Le

le chagrin et la pitié...

choc est néanmoins rude de constater que peu de Casadéens² ont vraiment protesté contre l'occupation temporaire, quasi militaire, de leur bourgade par les forces de l'ordre, et que la plupart d'entre eux – édiles en tête – ont privilégié l'ordre, précisément. C'est donc d'autant plus à l'honneur de ceux qui ont réagi que d'avoir osé le faire, à commencer par ce commerçant décidant de coller une étoile jaune sur le pare-brise de sa camionnette. Pendant l'Occupation, ils étaient plus nombreux à refuser de se soumettre, et c'est sans doute grâce à ceux-là que l'auteur de ces lignes peut aujourd'hui porter témoignage !

Étrange bouffée de réminiscences d'un passé que l'on aurait pu (ou voulu) croire enfoui à tout jamais. Sukkot est décidément le bienvenu pour nous inciter à réfléchir à la fragilité des constructions sociales dont nous nous entourons et dont nous pensons qu'elles nous protègent solidement. Bonne année 5764 quand même ! ■

¹ On (re)lira avec intérêt, à propos de ces fêtes, *Temps juif, lecture laïque*, Cercle Gaston-Crémieux, Ed. Liana Levi, Paris, 1995.

² Habitants de La Chaise-Dieu.

« Il faut tout faire pour comprendre, analyser et surmonter les tensions communautaires »

Entretien avec Stéphane Hessel, Ambassadeur de France

Né en 1917, normalien, Stéphane Hessel fait partie du BCRA¹ pendant la guerre. Il est arrêté en 1944, déporté à Buchenwald et à Dora. Il parvient trois fois à s'évader. Après la guerre, il est diplomate, notamment en poste au secrétariat général de l'ONU. Nommé ambassadeur de France en 1981, il est Commandeur de la légion d'honneur, Croix de guerre et il a reçu la médaille des Évadés. Il a bien voulu accorder cet entretien à Diasporiques, dont il est un fidèle lecteur.

Nous ne sommes pas tous des Juifs allemands

Diasporiques : On ne peut s'empêcher de se poser la question, cher Stéphane Hessel : un ambassadeur de France juif, cela ne doit pas être très fréquent ?

Stéphane Hessel : Oh ! si. Nous sommes bien une bonne... heu... disons qu'il y en a pas mal ! Mais reconnaissons-le, ce n'est pas la meilleure entrée dans la carrière ! Et ce qui est plus rare – mais pourtant pas unique – c'est que quelqu'un qui soit à la fois juif, né en Allemagne et naturalisé Français puisse le devenir ! Nous sommes quand même deux dans ce cas, André Lewin et moi – André, un homme merveilleux, qui a notamment été porte-parole du Secrétaire général des Nations Unies, ambassadeur en Guinée, auprès de Sékou-Touré, puis ambassadeur à Vienne, bref quelqu'un qui a fait une carrière tout à fait dans la norme !

D. : D'une façon ou d'une autre, votre

judéité a-t-elle interféré avec le déroulement de votre propre carrière ?

S.H. : Franchement non ! C'est vraiment l'une des situations professionnelles où la laïcité constitutive de notre pays l'emporte largement sur toute autre considération. Le nom intervient peut-être pour certains, ils se disent sûrement : « *Tiens, Hessel, n'est-*

ce pas un nom juif ? ». Mais cela ne va guère plus loin...

D. : Il est très marquant, ce nom ?

S.H. : Non, il est même assez international. Aux États-Unis par exemple, tous les Hessel ne sont pas juifs. Ce nom – mais-ce n'est qu'une hypothèse – pourrait être une déformation de *Ezéchiél*. Mais il pourrait aussi être issu du nom de la province allemande de la *Hesse*...

D. : Si l'on s'en tient à l'hypothèse du prénom biblique, les protestants ont pu l'utiliser aussi bien que les Juifs !

S.H. : Certes. En tout cas, la question ne se pose pas de la même façon pour mon collègue André Lewin ! L.E.W.I.N, il n'y a évidemment pas d'ambiguïté !



Photo P. Lazar

¹ Le Bureau Central de Renseignement et d'Action de la France Libre

Entre plusieurs cultures

S.H. : Ma judéité à moi est partielle. Ma mère n'avait rien de juif. C'est mon père qui était de famille juive, originaire de Pologne, qui avait émigré au milieu du XIX^e siècle à Stettin, où il naît en 1880. Stettin était à l'époque une ville allemande, elle n'était pas encore retournée à la Pologne. La famille s'installe ensuite à Berlin. Mon père part pour Paris à vingt-six ans, en 1906. Il s'intéresse passionnément à cette ville, y rencontre ma mère (elle-même allemande et qui essayait d'y faire alors des études de peinture, qu'elle devait ensuite abandonner). Il se marie, non à Paris mais à Berlin, en 1913. Mon frère aîné naît en 1914, deux jours avant la déclaration de guerre, et moi en 1917, en plein conflit. Nous ne reviendrons en France qu'en 1924.

D. : Vos parents ont donc passé toute la guerre de 14-18 en Allemagne ?

S.H. : Oui, et mon père a fait la guerre du côté allemand bien sûr. Son premier livre – un beau livre : *Romance parisienne* – a été écrit à cette époque, pendant les quelques moments de liberté que lui laissaient les hostilités, sous la forme bien symbolique de *lettres à un ami français*.

D. : Vous avez ainsi des racines multiples...

S.H. : Oui, et je serai naturalisé Français à l'âge de vingt ans. Je n'ai pas connu mon grand-père paternel, mort avant ma naissance. Mon rattachement à la judéité passe donc essentiellement par ma grand-mère, une authentique bourgeoise juive berlinoise. Petit garçon, j'ai côtoyé par son intermédiaire cette classe aisée, presque arrogante parfois, dirai-je, de Juifs allemands de l'entre-deux-guerres qui a été tellement utilisée par Hitler pour proclamer : « *Ces Juifs, ils sont partout, dans le théâtre, la banque, ils tiennent le haut du pavé, ils nous considèrent, nous, Allemands, comme des illettrés...* ». Tout cela était évidemment très exagéré mais pas totalement dépourvu de fondement quand même...

D. : Votre père vous a-t-il transmis une culture religieuse ?

S.H. : Non. Lui-même n'a jamais pratiqué. C'était un grand ami de Walter Benjamin, lui aussi Juif tout en nuances, et de Gershom Sholem. Sholem a essayé de les convaincre – aussi bien Benjamin que mon père – qu'il fallait émigrer en Israël, ce à quoi l'un comme l'autre ont toujours résisté.

D. : Votre mère, elle, était catholique ?

S.H. : Non, protestante. (*sourire*) Prussienne ! Prussienne de famille s'entend : elle-même était tout au contraire une femme très libérée, qui a envoyé promener toutes les conventions sociales de l'époque, ne serait-ce que pour avoir, très officiellement, une grande aventure avec un Français ! Mais ses parents étaient tellement marqués par le protestantisme prussien que, quand elle s'est mariée, ils ont dit : « *Ah ! Oui ! un Juif... tiens... un Juif !* ». Et puis ils ont épluché toutes les invitations au mariage : « *Ah ! Encore un Juif !... Et encore un autre !...* ». Il y avait donc chez eux un joli fond d'antisémitisme, dépourvu toutefois de violence : mon père a été très bien accueilli dans sa belle-famille, et il en est devenu très proche. Mais il faut dire que, à cette époque, l'antisémitisme allemand n'avait pas toujours cette forme particulièrement discrète !

D. : Avez-vous vous-même été alors confronté à de l'antisémitisme ?

S.H. : Non, pas personnellement. J'ai plutôt rencontré de l'antigermanisme. Le petit garçon allemand qui allait à l'école communale de Fontenay-aux-Roses ne pouvait bien sûr que se faire traiter de petit Boche ! Antisémitisme non, du moins jusqu'à l'arrivée d'Hitler au pouvoir et aux premiers échos du nazisme et du fascisme en Allemagne. Avant même qu'éclate la seconde guerre mondiale, nous avons rencontré des Allemands anti-fascistes réfugiés en France, dont beaucoup de Juifs. Nous avons su Buchenwald dès 1934. J'entends encore un grand ami juif de ma mère, Hulchinski, qui, après y avoir été enfermé, avait réussi en 1935 à en

sortir et à venir en France, lui dire : « *C'est terrible les coups sur la tête, les coups sur la tête !...* ». L'antisémitisme « actif », la déportation dans des camps ont commencé dès ces années là, et nous le savions...

Des silences complices

D. : Qui savait cela à cette époque ?

S.H. : Je crois que ceux qui voulaient savoir pouvaient.

D. : Vous parlez bien de Buchenwald, et pas d'Auschwitz, qui a été ouvert plus tard ?

S.H. : Bien sûr ! De la *solution finale*, comme on dit sinistrement, franchement on n'a rien su, en tout cas ici, jusqu'à la fin de la guerre.

D. : Il est quand même étonnant que les services de renseignements alliés n'en aient, eux, rien su ni rien dit... Ne pensez-vous pas qu'avant 1945 ils savaient ? On ne peut éviter de se poser des questions...

S.H. : Oui, et ce silence est d'autant plus inexplicable qu'il y a eu le ghetto de Varsovie, que quelques uns de ses acteurs ont pu s'en échapper et raconter ce dont déjà à l'époque ils avaient connaissance... Et puis il y a aussi eu des « coups » extraordinaires pour dissimuler la vérité derrière un écran de fumée, comme celui de la visite de la Croix-Rouge internationale à Teresienstadt. C'était un camp de concentration – pas vraiment, celui-là, d'extermination – où les nazis avaient déporté des Juifs parce qu'ils voulaient – disaient-ils – simplement « les mettre à l'écart » de la société allemande, mais où ils les traitaient « correctement ». Et l'on en est resté là...

Un petit Allemand

D. : Revenons à votre enfance. Vous vous saviez juif ?

S.H. : Oui, naturellement, mais nous n'avions chez nous aucune forme de



pratique juive. Ainsi n'a-t-il jamais été question, par exemple, de *bar-mitzva*. Mon père, qui se considérait lui-même comme juif, avait surtout été profondément marqué, pendant toute sa jeunesse, par l'Antiquité grecque. Pour lui, la référence divine, c'étaient les Dieux grecs ! Il considérait Jésus Christ, je crois, avec un peu de soupçon et Dieu le Père comme une figure, disons-le, un peu absurde. Il avait un sens poétique de la religion, et c'est ce sentiment qu'il nous a transmis. Je dois dire que, pour moi aussi, les relations avec le divin – peut-être avec le concours d'un poète comme Hölderlin, grand admirateur des Dieux ! – c'était plutôt cela. Du côté de ma mère, le protestantisme était très présent : nous avons été, mon frère et moi, baptisés, mais nous n'avons jamais suivi de culte. Sauf qu'à l'école, en Allemagne, nous avions bien sûr un enseignement religieux obligatoire...

D. : Votre père, si je comprends bien, était plutôt athée...

S.H. : Si vous voulez...

D. : ... pas très chaleureux en tout état de cause vis-à-vis de l'idée d'un Dieu unique !



Photo P. Lazar

S.H. : Je suppose que si on l'avait fait parler à ce sujet, il aurait dit : « *Bien sûr, on ne peut totalement écarter l'hypothèse d'un Dieu unique, mais elle n'est pas établie avec certitude, restons donc dans l'expectative...* »

D. : Comment, dans ces conditions, votre relation à la judéité a-t-elle évolué au cours du temps ?

S.H. : Elle a été inévitablement fortement marquée par l'horreur de l'antisémitisme hitlérien. Mais l'Affaire Dreyfus avait aussi beaucoup compté pour nous. Nous étions des républicains sociaux et, par conséquent, nous jugions sévèrement l'antisémitisme français de la fin du XIX^e siècle. Mon père, qui traduisait Proust en allemand, était bien au courant de tout ce que les Juifs avaient pu subir à ce moment-là de l'histoire. Attachés aux valeurs de la République, aux droits de l'homme, nous étions – et ma mère autant que nous – très montés contre toute forme d'antisémitisme ou de racisme.

Mais je dois ajouter qu'il y a un autre élément important de judéité dans ma vie, en la personne de ma première femme, Vitia, venue en 1919 de Russie avec son père, Boris Mirkine-Guetzevitch, un juriste reconnu, qui s'était très bien intégré en France tout en restant profondément juif. Boris était très proche de cet autre juriste juif qu'était René Cassin. Vitia était aussi la nièce de Léon Poliakov...

D. : ... l'un des membres fondateurs du Cercle Gaston Crémieux !

S.H. : Nous nous sommes mariés en 1939, nous avions tous deux vingt-deux ans. Vitia, qui, elle non plus, n'avait reçu aucune formation culturelle juive et qui était, un peu comme moi, de la catégorie des libres-penseurs, était au premier chef intéressée par les droits de l'homme : son père, il faut le dire, était un spécialiste de la Révolution française ! Le judaïsme était donc

très présent dans notre vie, mais en aucune façon sous une forme religieuse.

Un petit Boche

D. : Quand vous êtes vous-même arrivé en France, vous étiez bilingue ?

S.H. : Pas du tout ! J'avais sept ans et je n'avais jamais étudié le français, pas même à l'école. Mais comme on est extraordinairement réceptif à cet âge, en l'espace d'un an je parlais couramment alors que mes parents avaient encore bien des difficultés. Je me souviens que, mon frère et moi, nous nous moquions gentiment du fort accent germanique de ma grand-mère...

D. : Cela n'a pas dû faciliter votre intégration à l'école...

S.H. : Évidemment, un petit Boche ne parlant pas même le français... Mais cela n'a pas duré : deux années à l'école communale de Fontenay-aux-Roses, puis l'École Alsacienne...

D. : Que faisaient vos parents ?

S.H. : Ma mère était correspondante de mode de la *Frankfurter Allgemeine*. Elle vivait alors avec le Français que j'ai évoqué, Henri-Pierre Rocher. Mon père était en Allemagne, et elle s'occupait très courageusement de ses deux fils...

D. : Vos parents étaient donc alors séparés ?

S.H. : Oui, ils se sont séparés, ont divorcé, se sont retrouvés, remariés ! Tout au long de leur vie, ils sont restés très solidaires l'un de l'autre à tous égards. Mon père avait beaucoup de respect et d'affection pour son ami Rocher. « *Puisqu'ils vivent une grande passion, disait-il, qu'elle se développe, c'est très bien...* ». Il avait une grande sagesse, avec peut-être, qui sait ?, quelque chose de juif dans cette sagesse... Une sagesse qui faisait aussi de lui quelqu'un que les jeunes femmes aimaient beaucoup : il leur servait volontiers de confident ! C'est sans doute ainsi qu'il avait séduit ma mère,

heureuse d'être reconnue par quelqu'un de sa valeur. Mais nous n'avons donc eu que pendant peu de temps, sauf pendant notre prime enfance, un véritable foyer avec père et mère : c'est en fait surtout elle qui s'est occupée de nous. Elle avait été naturalisée française tout de suite après la guerre et elle a vécu encore très longtemps, bien intégrée dans ce pays, jusqu'à l'âge de quatre-vingt-seize ans !

D. : Et votre père ?

S.H. : Il venait en France de temps et temps, nous allions lui rendre visite à Berlin. Et finalement ma mère est allée le chercher par la peau du cou en 1938, pratiquement la veille de la Nuit de Cristal ! Il a vécu ici les dernières années de sa vie : il est mort en 1941 à Sanary-sur-Mer, où la famille avait trouvé refuge et qui était alors une sorte de capitale de la littérature allemande en exil. Mon père, Franz Hessel, était, vous le savez peut-être, un grand traducteur en allemand des œuvres de Stendhal, Baudelaire, Proust... et un écrivain de talent qui a laissé un œuvre abondante derrière lui, partiellement traduite en français, dont un remarquable portrait de Marlène Dietrich !

D. : Une belle histoire de famille, et qui montre bien que les frontières, au début du siècle passé, étaient beaucoup moins

étanches que quelques décennies plus tard. L'Europe existait alors sans avoir besoin d'être formalisée...

S.H. : Oui, mais les drames de cette époque – le fascisme, le nazisme, l'antisémitisme – ont interrompu violemment la liberté de ces échanges. L'envahissement de la France par les troupes allemandes, c'était d'abord son invasion par le nazisme et par l'horreur de l'antisémitisme institutionnalisé...

La guerre de 40

D. : Qu'est-ce qui s'est passé pour vous pendant la guerre ? Vous veniez tout juste de vous marier...

S.H. : J'ai été mobilisé comme tous mes amis. Normalien, j'avais eu les mêmes privilèges que mes condisciples : une formation d'aspirant à Saint-Maixent-l'École (c'est là que je me suis marié). J'ai donc pris le commandement d'une petite section de Bretons, avec lesquels nous sommes montés en Sarre. À partir du 10 mai 40 tout a commencé à basculer. En juin, la ligne Maginot n'ayant pas tenu, nous avons battu en retraite sur ce front terrible, entamé de toutes parts. J'ai été fait prisonnier, mais j'ai réussi dès le lendemain à m'évader et j'ai pu gagner Toulouse, où j'ai retrouvé mon épouse et mes beaux-parents. Nous avons tout de suite

pensé qu'il n'était pas question d'accepter l'armistice. Eux ont pu obtenir un visa pour les États-Unis et sont partis pour New York via Lisbonne. Moi, je ne pouvais pas traverser l'Espagne, mais, avec des appuis multiples, j'ai pu rejoindre la France Libre dès mars 1941.

Nous étions encore peu nombreux à cette époque... J'ai donc « fait la guerre » – comme on dit – en Angleterre, dans la Royal Air Force d'abord, puis au BCRA, en relation directe avec la Résistance et avec de brèves missions en France à partir de mars 1944. J'ai été arrêté le 10 juillet 1944 par la Gestapo et ai subi un mois de détention dans des conditions... désagréables. J'ai été expédié le 8 août, donc vraiment au dernier moment, à Buchenwald, où j'ai appris que j'étais condamné à mort... Sur le groupe de 37 que nous étions, 16 ont été immédiatement pendus, et nous savions donc le sort qui nous attendait. Un ami britannique a alors réussi une incroyable négociation avec un médecin SS : il a obtenu qu'on mette trois d'entre nous dans le bloc du typhus où étaient détenus de jeunes Français atteints de cette affection et qu'on envoie sous notre identité au crématoire les trois premiers à en mourir ! Nous avons donc récupéré l'identité de ces trois malheureux « sauveteurs-malgré-eux ». Et c'est ainsi que, le 20 octobre 1944, le jour de mon vingt-septième anniversaire, je suis devenu temporairement Michel Boitel...

D. : Et puis...

S.H. : Et puis cette aventure rocambolesque a continué. Nous avons été envoyés dans un petit camp relativement vivable. J'ai pu m'en évader avec un copain, mais nous avons été repris cinq heures après et, là, envoyés dans un « mauvais » camp, Dora, où nous aurions dû périr, là ou à Bergen-Belsen vers où nous avons été évacués. Mais j'ai eu le bonheur de pouvoir, là encore, sauter du train et je ne suis donc pas allé « jusqu'à Bergen ». Je me suis retrouvé dans la nature, j'ai réussi par miracle à traverser l'Allemagne et à retomber sur les Américains à Hanovre... Bref, on peut dire que mon ange gardien ne m'a jamais lâché ! Je suis donc arrivé à Paris le 8 mai 1945, en très bon état de santé, pratiquement sans séquelle des brutalités que j'avais subies – un déporté parfaitement atypique en quelque sorte !



Photo P. Lazar



D. : Vous étiez donc à Paris le jour de la victoire ?

S.H. : Exactement, j'y suis arrivé à quinze heures, au moment où Churchill la proclamait...

D. : Et vous avez, comme tant de Parisiens, passé la nuit sur les Champs-Élysées...

S.H. : (rire) Vous y étiez aussi ?

D. : Oui, je n'avais que neuf ans, mais c'est un des plus beaux souvenirs de ma vie : un extraordinaire moment de soulagement, de bonheur et de perception de ce que représente vraiment la liberté...

S.H. : Un moment que j'ai eu la chance de partager...

Nous entrerons dans la carrière...

D. : Qu'avez-vous fait une fois de retour à Paris ?

S.H. : C'est à ce moment-là que je me suis orienté vers la carrière diplomatique et que j'ai passé le concours spécial du quai d'Orsay, en octobre 1945, réservé aux anciens combattants. Comme première affectation, j'ai eu la chance exceptionnelle d'être nommé aux Nations Unies et de travailler, comme chef de cabinet d'Henri Laugier, le premier Secrétaire Général adjoint français de l'ONU, sur la Déclaration Universelle : peut-il y avoir début de carrière plus enthousiasmant ?

D. : Vous avez donc vécu la période de création de l'État d'Israël en étant en poste à New York, donc bien au courant des attendus de cette décision ?

S.H. : À Dora, nous avons vu passer des Juifs en provenance d'autres camps, dont ceux qui avaient été évacués d'Auschwitz (il y avait, parmi eux, la jeune Simone Jacob, qui deviendra plus tard Simone Veil). Nous n'étions pas beaux à voir mais eux étaient dans un tel état de délabrement physique que

nous les regardions avec incrédulité : ils avaient quelque chose d'irréel, de fantomatique. Après la révélation de cette horreur, nous n'avions qu'une seule idée : trouver une solution viable pour les Juifs. Et celle de leur trouver une terre d'accueil, où ils pourraient créer un État, apparaissait alors comme merveilleuse. Que pouvait-on faire de plus intelligent et de plus moral à la fois ? Je ne pouvais ignorer bien sûr que c'était une terre où il y avait aussi d'autres gens mais j'étais, au moins par la pensée, très proche et très admiratif de l'action de Folke Bernadotte et, plus tard, de Ralph Bunch. On ne parlait alors que de Transjordanie ou de Cisjordanie et d'un partage de la Palestine entre Juifs et Arabes, l'idée d'un État palestinien n'étant venue, comme vous le savez, que beaucoup plus tard. Nos premières réactions négatives l'étaient à l'égard des Anglais, qui semblaient bien réticents à aider les Juifs (l'affaire douloureuse de

l'Exodus en était pour nous la démonstration), et des Arabes, jugés eux aussi bien peu coopérants : on leur proposait une transaction et, eux, ils ne voulaient que se battre ! Disons-le clairement : nous étions de cœur et d'esprit du côté du sionisme, du côté de ceux qui créaient cet État dont nous disions tant de bien, peut-être trop...

L'État d'Israël : mythe et réalités

D. : Le Kibboutz, les orangers dans le désert...

S.H. : C'est cela, le désert qui reverdit et fleurit, etc. Mon premier voyage en Israël date de 1953. J'ai été accueilli par des historiens spécialistes des croisades, on m'a montré Césarée.. J'étais enthousiasmé et convaincu que cet État avait toute sa place en Orient.

D. : Dans la phase préparatoire de la création de cet État, dans les milieux internationaux où vous travailliez, il n'y avait pas d'interrogations ? L'opération apparaissait comme une réponse sans arrière-pensée aux horreurs du nazisme ? En réalité, on

sait bien que tout cela était une vieille histoire, aux multiples composantes historiques. La décision de créer un État d'Israël ne pouvait apparaître qu'en tant que décision morale des Nations Unies consécutive au génocide !

S.H. : Bien sûr, on avait en tête toute la complexité historique du problème, on connaissait notamment les termes, anciens, de la Déclaration Balfour, et l'on n'avait pas la faiblesse de penser que tout se passerait sans difficultés. Mais on se disait surtout, avec fierté, que c'était, là, la première grande réalisation des toutes nouvelles Nations Unies que d'avoir réussi à mettre d'accord tous les membres du Conseil de Sécurité sur une résolution commune. Cela n'avait rien d'évident : jusqu'au dernier moment, on s'était demandé si l'URSS la voterait.

D. : Et c'est pourtant elle qui a, la première, reconnu le nouvel État !

S.H. : Oui. La France a, elle aussi, soutenu l'opération depuis le départ. Les plus hésitants – peut-être les plus lucides : ils se doutaient bien que tout n'irait pas tout seul ! – étaient les Anglais. Christiane, mon épouse actuelle – ma première femme était décédée en 1986 et j'ai eu le bonheur de pouvoir, il y a quelques années, refaire ma vie avec elle – me raconte qu'elle déjeunait au moment même où était annoncée

cette décision, en 1948, avec un ami diplomate guatémaltèque, qui lui avait dit : « *Contrairement à ce que vous pensez, nous ne venons pas de vivre une journée merveilleuse, c'est maintenant que commencent les vraies difficultés* ». Et elle trouvait naturellement qu'il faisait preuve d'un scepticisme parfaitement déplacé...

D. : Vous-même, à quel moment avez-vous pris conscience des difficultés : en 1967 ou avant ?

S.H. : Guère avant 67 ! Longtemps j'ai pensé que Ben Gourion et les autres avaient la hauteur de vues nécessaire pour construire un État qui ne soit pas



l'ennemi de ses voisins, qui puisse s'entendre avec les Arabes. Et puis les Israéliens nous faisaient valoir les difficultés qu'il pouvait y avoir à défendre un si petit État, et nous avions une réelle confiance en leur gouvernement. Jusqu'en 67 en tout cas...

D. : Jusques et y compris lors de la Guerre des Six Jours, quand on a cru Israël réellement menacé dans sa survie ?

S.H. : Tout à fait. Ensuite, on a évidemment salué l'initiative courageuse de Sadate, puis l'évacuation du Sinaï, Camp David, etc. On allait d'espoirs en espoirs, entrecoupés de désillusions, mais souvent avec l'arrière-pensée que les Arabes devraient quand même faire preuve d'un peu plus d'esprit de coopération... Un des hommes avec qui j'ai souvent parlé de ces questions et que, comme beaucoup, j'admirais infiniment, Pierre Mendès-France, me disait que les gens avec qui il était en contact du côté palestinien – notamment Issam Sartaoui, qui devait être ultérieurement assassiné – étaient, eux aussi, très désireux d'aboutir à un compromis de paix. Mais ceux-ci semblaient néanmoins bien isolés...

D. : Vous êtes maintenant nettement plus critique à l'égard de la politique de ce pays...

S.H. : Certes ! La critique véhémement à l'égard d'Israël n'est venue que bien plus tard, après l'assassinat de Rabin et le ministère Nétanyahou, qui a été une véritable catastrophe pour ce pays et pour la paix. En fait, ce n'est que très progressivement que j'ai pris réellement conscience de la gravité du problème. En tant que diplomate, c'est plutôt l'Afrique qui était mon « turf », la coopération avec les pays en développement. Honnêtement, on ne suivait que de loin ce qui se passait au Proche-Orient.

D. : Mais jusqu'à quand s'est-on bercé d'illusions ?

S.H. : Je pense que le rejet, le mépris, la haine se sont renforcés de part et d'autre au cours des dernières années.

Oren Medicks, cet animateur du mouvement pacifiste israélien *Gush Shalom* qui a été notre guide merveilleux lors du voyage que nous avons effectué au Proche-Orient – notamment avec Raymond Aubrac – au début de l'année, à l'invitation de ce groupe, et dont Raymond a rendu compte dans *Diasporiques*², vient de passer quinze jours en France, en « transhumance » dans les Cévennes, enthousiasmant tous ceux qu'il a rencontrés par sa passion communicative pour la paix. Ce qui à la fois me tourmente le plus aujourd'hui et entretient chez moi, contre vents et marées, l'espoir, c'est l'existence de ces Israéliens intelligents, sûrs des valeurs fondamentales qu'ils défendent et qui veulent sortir de toutes ces ambiguïtés, ces hommes qui ont, au sens fort, de la sympathie pour le sort des Palestiniens. Ce sont eux qui sont, aujourd'hui en Israël, un peu comme étaient les tout premiers Résistants en France : minoritaires, courageux et porteurs d'espoir ! Sans pour autant être inconscients des multiples embûches qui parsèment la voie d'une paix aujourd'hui plus que jamais bien problématique.

Communautarismes et/ou laïcité

D. : Revenons si vous le voulez en France. Nous vivons aujourd'hui une période de repli communautaire, que certains désignent, sans doute un peu vite, sous le vocable générique de communautarisme, et auquel n'échappent pas certains Juifs. Qu'en pensez-vous ?

S.H. : Le manifeste que vous avez publié dans *Diasporiques*³ dit à ce propos l'essentiel. Un repli, c'est du donnant-donnant. Cela ne vient pas en soi d'un groupe particulier de la population mais seulement de sa confrontation à des difficultés spécifiques. Ce qui serait le plus grave, dans un pays comme la France où il y a, à la fois, énormément de Musulmans et beaucoup de Juifs, serait que se développe entre eux un conflit qui serait

le reflet des tensions perçues de part et d'autre. Qu'il existe, chez les Musulmans, de légitimes revendications de reconnaissance par la société française et d'accès effectif à certains droits ; qu'il y ait, chez les Juifs, une inquiétude montante, notamment du fait de la recrudescence récente des actes antisémites ou peut-être, pour certains d'entre eux, du fait des critiques fréquentes et à leurs yeux partiales apportées à la politique de l'actuel gouvernement israélien – tout cela ne suffirait évidemment pas à justifier un affrontement direct. Je n'en perçois heureusement aucun signe réellement avant-coureur. Mais ce n'est pas une raison pour fuir les difficultés ainsi évoquées : il faut tout faire pour les comprendre, les analyser et les surmonter.

D. : Comment faire, précisément ?

S.H. : Il faut partir de quelques principes aussi simples que possible. Que peut notamment signifier, dans ce contexte renouvelé, la revendication de *laïcité* de la part de ceux qui, respectueux de la diversité culturelle et culturelle, ne veulent pas pour autant que des particularismes empiètent sur les valeurs auxquelles ils sont profondément attachés et qu'ils considèrent comme universelles ? J'en discutais il y a quelques jours avec mon beau-fils : « *Les lois de la République doivent être respectées, un point c'est tout* » me disait-il, radical. À quoi je lui ai rétorqué que je ne pouvais qu'être d'accord sur le respect des lois mais que leur interprétation devait quand même veiller à respecter la diversité de chaque culture, dès lors que celle-ci ne remet pas sérieusement en question les dispositions constitutionnelles du pays. C'est bien au demeurant dans cet esprit que va, je l'espère et je le pense, fonctionner la Commission mise en place par le Président de la République sous l'autorité du Médiateur, M. Bernard Stasi. Ainsi je ne vois vraiment pour ma part aucune raison de faire aujourd'hui une loi spécifique sur le port du voile : en quoi cet acte viole-t-il réellement une disposition formelle des lois de notre pays ?

² N° 25, mars 2003, p. 10-11.

³ N° 26, juin 2003, p. 3.



D. : Nous sommes évidemment sur la même longueur d'onde, mais vous savez qu'un courant se prétendant authentiquement laïque est farouchement opposé à ce que vous venez de dire, allant même parfois jusqu'à considérer que le foulard islamique met, en soi, la République en danger ! De surcroît, les mesures excessives entraînent souvent une aggravation du phénomène que l'on veut combattre.

S.H. : Bien sûr. Mais si l'on garde confiance dans la capacité de la société française non seulement à accueillir mais aussi à former ses nouveaux immigrants, je pense qu'on devrait réagir tout autrement. Je n'ignore rien de la violence qui peut régner ici ou là et des pressions qui peuvent s'exercer sur les plus faibles, notamment dans les quartiers réputés difficiles. Mais j'aime mieux faire en sorte qu'une jeune fille puisse prendre elle-même conscience

du fait que le port d'un voile l'infériorise par rapport aux hommes plutôt que de commencer par l'exclure de l'école ! Cela dit, soutenir la capacité d'intégration de ce pays implique que l'on consente à affecter les moyens nécessaires au service de cette grande ambition, ce qui n'est pas tout à fait le cas aujourd'hui.

Et j'ajouterai volontiers que nous ferions bien de prendre appui non seulement sur nos textes nationaux, mais aussi sur les textes européens en cours d'établissement, je pense en particulier au projet de *Charte des droits fondamentaux de l'Union* qui sera annexée à la Constitution européenne et qui a été si judicieusement travaillée par le président Guy Braibant⁴. Je le pense d'autant plus que le concept de laïcité est moins étranger qu'on ne croit à nos voisins, même s'ils n'emploient pas le mot et s'ils mettent un peu plus de religion que nous dans

leurs pratiques. Mais leur action publique n'en souffre pas vraiment. Cette ouverture pourrait être d'un grand secours pour nous aider à prendre un peu de recul par rapport à nos spécificités nationales. Ce qui ne signifie pas que nous devrions renoncer complètement à celles-ci ! « *Vous voulez prendre acte des apports de la diversité culturelle ? Bravo ! Vous voulez aussi respecter la diversité religieuse ? D'accord, la laïcité reconnaît le libre exercice des cultes ! Mais les droits constitutionnels de chaque pays sont imprescriptibles et, s'ils sont transgressés, force doit rester à la loi* ». Voilà qui pourrait servir de bonne règle commune à l'Union Européenne ! ■

Propos recueillis par Philippe Lazar

⁴ Guy Braibant est un éminent juriste, ancien président de l'une des Sections du Conseil d'État.

Humeur

La solution de Theodor Herzl

En conclusion de son « Histoire du sionisme », Walter Laqueur écrit que, dès lors que l'État d'Israël était créé, l'histoire du sionisme était terminée. Rappelons que les débuts du sionisme moderne datent du moment où un jeune avocat autrichien, Theodor Herzl, ayant assisté à la dégradation du capitaine Dreyfus à Paris, imagina une solution au problème juif par la création d'un État juif. Dans « l'Histoire de l'antisémitisme » de Léon Poliakov, une partie s'intitule « de Voltaire à Wagner », elle porte du début de l'assimilation des Juifs en France à l'essor des partis antisémites. Ainsi, de l'effort de la Révolution Française pour assimiler les Juifs (qui jouèrent le jeu) est aussi résulté un puissant courant anti-juif, qui prit le nom d'antisémitisme et dont un point d'orgue fut l'affaire Dreyfus. Suite à l'effort du sionisme pour résoudre le problème juif, pouvons-nous conclure qu'avec l'existence de l'État d'Israël l'histoire de l'antisémitisme est désormais terminée ? On peut avoir quelques doutes à ce sujet... mais en revanche une certitude s'impose : la fin du XIX^e siècle établit un lien direct entre sionisme et antisémitisme, sans pour autant éliminer ce dernier, encore bien solide en ce début du XXI^e siècle. Le sionisme – dont le but était la création d'un État juif – a eu une suite pas vraiment attendue dans son intensité : le développement d'un antisionisme virulent. Objectif : la destruction de l'État d'Israël. Pour y parvenir, tous les moyens sont bons, la fin justifie les moyens. Mais, à l'instar de ce qui se passe en physique nucléaire – de la confrontation de la matière et de l'antimatière résulte le néant –, de la confrontation du sionisme et de l'antisémitisme, pardon, de l'antisionisme, résultera... je vous laisse deviner la suite ! Eh bien non, la suite ne sera pas obligatoirement le néant : enfin, pas à coup sûr ! Le jour où l'objectif des antisionistes sera atteint mais s'il reste quelques Juifs, l'histoire se renouvelant quand les hommes en perdent la mémoire, un nouveau Theodor Herzl pourrait bien, tel le Messie, revenir et vouloir à nouveau sauver les Juifs de l'antisémitisme... Tout cela ne serait qu'un mauvais cauchemar si, comme beaucoup l'affirment, l'antisémitisme était mort. Or la réalité quotidienne démontre le contraire. On parle aujourd'hui d'actes anti-juifs, comme si le renouveau du langage changeait la donne. Les synagogues brûlées, les écoles juives attaquées, les professeurs juifs insultés témoignent du fait que l'antisémitisme n'est pas de l'ordre du pur fantasme. Pour échapper à une fatalité qui nous mènerait au néant, quels objectifs pourrions-nous nous fixer ? Moins de sionisme ? Avec donc peut-être moins d'antisionisme ? Mais celui-ci n'est-il pas en fin de compte qu'un alibi à l'antisémitisme ?... ■

Edmond Kahn

Nationalisme et islamisme suicidaire : une fusion ?

K. Niedermaier

Je ne suis pas d'un naturel pessimiste. Devant les situations les plus désespérantes je répète le mot de Léon Blum à Pierre Mendès France : « *Le pire n'est jamais certain* ». Mais la simultanéité des attentats majeurs tant en Irak qu'à Jérusalem et dans d'autres sites israéliens a créé l'impression d'une vague énorme de terrorisme, risquant de submerger non seulement le Proche-Orient, mais toute l'Asie, comme en témoigna l'attentat de Jakarta.

Au-delà du caractère anecdotique des événements, nous sommes frappés par les traits communs à ces attentats. Ils sont l'œuvre de deux groupes d'acteurs. D'un côté, les nostalgiques du régime dictatorial fascisant de Saddam Hussein, cultivant le panarabisme à la manière des éléments « indisciplinés » du Fatah d'Arafat ou du FPLP, nationaliste et marxisant ; de l'autre – les islamistes du Hamas, du Jihad et les « Martyrs d'Al Aqsa ». Ces derniers sont imprégnés d'un fanatisme religieux original qui culmine dans le rejet d'un objectif politique terrestre au profit d'un martyre pour la gloire d'Allah. Contrairement aux mouvements nationalistes arabes des années 50 à 70, marqués tantôt par des influences fascistes, tantôt marxistes, ces *Fous de Dieu* aspirent au paradis d'Allah. Ils confirment l'analyse freudienne de la puissance de *Thanatos* dans la psyché humaine. L'analyste viennois théorisait le « désir de mort » dans les années trente, les années du nazisme. Il est effectivement possible de comparer nazisme et islamisme : les deux idéologies exaltent le sacrifice de la vie ; le suicide du Führer dans les décombres de la Reichkanzlerai de Berlin en avril 1945 pourrait peut-être en être un exemple.

Mais les deux praxis suicidaires s'inscrivent dans des contextes politique et économique opposés : l'œuvre de mort du Troisième Reich bénéficiait de l'infrastructure industrielle la plus puissante d'Europe, alors que les États arabes et musulmans sont, sur ce plan,

à peine sortis du Moyen Âge. Ce retard historique s'accusa ensuite et engendra une frustration profonde chez les Arabo-musulmans. Face à l'essor vertigineux des civilisations euro-américaines et japonaise les pays du Maghreb et du Mashrek connaissent la stagnation. L'échec de leur nationalisme bourgeois imprégné des idées de 1789 autant que celui du nasserisme militaire influencé par le marxisme soviétique créent chez les Arabo-musulmans l'impression d'une impossibilité d'accéder jamais à la modernité. Impression fautive et névrotique, mais qui domine chez les masses et dans la petite bourgeoisie, contrairement à une minorité moderniste représentée par exemple par Abou Mazen en Palestine. Conscients d'un passé culturel, politique et religieux glorieux, dépassés irrémédiablement par une civilisation euro-américaine, les islamistes, à l'écart de ce monde, ne voient le salut et la rédemption que dans l'autre

monde, en détruisant le nôtre. Le « onze septembre » à New York a vu cette menace à la fois dérisoire et redoutable.

Menace dérisoire : on voit mal les « barbus » envahir les rues de Paris ou de Copenhague à la manière de la Wehrmacht en 1940... Menace pourtant redoutable : la dissémination insaisissable du terrorisme suicidaire rend quasiment impossible son déracinement. On le voit bien en Israël. La politique des assassinats ciblés des terroristes n'a pas permis leur élimination. L'armée américaine, la plus puissante du monde, n'a pu éliminer le terrorisme en Irak ou en Afghanistan. En donnant un coup de pied dans la fourmilière irakienne des contradictions ethniques et religieuses Bush a suscité l'insécurité. Loin de créer les conditions de l'élimination du terrorisme en Israël, la résistance des nouveaux fedayin irakiens est un exemple exaltant pour leurs camarades de Palestine.

Devant cette situation apparemment désespérée, la diplomatie française demande l'abandon du leadership américain, son remplacement par une administration onusienne et la fin du « colonialisme américain », pour parler comme Hubert Védrine, l'ex-ministre socialiste. Il serait pourtant trop cruel d'insister sur les faiblesses de l'ONU. N'a-t-il pas fallu une intervention américaine directe en Serbie et au Kosovo pour que cesse la « purification ethnique » ? Et l'Irak, hélas, ne semble pas mûr pour être livré à un gouvernement indépendant.

Alors, entre Euphrate et Tigre comme entre Jourdain et Méditerranée, la seule issue passe bien par la Maison Blanche. Certes, le président américain et ses conseillers néo-conservateurs ont péché par la légèreté. En s'imaginant une démocratie irakienne construite par leur seule intervention militaire, ils sont allés au-devant de terribles déceptions. Quelles en seront les conséquences pour la comptabilité américaine ? Faut-il

...menace à la fois dérisoire et redoutable

être hanté par le précédent vietnamien ou par l'abandon de la Somalie dans les années 80 ? Aujourd'hui même en Angleterre une faible majorité du corps électoral demande le retrait du corps expéditionnaire britannique. Aux États-Unis, les critiques contre l'intervention se multiplient. Ne devrait-on pas craindre alors (hypothèse il est vrai peu probable) que, utilisant les conseils du président Chirac, Bush finisse par céder la direction des opérations à l'ONU ? Le grand nombre de foyers d'infection terroriste en Irak impose l'augmentation des forces militaires, mais cela ne suffit pas. Le deuxième volet de la démocratisation nécessite d'énormes investissements, et pas seulement en matériel. Tout le système d'éducation est à créer, par exemple. Cela coûte très cher et préfigure de considérables augmentations des impôts. Bush aura-t-il le courage d'y souscrire, au risque de perdre les élections en 2004 ? S'il



n'innove pas, en perdant ainsi finalement la guerre d'Irak, il perdrait également l'Occident et... les prochaines élections. Il n'y aura pas de sécurité pour l'Amérique tant que se développera l'intégrisme dans le monde.

Cela vaut aussi pour les acteurs du conflit israélo-palestinien. L'État d'Israël est miné par le messianisme sioniste. Si la grande majorité de ses habitants, y compris une partie substantielle des colons en Palestine, acceptent, voire désirent un compromis avec les Palestiniens, la couche politique dominante représentée par le Likoud et les partis religieux rêve toujours d'un grand Eretz Israël biblique. La figure représentative de ce messianisme est paradoxalement le politicien pragmatique Ariel Sharon. Ancien membre du Mapai et l'ordonnateur du retrait israélien du Sinaï en 1982, mais ensuite l'initiateur de l'invasion du Liban et le responsable indirect du massacre de Sabra

et de Shatila, cet homme de guerre machiavélique ne croit qu'en la force – en reconnaissant de ce fait l'hégémonie américaine, à laquelle il sait ne pas pouvoir s'opposer ouvertement. L'amitié de Bush lui est un article de foi. Mais rusé, il croit pouvoir contourner et tromper le boy... L'échec de la « feuille de route », auquel il a largement contribué, autant que son compère Arafat, lui donne apparemment raison. La politique raisonnable d'Abou Mazen a été battue en brèche non seulement par les Palestiniens islamistes et les attentats suicides, mais aussi par le maintien des implantations israéliennes et par l'étranglement de la vie palestinienne. Comment faire accepter aux Palestiniens une coexistence pacifique avec un État qui donne quotidiennement la preuve de sa mauvaise foi ? Aucune des implantations sauvages n'a été démantelée ; celles qui ont été détruites sont reconstruites dès le départ de Tshal. Et la colonisation se poursuit, aussi bien en Cisjordanie que dans

la bande de Gaza, contrairement aux exigences de la « feuille de route ». Le fameux mur destiné à séparer Israël de la Palestine mord souvent profondément sur les terres palestiniennes. À Jérusalem, ce mur compromet l'existence d'une capitale palestinienne car il met du côté israélien le faubourg palestinien qui aurait dû abriter le gouvernement palestinien d'après les propositions du gouvernement travailliste il y a quelques années.

Ainsi, si seule une partie minoritaire de la population palestinienne accepte voire soutient le terrorisme, le gouvernement israélien fait tout pour en accroître la taille. Et des deux côtés de la barricade des Israéliens et des Palestiniens œuvrent à leur destruction mutuelle.

Il faut tordre le cou à la vieille rengaine de la propagande qui présente un Israël pacifique en danger de mort... Or, pour les instances commu-

nautaires juives en France comme aux États-Unis l'alignement inconditionnel sur la politique du gouvernement israélien constitue un principe fondamental. Lorsque Edgar Bronfmann, ancien président du Congrès Juif Mondial, osa défier ce dogme, en demandant au président Bush de faire pression sur Sharon pour l'application de la « feuille de route », le scandale fut considérable parmi les dirigeants juifs d'Amérique.

Aussi sommes-nous en présence de ce paradoxe juif : rien ne doit être fait pour empêcher Israël de se suicider. Attitude qui rappelle celle des militants communistes de naguère dans leur alignement inconditionnel sur Moscou...

N'est-il pas dès lors du devoir des Juifs responsables de la Diaspora de s'opposer ouvertement au sabotage de la « feuille de route » et à la colonisation ? Les récents appels des responsables politiques de l'opposition israélienne, comme Abraham Burg et d'autres, nous y encouragent. ■

Il faut tordre le cou à la vieille rengaine de la propagande qui présente un Israël pacifique en danger de mort...

« Eux et nous »

Jacques Burko

Il ne se passe pas de jours sans que la situation au Proche-Orient vienne peser sur la vie française – tout spécialement sur celle des Juifs de France. Ceux-ci ont beau dire « eux, c'est eux et nous, c'est nous » – ce qu'ils pensent, ce qu'ils font, ce que les autres pensent d'eux est soumis à l'influence directe du conflit israélo-palestinien.

En témoigne l'avalanche de livres inspirés par ce thème qui, malgré la sécheresse estivale, ont surgi dans les librairies comme des champignons après la pluie. La plupart sont, de manière plus ou moins visible, œuvre d'auteurs hostiles à la politique du gouvernement israélien. La majeure partie

de ces écrits sont dus à des auteurs israéliens ou palestiniens. On a ainsi publié (ed. Agnès Viénot, 342 p., 19 euros) une traduction du livre du sociologue israélien Baruch Kimmerling : *Les guerres d'Ariel Sharon contre les Palestiniens*, où le Premier ministre (« Arik, melekh Israel ») est traité de « politicide » pour avoir réussi à pervertir les mentalités de son peuple, le faisant adhérer à une politique de désespoir et transformant selon l'auteur peu à peu Israël en un pays fasciste... Les excès de langage témoignent combien l'approche scientifique de la société israélienne cède ici devant la passion d'un intellectuel désespéré par l'évolution du processus.

Le livre *Israéliens et Palestiniens, la guerre en partage* est un recueil d'articles réunis par les politologues Alain Dickoff et Rémy Leveau (Balland, 316 p., 25 euros) et issus de la plume de spécialistes palestiniens, israéliens ou européens. C'est un ensemble de documents qui a pour ambition d'offrir au lecteur un état des lieux concernant la société palestinienne et la société israélienne trois ans après le début de l'Intifada II. Et aussi, ce qui est important, la répercussion de ce conflit dans les diasporas des deux parties.

Un autre livre, d'une autre inspiration, puisqu'il propose les émotions personnelles et subjectives des victimes de la guerre israélo-palestinienne, est dû à Kenize Mourad qui a signé chez Laffont *Le parfum de notre terre, voix de Palestine et d'Israël* (362 p., 21 euros). C'est un livre de douleur, une douleur peut-être inégalement répartie entre les deux peuples, mais d'intensité égale quelle que soit la nationalité des victimes. Un livre qui suggère qu'il n'y a pas d'issue au conflit qui déchire les deux communautés.

Deux livres témoignent du refus de nombreux soldats israéliens de participer à l'occupation en Cisjordanie et à Gaza : le premier est traduit de l'anglais (*Rompre les rangs*, de Ronit Chacham, chez Fayard, 240 p.) l'autre a été rédigée en français par F. Messica et T. Sorek (*Refuzniks israéliens*, chez Agnès Viénot, 242 p.). Si Ronit Chacham s'attache à interroger les objecteurs de conscience israéliens, le livre de Fabienne Messica et de Tamir Sorek analyse le cas singulier de ceux qui acceptent le service militaire mais refusent de participer à la répression menée par l'armée dans les Territoires occupés.

Deux ouvrages racontent le siège de Ramallah, la « capitale » palestinienne, par Tsahal au printemps de 2002 ; épisode qui avait donné lieu à bien des accusations contre le gouvernement israélien. Les deux sont dus à des auteurs qui ont vu les événements du côté palestinien : *Bienvenue à Ramallah* de Théodora Oikonomides (Flammarion, 238 p., 18 euros) et *Face à la guerre, lettre de Ramallah* de Ilan Halévi (Editions Sinbad-Actes Sud, 74 p., 10 euros).

Cette profusion d'ouvrages qui s'efforcent de narrer ce qui se passe « là-bas » témoigne sans doute de l'intérêt porté par le lectorat français à ce conflit. Israël/Palestine, agite les passions et « fait vendre ». Ne serait-ce que parce que ce conflit a des répercussions visibles sur la vie en France. Et justement plusieurs ouvrages « autochtones » se consacrent à cet impact-là.

Dominique Vidal, rédacteur en chef adjoint au *Monde diplomatique* (et fils de Haïm-Vidal Sephiha), propose *Le mal-être juif* chez Agone (Marseille, 120 p. 9 euros). Livre composé d'un ensemble de papiers de plusieurs auteurs, réunis ici pour plaider la cause

des adversaires du gouvernement israélien et particulièrement l'attitude du *Monde diplomatique*, auquel beaucoup d'articles sont empruntés. Comme bien des plaidoyers *pro domo*, cet ensemble de textes est d'une visible partialité, ce qui dessert la juste cause qui est la sienne.

Il en va malheureusement de même pour le livre de Pascal Boniface *Est-il permis de critiquer Israël ?* rédigé après son fracassant conflit avec le PS et que, à titre d'exemple, nous avons choisi de recenser (voir p. 14), faute de pouvoir le faire pour tous les ouvrages évoqués ici.

Mais, comme on peut l'imaginer, l'outrance et la partialité ne sont pas l'apanage des critiques d'Israël. Il n'est que de lire l'ouvrage de Shmuel Trigano *La démission de la République* (PUF, 2003, 146 p.) pour s'en convaincre. L'auteur, qui a choisi son camp, met tout son pouvoir de persuasion (qui est grand) au service de la dénonciation des excès antijuifs/antisémites/antisionistes. Le point de départ, la récente flambée antijuive en France et l'importance de sa composante arabo-musulmane, nous intéresse directement. Toutefois le développement dérape bientôt, dénonçant par exemple une *mouvance islamo-trotskyiste* ou des *alliances monstrueuses* entre le néo-gauchisme et le terrorisme islamique. La partialité pro-palestinienne de la presse française, depuis longtemps dénoncée par les partisans du sionisme, est ici violemment mise en cause, le *pouvoir potentiellement totalitaire* des médias est épinglé ainsi que leur *gigantesque opération de désinformation*. Et la minoration systématique des actes de violence antijuive à laquelle s'étaient adonnés et la presse et le pouvoir en place justifie le titre du livre. On adhérerait plus facilement à l'exposé de l'auteur, qui souvent parle juste, sans ces outrances qui en sapent la crédibilité.

La France n'a pas l'exclusivité de publications francophones liées au conflit israélo-palestinien : un livre intéressant a été récemment publié en Belgique par Jacques Aron : *Le sionisme n'est pas le judaïsme*. Nous en rendrons compte dans le prochain numéro.

On retient surtout de ce rapide passage en revue l'importance du Proche-Orient dans le conscient français, et avant tout dans celui des Juifs de France ; leur intérêt justifie en grande partie cette débauche éditoriale. Si la centralité d'Israël s'est toujours imposée à la fraction sioniste de l'opinion juive française, elle semble englober aujourd'hui aussi beaucoup de ceux qui se sentent diasporistes mais qui ne peuvent détourner leur regard du Proche-Orient pour de multiples raisons, et tout au moins pour des raisons de morale humaine. À notre très grand regret, la distinction entre « eux » et « nous » devient, au moins momentanément, quelque peu floue dans l'esprit d'une grande partie de la Diaspora française. ■





Les Livres

Bref séjour à Jérusalem, Eric Marty, Éditions Gallimard, Collection l'infini, 2003, 19,95 euros.

Genet et la mauvaise conscience française contre Israël : *Bref séjour à Jérusalem* est un livre exceptionnel qui tourne autour de la question essentielle de la vulnérabilité historique d'Israël. Israël a plus de cinquante ans, mais est encore assez fragile pour pouvoir mourir, disparaître et retourner à la poussière. Grand comme à peine deux départements français, l'État hébreu est géographiquement vulnérable parce que territorialement sans réserves. Une seule défaite peut l'anéantir. Aussi Israël ne joue-t-il jamais avec la vie « car tout son être est dans cette existence finie », dit Eric Marty. Cette détermination existentielle d'Israël, l'auteur la lit dans son nom propre et dans cette anthropologie qu'il désigne. Ce nom, hérité d'un homme, Jacob, a été appelé Israël parce qu'il a lutté avec Dieu toute une nuit et qu'il n'a pas cédé sur son identité.

L'ouvrage comprend trois parties : celle qui donne le titre au livre rassemble des notes prises au cours d'un voyage à Jérusalem durant l'automne 2001. La deuxième, « Jean Genet à Chatila », est une analyse de la manière dont Jean Genet a fait de Sabra et Chatila un événement écran de beaucoup d'autres, au sens où Freud parlait de souvenir écran, pour cacher ce que fut véritablement la guerre du Liban et pour faire de « l'être juif » pour la première fois un coupable impliqué dans un massacre de grande dimension. Marty rappelle que c'est le peuple arabe qui a organisé là une atroce guerre civile : c'est une guerre de clans, de factions qui s'entretuent, de mafias. Ses enjeux sont souvent hors du champ politique et même hors du champ du combat palestinien ; Sabra et Chatila a eu lieu sept ans après le début de la guerre civile et fut suivi d'encore huit ans de guerre civile. Néanmoins cet événement est vécu de façon mythique dans la mémoire mondiale comme le seul événement de cette guerre. Tout se passe comme si l'histoire demeurait dans la mémoire plus facilement sous forme de mythe que d'événements réels.

Toute la philosophie de Genet suppose un cadavre, celui d'Israël : « Si elle ne se fût battue contre le peuple qui me paraissait le plus ténébreux, celui dont l'origine se voulait à l'Origine, qui proclamait avoir été et vouloir demeurer l'Origine, le peuple qui se désignait Nuit des Temps, la révolution palestinienne m'eût-elle, avant tant de force, attiré ? » Cette phrase de Jean Genet pointe bien le fond de la haine du juif en ce que celui-ci a de particulier : être porteur de la Thora, de ce livre des origines et de la loi divine descendue sur la terre des hommes. Cette identité singulière dérange, car elle remet en question les regards posés sur ce peuple qui « vit solitaire et qui ne se confondra pas avec les nations. » (Livre des Nombres). Genet a ainsi fasciné nombre d'intellectuels français qui ont fait de l'auteur du *Captif amoureux* et de *Pompes funèbres* un militant



Photo J. Burko

progressiste de la cause palestinienne. Ils se sont ainsi lourdement trompés, Genet se refusant par exemple à idéaliser les victimes ou même à leur promettre une victoire politique qui se solderait par l'acquisition d'un territoire bien concret. En écrivant que le commandement du Fatah était prisonnier de « la canaille affairiste » ou que « les grandes familles palestiniennes ne furent que les valets d'Hitler au Proche-Orient », Genet non seulement refuse de célébrer le peuple palestinien, mais affiche son admiration pour un peuple dominé et fasciné par le mal qu'il faut honorer pour avoir ses faveurs.

Ce qui est remarquable dans le texte de Marty, c'est que non seulement il déchiffre le projet de Genet chez qui il lit une angoisse à l'égard du bien qu'incarne Israël, d'où une volonté de transformer Israël en Caïn, mais il élucide aussi les raisons spécifiquement françaises d'adhérer à cette œuvre : « Deux grands événements traumatiques et touchant en effet à l'identité française ont été investis de manière magistrale par Genet : l'effondrement de la France lors de la Seconde Guerre mondiale, et la guerre d'Algérie. Ce double échec historique sonne dans l'œuvre de Genet comme le cérémonial de deux humiliations qui sont, sous la figure de l'Autre, l'Aryen et l'Arabe, le moment d'une chute vertigineuse, d'une béance qui a toute la violence d'un instant d'inversion, d'indignité, de passivité hébétée, de pure et fatale domination. »

Cette honte infligée à la France par la théâtralisation de son humiliation est à rapprocher de la posture sexuelle d'un homme qui jouit à la fois de la haine de soi et de l'admiration pour son bourreau. Marty montre que Genet rencontre un puissant moteur de l'imaginaire français qui s'interroge sur son identité mélangée face à deux mythes, prétendument purs, l'Allemand et l'Arabe. Genet est ainsi idéalisé par la génération qui, dans les années soixante, a mal à la France, mal à la France de Vichy, mal à la France en lutte contre un peuple qui s'est libéré du colonialisme. Le cynisme et la violence de Genet sont en prise avec la déchéance, la détresse et l'effondrement spirituel que concentrent en eux ces deux grands traumatismes historiques.

Genet, par son poids d'ambiguïté, d'ambivalence, mais aussi d'aventures littéraires, fascine une France prête à battre sa coulpe, mais sur la poitrine d'un autre, en l'occurrence Israël. Dans le sacrifice de la réciprocité comme issue à la domination, dans le sacrifice du lien langagier qui ne peut éviter soupçons, corruption et trahisons, il y a une victime nous dit Marty. C'est le Juif ou l'être juif. Pour Genet il s'agit d'obtenir enfin que personne ne soit innocent et qu'Israël ressemble à l'humanité en général, c'est-à-dire à l'humanité en tant qu'elle est criminelle.

Ce livre est un texte qui non seulement dévoile le véritable sens des mots, des images et des fantasmes de Genet, mais qui aussi explique nombre de discours anti-israéliens par lesquels nous sommes cernés. Si vous voulez comprendre les sources de l'obsession anti-israélienne contemporaine, lisez ce livre. Cela ne vous empêchera pas de militer pour un État palestinien à côté de l'État israélien enfin débarrassé de ses colonies ! ■

Antoine Spire

Est-il permis de critiquer Israël ? Pascal Boniface, Robert Laffont, 2003, 18,05 euros.

Cette production (on n'ose écrire « ouvrage » tant le travail et la qualité littéraire qu'on en attendrait sont absents au rendez-vous) est d'autant plus navrante que, sur le fond, le sujet abordé est grave et le jugement, juste. Ce sont ces raisons qui justifient que, malgré les critiques fortes qu'il faut y apporter, et en dehors du scandale micro-politique qu'il a suscité, le livre de Pascal Boniface mérite qu'on lui consacre quelques lignes.

Oui, il doit être « permis de critiquer Israël », ou plutôt nous dirons, comme *Diasporiques* et le Cercle Gaston Crémieux ne se privent pas de le faire mais avec le maximum de discernement possible, qu'il faut garder l'esprit critique et juger la politique du gouvernement israélien avec d'autant plus de rigueur que le peuple israélien et le peuple palestinien sont constamment mis en danger par cette politique hautement contestable. Oui, avec Pascal Boniface, nous dirons qu'il est inadmissible que des instances qui se prétendent représentatives de toute la population juive française affirment en son nom un soutien inconditionnel à la politique du gouvernement d'Israël et jettent l'anathème sur quiconque, juif ou non juif, émet des réserves, voire condamne sévèrement des actions répressives menées dans le cadre d'une lutte contre un peuple colonisé.

Mais aussi, la critique du « gouvernement », non pas forcément de l'« État », et surtout encore moins systématiquement de la population doit, pour être crédible, être menée avec une honnêteté et une intelligence qui ont fait subitement défaut à Pascal Boniface. Nous ferons crédit à cet auteur d'avoir été pressé par le temps – il lui fallait en hâte sans doute répondre à ses anciens amis et actuels détracteurs – et aveuglé par la passion, de sorte qu'il procède exactement comme il ne faut jamais le faire : élaguons donc tout de suite la méthode qui consiste à démolir son contradictoire au moyen d'une accumulation de citations journalistiques tronquées et sélectionnées de manière à minorer les arguments adverses. Retranchons les formules redondantes telles que « ultra »-pro-israélien, ou « ultra »-pro-extrême-droite, ou pro-Sharon etc., des adjectifs qui prennent, sans raisons sémantiques évidentes, le ton de l'insulte et qui se veulent blessants par leur seule charge d'agressivité. Il faudrait aussi oublier que ces attributs dénués de sens et non argumentés s'appliquent à des personnes dont les noms cités en toutes lettres constituent un tableau, comme on a de nos jours coutume de le faire dans une certaine

littérature journalistique de mauvais aloi mais de grand succès, parce qu'elle semble donner des lettres de noblesse politique à des livres qui ne sont rien d'autre que des versions gonflées de magazines *people*. Le livre de Boniface ne consiste pas seulement à truffier un texte – dont il ne ressort, passées les citations et les énumérations de noms, que très peu de lignes de celui qui touchera des droits d'auteur – de dénonciations d'illustres personnages ou de louanges de quelques autres. Cette technique vise surtout à donner aux arguments de l'auteur une légitimité acquise par le discrédit lancé sur d'autres ou le refuge sous le parapluie de quelques-uns censés bien penser.

Un autre ouvrage, écrit avec sérieux et conviction en prenant le temps de la réflexion et du travail d'écriture, un ouvrage qui aurait remplacé l'insulte par l'analyse des événements et les on-dit par le rapport sur l'événement serait peut-être parvenu à des conclusions semblables à celles dont l'auteur veut persuader le lecteur. Prenons un ou deux exemples, et regrettons simplement que ce soient surtout les auteurs qui sont dénoncés par Boniface et qui, en effet, sont dans l'erreur et dans la malhonnêteté politique, qui publient sur les thèmes discutés, de même que les éditeurs accueillent plus volontiers des ouvrages de victimisation et de légitimation de la *real-politique* qu'une critique politique pondérée qui tiendrait compte des erreurs des deux bords et s'appuierait sur les droits de tous les peuples à la dignité et à la vie.

Il est juste, par exemple, comme Boniface le dit dans son chapitre 6, que la rumeur sur l'antisémitisme français qui a fleuri au cours des années 2002-2003 relève de la stratégie politique consistant à jeter un voile sur la politique antipalestinienne du gouvernement de droite israélien et sur la dérive du gouvernement de Bush, de manière à rallier tous les Juifs français à la cause d'un sionisme qui retrouve aujourd'hui ses vieilles antennes ; et que cette rumeur est destinée à provoquer, dans les opinions publiques occidentales, un sentiment à la fois antifrçais et de compassion à l'égard des Juifs, et donc d'Israël, en un amalgame qui dit « Juif = Israélien », et Boniface aurait pu ajouter : « Israélien = Juif persécuté par les nazis », et enfin « Israël en danger = judaïsme mondial menacé ». De même, ajouterait une version rationnellement révisée du livre de Boniface, l'amalgame se retrouve du côté des antisionistes, et surtout des partisans des Palestiniens, mais d'une manière inversée. Si, chez les « sionistes inconditionnels », l'amalgame entre Juifs et Israéliens prend valeur doloriste et héroïque, il est péjoratif et marqué du mépris et de la haine vengeresse dans l'autre camp. La technique de l'amalgame est justement soulignée par Pascal Boniface au travers des citations (toujours choisies en fonction de l'argumentation, mais irremplaçables puisqu'il s'agit de la politique unilatérale des institutions juives françaises qui relaient la propagande

**Est-il permis
de critiquer
Israël ?**



israélienne alarmiste). Boniface a raison de démontrer que l'extrême droite joue son rôle, comme elle l'a toujours fait, dans cette technique de la rumeur. Il a tort de ne pas montrer, en symétrie inversée, les mêmes aberrations dans l'autre camp.

Il est enfin regrettable que la rédaction de ce livre ait été motivée par ce que l'auteur nomme, dans son dernier chapitre, « une fatwa à Paris » et qui est l'histoire de ses démêlés avec le parti socialiste concernant ses opinions sur la politique palestinienne d'Israël. Car, dans les débuts du livre et même ici et là au fil des pages, la raison finit par émerger et laisse présager que, « s'il est permis de critiquer Israël », c'est d'abord, comme Boniface s'en dit « convaincu », parce que « l'État d'Israël est une réalité politique, historique et sociale incontestable. Il a le droit légitime de vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues [...]. Mais reconnaître le droit d'Israël à exister n'est pas lui reconnaître le droit de tout faire. Au contraire, (dans la mesure où Boniface, mais aussi de nombreux Juifs et non-Juifs français considèrent Israël comme un État comme les autres) il a les mêmes droits mais aussi les mêmes obligations. « La reconnaissance du fait national israélien ne peut se faire sur la base de la non-reconnaissance du fait national palestinien » (p. 20-21). Voilà qui nous met en accord avec l'auteur, nous qui ne jetons de *fatwa* sur personne, mais qui nous efforçons de pratiquer la tolérance pour les opinions et l'exigence de justice et de rectitude intellectuelle dans le jugement politique. ■

Elise Marienstras

Gaston Crémieux : La Commune de Marseille, un rêve inachevé, Roger Vignaux, Edisud, 2003, 286 p., 21 euros.

Les Juifs de France connaissent le nom de Crémieux par le décret donnant la nationalité française aux Juifs d'Algérie ; mais ils connaissent moins Gaston Crémieux, dont le cercle qui publie *Diasporiques* porte le nom. Et si l'on connaît la Commune de Paris, on ne sait guère qu'il y a eu une Commune de Marseille... Le livre de Roger Vignaux leur fera connaître l'un et l'autre.

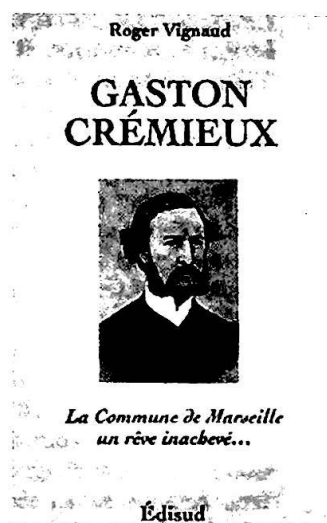
Gaston Crémieux naît à Nîmes en 1836 dans une famille de juifs comtadins de petite bourgeoisie ; jeune homme, il part faire des études de droit pour être avocat, d'abord à Paris qui le tente et où il acquiert une première conscience politique à l'occasion de la répression contre les Républicains entre 1848 et 1851. Faute d'argent, force lui est de retourner à Nîmes. Il finit ses études à Aix-en-Provence. Inscrit au barreau de Nîmes, il plaide et écrit des poèmes – qui chantent aussi bien l'amour que la cause des peuples – qu'il publie dans *L'Avenir*, un journal littéraire. Bientôt il s'installe à Marseille où il se marie et voit naître trois enfants, dont il prénomme l'un Robespierre. Simultanément il s'engage avec force politiquement : il rédige à l'adresse du préfet un cahier de doléances des ouvriers et lance l'idée d'un syndicat pour leur défense devant les prud'hommes. Juriste, il élabore son statut juridique. En 1862 il entre dans la franc-maçonnerie,

qui s'occupe de plus en plus de questions sociales et d'éducation. A l'occasion des élections législatives de 1865, il prononce son premier discours politique, éloge de la nuit du 4 août 1789. Ardent républicain, il milite en faveur de Léon Gambetta, qui se présente aux élections à la fois à Paris et à Marseille (c'était possible à l'époque). Grâce à son éloquence et à son ardeur, Gambetta est bel et bien élu à Marseille. Mais le véritable tournant révolutionnaire s'opère chez lui en 1871, quand la guerre contre la Prusse aboutit à la défaite : les Marseillais entrent en insurrection, réclament des armes, proclament la République avant Paris, destituent leur préfet. Crémieux est très actif, crée une *Ligue du Midi* pour une république fédérale inspirée de Proudhon. Ses convictions s'affirment : il se battra pour la justice sociale et pour la république, pour une république fédérale. Le soir de la chute de Metz, un Comité de salut public prend tous les pouvoirs à Marseille. À ce moment Crémieux n'est pas dans la ville, il sillonne la région afin de populariser la *Ligue du Midi*.

Lors de l'armistice, Thiers est nommé chef de l'exécutif et part pour Versailles ; Crémieux redoute le retour à la monarchie. Pour remplacer le préfet une Commission départementale est créée, que Crémieux préside et qui reçoit des délégués de la Commune de Paris. Des manifestations se succèdent. Mais rapidement des troupes versaillaises arrivent pour « rétablir l'ordre » et reprendre la préfecture : elles tirent, font des morts et des blessés et arrêtent de nombreux insurgés.

Le 12 juin 1871, un Conseil de Guerre commence à juger tous ceux dont on incrimine la « communauté d'idées avec l'infâme Commune de Paris ». Il reproche notamment à Crémieux le drapeau rouge arboré à la préfecture, acte dont l'accusé n'est pourtant pas responsable. Le tribunal n'écoute guère les témoins qui soulignent son rôle de conciliateur, de modéré. On lui en veut d'avoir été actif et éloquent et il est en fin de compte condamné à mort. Le recours en grâce est rejeté et Crémieux est fusillé à 35 ans, victime de l'hystérie anticommunarde et, semble-t-il, d'une phrase qu'il avait prononcée à la Chambre de Bordeaux contre les conservateurs : « Vous n'êtes qu'une majorité de ruraux ». Ainsi meurt un républicain idéaliste, un poète lancé dans l'action politique comme Lamartine et Victor Hugo. Il est mort bravement, écrivant des poèmes dans sa prison jusqu'à son dernier jour. La ville de Marseille (et quelques autres cités) honore son souvenir par une rue qui porte son nom. Et le Cercle Gaston-Crémieux a fait son emblème de cette figure d'homme droit, courageux, laïque, fédéraliste et de gauche... ■

Dorothee Rousset



Le deuil de l'origine. Une langue en trop. La langue en moins. Régine Robin. Éditions Kimé, 2003, 238 p., 22 euros.

Régine Robin n'est pas une inconnue pour nous, et on doit lui savoir gré d'avoir repris et complété un ouvrage publié en 2000 par les Presses de l'Université de Vincennes et apparemment mal diffusé alors. Certes le titre risque d'effrayer ceux qui ont pris du plaisir à lire ses précédents ouvrages, et j'avoue que certains développements ne sont pas d'un accès facile. Mais il faut s'accrocher et persister car l'ouvrage est passionnant. Comme on pouvait s'y attendre il y est beaucoup question du yiddish, qui, écrite superbement, « est en train d'acquiescer le statut d'une langue culturelle, voire de langue sacrée comme langue quasi morte, comme la langue des morts ».

Trois notions sont imbriquées : la langue, l'identité et la mémoire. Et elle examine le rapport à la langue (aux langues) chez des écrivains et des penseurs dont l'origine juive jouait selon elle un rôle fondamental : Freud, Kafka, Canetti et Perec. Des auteurs qu'elle aime et relit sans cesse.

Freud, qui était très doué pour les langues, ne se sentait à l'aise que dans l'allemand. La langue maternelle de Kafka était l'allemand ; il lisait, parlait et comprenait le tchèque,

qui était considéré comme la langue des domestiques ; il ne connaissait pas le yiddish ; malade, il étudia l'hébreu avec acharnement, on ne sait pourquoi. Canetti était au carrefour de diverses langues : les langues populaires en quelque sorte illégitimes comme le bulgare, le roumain, le turc et le judéo-espagnol qu'on parlait dans sa famille ; et les langues européennes : le français, l'anglais qu'il pratiqua pendant six ans en Angleterre et l'allemand qui fut la langue de sa carrière d'écrivain. Ne fallait-il pas en quelque sorte arracher l'allemand à sa terrible association avec la barbarie ?

Le cas de Perec est particulièrement douloureux : il ne parlait pas la langue que ses parents avaient parlée, une langue assassinée comme le fut sa mère. Et il entretenait un rapport ambivalent avec son identité juive. C'est à partir de sa rencontre avec Bober et du tournage du film *Ellis Island* qu'il reconquit une judéité en en parlant ouvertement. Chez lui on peut dire que les langues s'enchevêtrent, avec comme on le sait une fascination pour les lettres hébraïques.

Un beau livre à méditer. ■

Françoise Weil (Dijon)

Séfarade, Antonio Muñoz Molina. Traduit de l'espagnol par Philippe Bataillon, Seuil, 2003, 473 p., 22 euros.

L'auteur, né en 1956, n'est pas un inconnu pour beaucoup d'entre nous qui se souviennent en particulier de *Pleine lune* qui remporta le prix Femina

étranger en 1998. Il ne nous avait pas habitués à des romans qui évoquaient les Juifs. Mais son dernier livre n'est pas un roman et ne parle pas uniquement des Juifs. C'est ainsi que dans le premier des dix-sept textes il est question de la Semaine Sainte dans le village natal du narrateur, qui pourrait bien être l'auteur, et du personnage sculpté de Judas, représenté avec « un visage vert et rancunier » et surtout un « nez sémitique ».

Ce premier texte insiste sur les notions de mémoire et de souvenir. On retrouve ces thèmes dans les seize autres ; tantôt c'est l'auteur ou le narrateur qui se souvient, tantôt il rencontre quelqu'un qui lui raconte une histoire et se souvient ; souvent c'est au cours d'un voyage, et les trains ont une certaine importance dans ces récits car « la grande nuit de l'Europe était sillonnée de longs trains sinistres qui avançaient très lentement », et aussi les gares frontalières : ainsi cette gare de Cerbère « où les gendarmes français, pendant l'hiver de 1939, humiliaient les soldats de la république espagnole, les injuriaient et les bousculaient à coups de crosse » ; « quelle impression devait-on avoir en s'approchant d'une gare frontalière sans savoir si l'on serait refoulé ! ».

Les trains c'est la déportation mais c'est aussi la fuite de ceux qui tentent de s'échapper. Ainsi le communiste (exclu du parti communiste allemand) Willi Münzenberg et sa femme Babette réussissent à monter dans un train. « Le voyage en train le plus long de notre vie », racontera Babette cinquante-trois ans plus tard à un journaliste américain.

L'auteur donne la liste de ses lectures. Il dit qu'ont été « capitaux » pour lui *Contre tout espoir* de Nadejda Mandelstram et *Le vertige* d'Evguénia Guinzbourg. Il a « lu à fond » *Les origines de l'Inquisition*, la tendancieuse et monumentale étude de Benjamin Netanyahu et, beaucoup plus brève et équilibrée, la classique *Histoire de l'Inquisition espagnole* d'Henry Kamen. Et naturellement Klemperer (qu'un ami a lu pour lui), Jean Améry et Primo Levi.

De ces lectures est sorti ce livre admirable qu'il est impossible de résumer, où l'auteur a fait siennes toutes ces histoires qu'il a lues ou entendues, et quand il les raconte il les revit, à tel point qu'il mélange la première et la troisième personne. Il règne une telle tendresse, une telle chaleur humaine dans ses récits que le livre n'est pas un livre du désespoir. Peut-être parce qu'apparaît çà et là une figure de femme, en général grande et rousse : celle qu'un de ses amis a rencontrée dans le Talgo, un train, et dont il lui parle au comptoir du bar du Talgo : « tandis que je l'écoutais je ressentais de l'envie, envie et tristesse que jamais une histoire pareille ne me soit arrivée et que je ne puisse pas garder le





souvenir d'une femme comme celle-là... Je rêve d'elle, je rêve que je la rencontre à Madrid ou que je suis assis dans ce train et que je la vois venir dans le couloir. Elle était très grande, comme un mannequin, elle avait les cheveux châtons et frisés et les yeux verts. » Et la femme rencontrée en Estonie par un ancien officier de la légion espagnole nazie : « Maintenant que je revis en l'écrivant ce que mon ami m'a raconté, j'aimerais inventer que la femme rousse était d'origine séfarade et qu'elle lui a dit quelques mots en ladino ».

Si j'ai souligné ces quelques mots, c'est parce qu'ils définissent bien la création littéraire de Muñoz Molina, un mélange de réalité et d'invention. Le résultat est magnifique. ■

Françoise Weil (Dijon)

Un dimanche à Auschwitz, Laurent Wainberg (photos) et Yaël Holveck (textes), éditions de l'Aube, 2003, 134 p. 15,20 euros.

La juxtaposition Auschwitz – dimanche paraît d'abord étrange. Puis on réalise que les voyages organisés vers ce camp par les institutions juives ou par les classes scolaires se déroulent souvent le dimanche. C'est bien le cas ici : le dimanche 18 mars 2001 cent cinquante personnes prennent l'avion de Paris pour Cracovie, puis un car jusqu'à Auschwitz. Après ce périple, les auteurs du livre interrogent vingt des participants en leur montrant les photos prises à cette occasion sur place. La plupart sont des Juifs qui ont perdu parents ou grands-parents ; d'autres ne le sont pas mais ont eu dans leur famille un résistant déporté ; d'autres encore sont simplement sensibles à l'horreur du génocide. Sur place, ils ont été accompagnés par quelques survivants et par un guide polonais formé à Yad Vashem.

Le livre n'est donc pas le récit d'un seul visiteur mais une suite de courts chapitres issus de ces interviews. Les uns parlent des lieux visités : baraquements, douches, fours crématoires, et livrent leurs impressions : « il n'y a plus de

pommes de douche, cela paraît d'une propreté « suisse »... Un chapitre évoque l'horreur des latrines ; un autre – les réticences de l'entourage au projet même du voyage : « faut pas aller là-bas, c'est pour les vieux ». Cependant, dans beaucoup de familles les mères avaient transmis tout ce qu'elles pouvaient savoir, et ont poussé au voyage : « comme ça, tu comprendras ». Une des filles avait réagi par le refus : « Vous me faites gerber avec vos histoires »...



Certains sont choqués par l'organisation de cette visite – comme dans un musée, avec baraques restaurées, herbe plantée – un camp ravalé comme quelque Notre-Dame. Était-ce utile ? Rien que de traverser les rails, c'est Auschwitz ; et la couleur noire frappe par elle-même : celle d'un lac, celle des cendres où pousse l'herbe : « elle donne l'impression de millions d'âmes qui flottaient comme ça ». On est restés comme anéantis dans le car, les gens évitaient de parler, de se regarder. Heureusement, car certaines paroles choquent : à celui qui est resté trois mois à Auschwitz, un autre a dit : « trois mois, mais ce n'est rien » ! Et pourtant, une journée à Auschwitz, vous pouvez vous en souvenir toute la vie.

De ce récit d'Auschwitz, le procédé des auteurs, courts chapitres, points de vue divers, a fait un livre supportable pour le lecteur, même si rien n'est édulcoré, même si un visiteur se demande « combien de temps faut-il pour tuer un homme quand il respire les gaz » ? ■

D. Rousset

Le Ghetto dans la forêt, Résistance en Lituanie, 1939-1945. Anatol Krakowski, Préface de Christiane Hessel Chabry, Ed. du Félin, 2002, 128 p., 14 euros.

Ce livre est un témoignage brut de décoffrage – « *brut de forge* » dit Christiane Hessel qui non seulement l'a admirablement préfacé mais a aussi contribué à notablement améliorer la qualité de la version française issue d'une première traduction à partir de l'hébreu. L'auteur (si l'on peut dire, puisque ce n'est pas lui qui a formellement écrit ce livre), Lituanien d'origine, a émigré après la guerre en Israël, où il a fait une brillante carrière médicale. Il ne s'est décidé que tardivement à livrer ses souvenirs de la période 39-45, et encore ne l'a-t-il fait que sur demande expresse de l'un de ses cousins et surtout de son épouse qui, sous sa dictée, a pris des notes lui permettant de reconstituer une sorte de tableau impressionniste de ce que fut la vie du jeune Anatol pendant ces années terribles. Cet ouvrage est donc moins un livre qu'une succession de mini-coups de projecteur sur un passé qui aurait pu rester enfoui dans la mémoire des quelques survivants des actions relatées. Le détail des événements ainsi remis en pleine lumière importe au fond moins que le fait de les avoir en quelque sorte exhumés. Il y a, dans cette quête insistante de Nahama Krakowska (l'épouse), quelque chose de la nature de ce que Claude Lanzmann parvient si étonnamment à faire dans ses films : extirper de la mémoire de ses interlocuteurs ce qu'au fond ils n'ont pas vraiment envie de revivre, même en paroles, mais qu'ils se sentent néanmoins obligés, en fin de compte, de révéler – un témoignage pour l'histoire et pour la mémoire juive collective.

Né en 1924, Anatol Krakowski a quinze ans lorsque les troupes russes, en septembre 1939, en application du pacte germano-soviétique, pénètrent dans sa ville natale de Wilno (Vilnius). Il va vivre, très jeune, toutes les phases de cette période chaotique de notre histoire qui commence par le marché de dupes de l'accord Ribbentrop-Molotov pour se terminer par le marché-noir de l'après-guerre en passant

par le retournement du 22 juin 1941 et tous les épisodes du conflit et de la Résistance. Anatol est un homme d'action, il parle de façon crue de ce qu'il a vécu, sans faux-semblant, sans habillage. Il ne cherche pas à embellir une situation qui, le plus souvent, n'avait rien d'exaltant : survivre, combattre, tuer, manger, boire parfois – le tout avec une parfaite conscience que la mort peut être à tout instant au tournant du chemin...

On a quelquefois un peu de mal à s'y retrouver, dans ces allers-retours, dans ces récits sans fioritures qui ressemblent souvent plus à des procès-verbaux de gendarmerie qu'à un véritable récit. Mais qu'importe : là n'est pas l'intérêt de cet ouvrage. Son attrait résulte même, de façon paradoxale, de ce manque d'achèvement, qui exprime à sa manière l'honnêteté de son (ses) auteurs(s) et crée une réelle émotion. Et ce témoignage sur l'engagement, à cette époque, des Juifs dans la lutte armée contre l'envahisseur est d'autant plus précieux qu'il est plus rare. ■

Philippe Lazar

Le passé d'une innocence, Laurent Lévy, Éditions La Cause des Livres, (tel : 01 45 05 17 05) 94 p., 10 euros.

Un petit livre plein de fraîcheur, récit autobiographique d'un passage à l'âge d'homme qui se fait au cours d'une mission à Léninegrad de l'auteur alors âgé de vingt-huit ans.

Que de découvertes il fait alors, entre autres celle de Primo Levi dont la lecture de *La clé à molette* le marque profondément. Mais à mes yeux le plus intéressant pour les lecteurs de *Diasporiques* est la découverte, aussi fugace soit-elle, que fait de sa judéité cet homme d'origine juive issu d'une famille profondément assimilée et laïque sans aucune attache à la communauté juive. Pour preuve ces quelques extraits : « Georges m'avait montré son passeport. Incrédule, je déchiffrais l'inscription 'Juif' que Youri me désignait du

doigt en vis-à-vis de la mention « nationalité ». Même en caractères cyrilliques les mots portaient pleinement leur signification [...] À cette époque je n'étais pas très averti des pogroms et des violences antisémites que la communauté juive avait endurées en Russie [...]. Le sentiment d'appartenance à une communauté m'était étranger, et pour moi la question juive se limitait essentiellement au conflit israélo-arabe [...] En tenant le passeport de Youri entre mes mains je fus profondément touché et je pensai que moi aussi,

si j'étais né dans ce pays, j'aurais eu cette même mention écrite sur mon passeport. » ■

Antoinette Weil

La Juive au tchador, Line Meller-Saïd, éditions Alan Sutton 2003, 125 p., 19 euros.

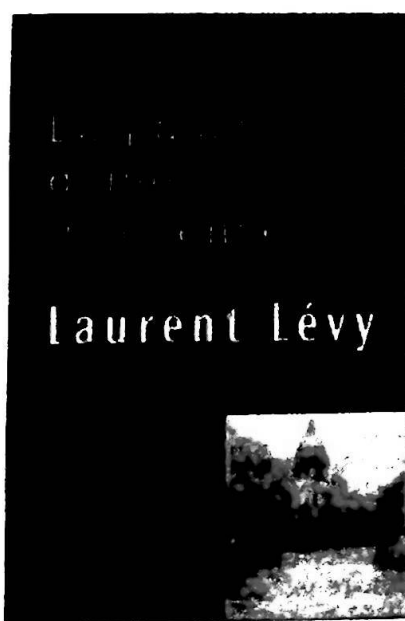
Livre dédié « à toutes celles dont la vie a été bouleversée par la recherche et la révélation de leurs origines ». S'agit-il, avec ce titre, de Juifs iraniens ? Non, l'action se situe en Algérie aujourd'hui.

« Sale juive »... Sara, 12 ans, ne s'étonne pas des insultes et des coups d'Aïcha, la deuxième femme de son père : elle est la Cendrillon, vouée aux corvées. Mais pourquoi « juive » ? Elle vit dans une famille musulmane, observe le Ramadan, va à l'école arabe. Une camarade d'école lui demande aussi : « c'est vrai que tu es juive ? » Elle n'ose pas demander d'explication à son père, qui ordonne, réprimande quand elle revient un peu tard de l'école, mais avec qui on ne bavarde pas. Un coup de téléphone qui s'adressait à son père lui révèle la judéité de sa mère « Voilà donc l'origine des insultes d'Aïcha ». Sara est soulagée : enfin, elle sait. Mais comment s'appelait sa mère ? Depuis, elle vit avec son secret. Vient une période plus heureuse pendant les vacances, à la plage : le père se détend, se promène avec ses enfants ; il y a une bonne visite de la grand-mère Zohra, qui lui sert de confidente.

Quand Sara est pubère, Aïcha lui impose le tchador. La jeune fille étudie le secrétariat, est embauchée et son père l'accompagne en voiture à son travail : elle ne saurait y aller seule. Un jour, tous deux sont attaqués par des intégristes et père, blessé, meurt en défendant sa fille. La grand-mère lui découvre alors un paquet de lettres et de papiers laissés par sa mère : elle avait été forcée de partir chez son frère en France sans sa fille, le père ayant pris une maîtresse. Il ne répond pas à ses lettres réclamant de revoir sa fille, ni aux lettres du frère de sa mère. Sara trouve des bijoux et un livre de prières juives laissés pour elle par sa mère, et la « ketouba » des parents de sa mère. La grand-mère meurt ; Sara écrit à son oncle maternel à Marseille, mais la lettre lui revient : il est parti sans laisser d'adresse. Sara ne se décourage pas, va au consulat de France faire confirmer sa nationalité française et prend un billet d'avion pour la France avec l'argent laissé par sa mère. À Marseille elle cherche son oncle avec obstination en consultant tous les vieux à son ancienne adresse, en le cherchant partout, du coiffeur au minitel. Finalement, elle réussit et finit par trouver une famille, où elle participe à un repas de shabbat. « Je vis un conte de fées ». Elle travaille comme secrétaire, renonce à revenir à Alger et finalement se marie avec un Juif.

De l'insulte reçue, elle est arrivée à une vie heureuse, en retrouvant ses origines. C'est un récit émouvant, où le lecteur participe aux aventures de Sara, jusqu'au « happy end ». ■

D. Rousset





La Musique

Patrimoines musicaux des Juifs de France

(une collection créée par la Fondation du Judaïsme Français)

Dans le cadre de son programme « Patrimoines musicaux des Juifs de France », la Fondation du Judaïsme Français vient de produire deux CD : Musiques de la synagogue de Bordeaux (rite portugais) et Musiques judéo-françaises des XVIII^e et XIX^e siècles. C'est Hervé Roten qui assure la direction artistique de cette collection.

Musiques judéo-françaises des XVIII^e et XIX^e siècles

Un premier disque présente un aspect inédit de la culture musicale juive en France aux XVIII^e et XIX^e siècles. À cette époque, la vie juive en France se concentre dans quatre foyers principaux : le plus ancien se situe dans le Comtat Venaissin ; ce sont les « Juifs du Pape ». Le second a pour cadre le sud-ouest de la France, les régions de Bordeaux et de Bayonne, où sont réfugiés les Juifs marranes d'origine portugaise et espagnole. Le troisième foyer, le plus important numériquement, est en Alsace-Lorraine. Le quatrième, enfin, témoigne de l'intégration des israélites voulue par Napoléon : au tournant du XIX^e siècle, de nombreux Juifs s'établissent à Paris et organisent un culte musical renouvelé au sein de temples consistoriaux.

Le chantre Adolphe Attia, accompagné au clavecin ou à l'orgue par Mag Tayar et soutenu par un chœur mixte de douze chanteurs, interprète une sélection de musiques des Juifs comtadins, portugais



et ashkénazes. Des chants de circoncision en provençal côtoient des mélodies andalouses, des airs alsaciens et des chœurs de Samuel Naumbourg dans l'esprit de la musique consistoriale du XIX^e siècle.

Musiques de la synagogue de Bordeaux

Ce volume est consacré aux musiques de la Synagogue de Bordeaux telles qu'on pouvait les entendre encore il y a une cinquantaine d'années. C'est à l'occasion d'un concert célébrant le cent vingtième anniversaire de la Grande Synagogue que ces musiques ont pu renaître. Un chœur d'hommes et d'enfants, placé sous la direction de Françoise Richard, a été reconstitué. Adolphe Attia, Malkiel Benamara, Léon Cohen et Didier Kassabi, quatre chantres connaissant encore le rite portugais, ont accepté de prêter leur voix pour ce concert exceptionnel qui a eu lieu le 14 octobre 2002. L'accompagnement a été assuré par Mag Tayar, organiste à la Grande Synagogue de Marseille. ■

Chacun des deux CD est accompagné d'un fascicule historique et musicologique abondamment illustré. Ces disques sont désormais disponibles soit en souscription à la Fondation du Judaïsme Français (contact : Annie Rapoport, tél 01 53 59 47 48 – e-mail : arapoport-fjf@wanadoo.fr), soit chez les grands disquaires.

Claude Cehes, sculpteur de l'archéologie future

Fania Perez



Injecter dans nos sociétés dites évoluées ce rien de primitivité qui, entre écran et clavier, logiciel et progiciel nous ramène à une réalité première

« atavique » tel est, selon Michel Faucher, un des sens du travail de Claude Cehes.

Claude Cehes est née en Algérie en 1949. Elle dit : « je pense avoir eu à évacuer beaucoup de séquelles de ce qui s'était passé dans les années quarante, bien qu'en Algérie mes parents n'en aient pas trop souffert. Mais dans mon imaginaire la réalité a été si féroce que j'en ai été profondément marquée. Je me sens faire partie d'un maillon de la chaîne humaine qui date de plus de cinq mille ans et dans lequel ma judéité est prise en compte. »

Après des études de lettres elle a suivi les cours de l'école des Beaux-Arts de Paris. « Mais surtout, dit-elle, j'ai reçu un enseignement rude et rigide qui me sert de manière extraordinaire : j'ai appris la sculpture classique avec le metteur au point d'un célèbre sculpteur. Cette approche tout à fait académique m'a donné des bases très solides que je considère comme essentielles. Je suis aussi allée travailler le marbre à Pietrasanta en Italie, dans un petit atelier où le patron m'enseignait la taille en me tapant sur les doigts. Travailler le marbre m'a passionnée. Le marbre cueilli dans la montagne a des millions d'années. En le sculptant on a l'impression de façonner du temps. En le taillant on se sent en communion avec l'univers, c'est un travail d'élaboration, de respect de la pierre, de patience.

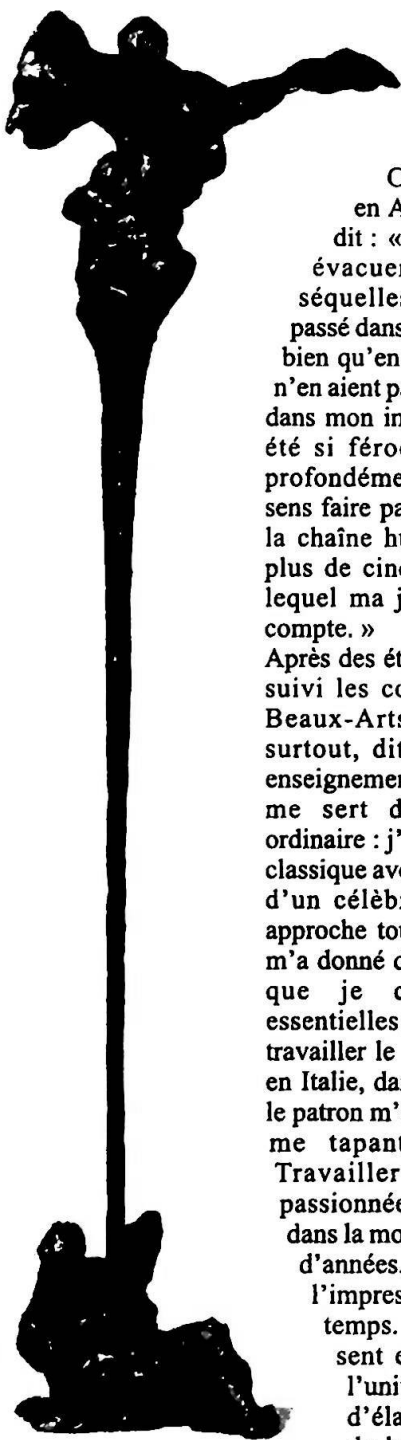
Ce matériau nous ramène à la genèse de la terre mais nous ignorons quel sera le destin de la forme que l'on a sculptée. » Quand elle sculpte Claude Cehes dit éprouver un sentiment étrange. Elle a l'impression que son travail la devance, qu'il évolue et grandit plus vite qu'elle, que ses mains ont terminé le travail avant même que sa pensée l'ait conçu. La sculpture semble être née spontanément, avoir jailli de son inconscient pour surprendre, en premier lieu, sa créatrice.

Cehes travaille par thèmes. Tous se rapportent à l'homme, traduisent ses angoisses, ses recherches, ses hésitations, son évolution. Quand elle pense avoir épuisé un sujet, que celui-ci ne l'apaise plus, généralement au bout de quinze ou vingt sculptures, elle passe au suivant. Chaque pièce est unique : Cehes ne se répète jamais.

Avec ses premières sculptures Claude Cehes, qui est issue d'un milieu médical et a assisté très jeune à des opérations, a voulu montrer l'intérieur du corps humain. Elle a choisi de travailler le marbre ; ce matériau dur, elle s'en est servie pour donner à voir ce qui en l'homme est mou, flasque, avachi, ensuite elle a peint les organes, joué avec les couleurs. Au premier coup d'œil les sculptures sont très belles, très attirantes. En les regardant plus attentivement on découvre que ce qu'elles représentent est effroyable. Toutes les pièces portent cette dualité. Pour Cehes, comme pour beaucoup d'artistes, « le beau et l'horrible » est une démarche esthétique permanente, elle découle naturellement de ce que l'homme peut faire à l'homme... et c'est terrifiant.

Avec les « Aiguilles », qui peuvent atteindre 2,20 m de hauteur, Cehes a voulu libérer l'homme, montrer qu'il n'était pas fait uniquement de chair et d'os, qu'il portait en lui sa transcendance. Dans chaque sculpture un être humain enfoncé dans la glaise est percé par une ou plusieurs aiguilles qui s'élèvent vers le ciel. À l'extrémité de ces aiguilles on découvre des formes plus ou moins abouties, ce sont des personnages dans les différentes phases de leur gestation, c'est

Photo Claude Gaspari



L'envol (bronze), 1987



Photo Claude Gaspari

Mutation (éponge végétale), 2002

l'Homme essayant de quitter sa gangue, d'aller vers un ailleurs. En bronze, verre et marbre les aiguilles figurent l'espoir, témoignent de l'aventure humaine.

Cehes voulant découvrir et nous faire découvrir ce qu'il y a de l'autre côté du miroir, ce sont les « Portes » qui sont apparues. Que se passe-t-il quand on a franchi le seuil ? Claude Cehes dit : « peut-être qu'un artiste reste toujours au stade du petit enfant qui pose sans cesse les questions fondamentales : Qui ? Quoi ? Pourquoi ? »

Dans les portes une meurtrière permet, comme pour Alice, de passer par le chas de l'aiguille : il suffit de passer la tête, chacun de trouver son ailleurs.

Les « Portes » ont un aspect austère et rigoureux et le sculpteur a privilégié avant tout leur présence dans l'espace. Elles sont planes, la troisième dimension n'existe pas et l'imaginaire du spectateur en construit la quatrième.

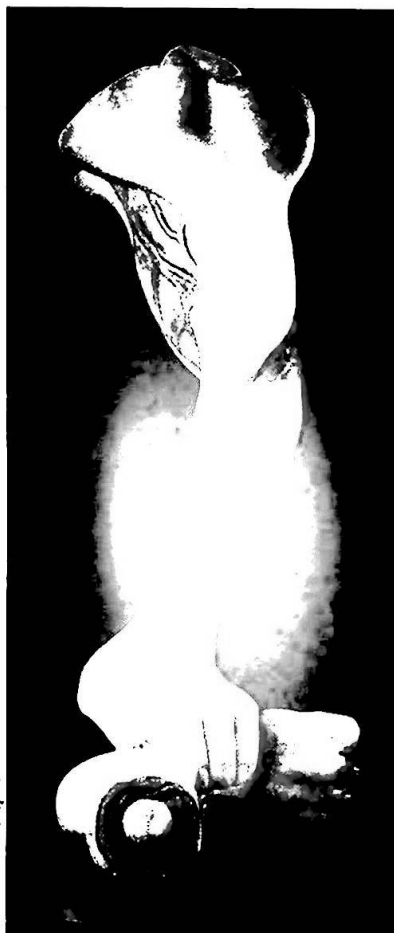
Puis, poussée par le besoin de redonner du volume à ses sculptures, Cehes a créé des boîtes fendues comme des dédales portant des sortes d'écritures sur leurs flancs. Elle s'est aperçue qu'elles faisaient penser à des objets d'un rituel païen, à la fois lieux de réfraction et de réflexion. Elle s'est rendu compte qu'elles évoquaient certains archétypes des lames du tarot et a entrepris alors d'en faire toute une série.

« Les lames du Tarot », sculptures patinées en rouge sang de bœuf et noir, traversées par des pics et des lances, portent en elles toute la violence de l'inconscient. L'importance de ces symboles universels qui parlent du destin de notre humanité est dans ce qui se cache à l'intérieur de ce que Cehes appelle aussi des « boîtes à inconscient ».

En créant « Les Petites Idoles du Futur » faites de ciment, galets et bronze, Cehes s'est interrogée et nous a interrogés sur l'évolution de l'Homme, sur son éventuelle mutation physique, sur sa difficulté de plus en plus grande à communiquer avec ses semblables.

Poursuivant sa recherche Cehes travaille, depuis quelques années déjà, sur le thème des « Mutations ». Au début elle employait le béton, le verre et le sable coloré, ce sable rêvé qui représente le lieu où vivre la métamorphose. Elle l'enfermait dans du béton ou du verre, lui-même alchimie du sable.

Pour aller plus loin encore Cehes a décidé de s'attaquer à un nouveau matériau : l'éponge. Elle explique : « après m'être intéressée pendant des années à l'intérieur du corps humain je le regarde de l'extérieur. Je l'observe dans ses mutations, dans sa façon de réagir aux événements, aux ondes, aux portables, aux informations, à la manipulation. J'ai trouvé que l'éponge caractérisait bien l'âme du ^{xxi}e siècle, elle absorbe tout, sans discernement. J'ai décidé de



Le Repos (marbre blanc de Carrare peint), 1978

travailler la chair d'éponge comme j'avais travaillé la chair de marbre. Ma première exposition s'intitulait « La peau et les os », je présentais des écorchés, le corps qui n'était plus protégé recevait tout en direct. En utilisant l'éponge j'essaie de rendre la fragilité de l'être humain. N'étant plus défendu il absorbe tout : images virtuelles qui remplacent la réalité, aliments contenant des organismes génétiquement modifiés, transfusions porteuses du sida et tant d'autres. Je suis ma première éponge, je capte ce qui se passe autour de moi et le régurgite à ma manière. Au temps des Grecs et des Romains où la civilisation était en construction, le marbre s'imposait. À notre époque où selon moi tout se dégrade je trouve que l'éponge, perforée de toutes parts, est le matériau qui convient le mieux. Je travaille sur d'énormes blocs de 400 kilos qui me sont livrés humides. Pour tailler l'éponge il faut savoir tailler le marbre, aussi surprenant que cela puisse paraître. Je me sers de couteaux à pain et de scalpels. Le changement de matériau génère le changement de forme. L'imaginaire se met en route. Pour l'exposition « Les jeux dans l'art du ^{xx}e siècle » présentée à Biarritz et à Saragosse, j'ai taillé dans l'éponge un athlète de 3,10 mètres de hauteur. Une des particularités de l'éponge est qu'elle se dessèche, il faut

donc l'arroser, lui donner de l'air et du sang, elle incite à l'interactivité ».

Cehes représente généralement ses personnages avec un seul œil. Cela symbolise l'homme qui n'a qu'une seule vision du monde et qui, quelque part, est aveugle. On peut aussi imaginer qu'il existe en lui quelque chose qui n'est pas encore éveillé, qui reste à venir.

Parallèlement à son œuvre de sculpteur, Cehes pratique l'art de la gravure. Elle vient de remporter le 1^{er} prix du concours ouvert par la Monnaie de Paris pour la création d'une médaille sur le thème de l'environnement. Son projet, à la fois fort et poétique, représente un homme qui se promène sur la courbure de la terre. Sur ses épaules il porte un balancier avec deux plateaux : sur l'un une ville futuriste, sur l'autre un arbre. Pour la survie de la planète les deux forces doivent s'équilibrer.

Depuis sa première exposition en 1977, Claude Cehes ne cesse de surprendre et d'interroger le spectateur par la richesse et la variété de ses créations. Toujours dans le questionnement et la recherche elle passe de la réalisation de sculptures monumentales pour des collectivités à l'élaboration d'œuvres plus intimes qui nous enchantent.

Cehes, ce nom qu'elle s'est créé, est devenu celui d'une grande artiste. ■

Retour à Proweller

Oscar Rosowsky

En mars 2002 je présentais aux lecteurs de *Diasporiques* un peintre juif, Emanuel Proweller, avec le sous-titre, *Un Parcours sans concession*, pour faire connaître un entretien du peintre avec un critique d'art. Proweller expliquait comment « il y a des époques où la figure de l'homme est tellement absente qu'on ne peut pas la peindre. En 1950, je disais que je m'accommodais des ronds et des carrés du fait de l'absence des hommes. En sortant des cendres d'Auschwitz, je ne pouvais pas les peindre et nous ne nous comprenions pas. Le retour à la figuration a été pour moi une magnifique histoire d'amour... ». Il venait d'expliquer aussi pourquoi « on ne peut pas se montrer délabré devant le monde. Ce sont les faux délabrés qui se montrent comme ça..., ils sont en général de vrais petits bureaucrates bien réglés ». Mon article concluait : Proweller situe la puissance créatrice de l'homme à l'opposé de sa dissolution et de sa réduction aux éléments minimaux du langage et du geste. Pour un artiste qui n'a jamais perdu sa foi dans les virtualités inhérentes au langage de l'abstraction, c'était l'assurance d'une mise à l'écart qui n'a que trop duré.

Il me parut alors que notre *Musée d'art et d'histoire du judaïsme* pourrait être intéressé par une exposition de Proweller. Or, ma proposition a provoqué cette question : *Faut-il exposer un artiste simplement parce qu'il est juif ?* On peut partager cette perplexité de principe. Pour ma part, j'exprimerais même une réticence à tracer une ligne de partage entre artistes juifs et artistes qui ne le sont pas. Mais puisque ce musée existe, voici les trois raisons qui m'avaient amené à lui proposer une exposition de Proweller.

Et d'une...

Tout d'abord la peinture de Proweller soulève un problème directement lié à la culture juive. C'est la question du figuratif et de l'abstrait, qui conjugue l'histoire esthétique depuis le cubisme et l'histoire politique de la Seconde Guerre mondiale. *Peindre après Auschwitz :*



D. R.

cette question implique personnellement l'artiste. Pour le judaïsme, le rapport à la tradition met en jeu le rapport entre langage pictural abstrait et langage figuratif qui, après la Libération, est imprégné par une expérience historique unique. C'est cette réalité que Proweller reprend à son compte sans concession et qui évoque à l'arrière-plan, en le redoublant, le traditionnel interdit religieux de peindre la figure humaine. S'il y a une thématique juive qui touche aux transpositions contemporaines de la tradition c'est bien celle du langage pictural figuratif dans sa double dimension d'interdit religieux et mythique et d'impossibilité figurative après la Shoah. La solution picturale de Proweller consiste, me semble-t-il, à développer jusqu'au bout les possibilités inhérentes au langage abstrait pour rejoindre le figuratif.

Et de deux...

La seconde raison tient à une similitude de parcours qui se manifeste au-delà des différences chronologiques. Nadine Nieszawer, Marie Boyé et Paul Fogel ont récemment publié chez Denoël une anthologie préfacée par Claude Lanzmann et intitulée *1905-1939 Peintres juifs à Paris. École de Paris*. L'avant-propos explique qu'il s'agit des cent cinquante et un peintres que les auteurs ont pu identifier dans deux ouvrages écrits en yiddish sur les artistes juifs. D'abord dans l'Aronson, *Scènes et visages de Montparnasse*, puis dans le Fenster, *Nos artistes martyrs*. Venus de l'Est européen, ils avaient fui l'antisémitisme, cherchant une terre d'accueil où leur désir artistique pourrait s'exprimer librement. Ces peintres s'installent à Montparnasse, se frottent à l'avant-garde foisonnante de l'époque, recréant un *shtetl* d'artistes qui se réunit dans les cafés du quartier, et forment l'*École de Paris*. Mais, dans les ouvrages consacrés à l'*École de Paris*, il est rarement fait état de leur judaïsme. On associe plutôt ces artistes à leur pays d'origine qu'ils avaient fui... Ces femmes et ces hommes qu'un même espoir de vie animait furent arrêtés net par la solution finale. Beaucoup périrent dans les chambres à gaz, leurs œuvres furent détruites ; ceux que la mort avait épargnés n'ont jamais pu retrouver le rêve commun.



Jeune fille au miroir (1972)



Emmanuel Proweller est de cette petite troupe de jeunes Juifs venant de l'Est, des camps et hors des camps, après la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'un des *shtetlakh* de remplacement se trouvait à Paris, rue Lalande, à « l'Union des Étudiants juifs », chez les rescapés locaux. L'atelier de Proweller était à lui seul un second *shtetl* pour ces jeunes intellectuels et étudiants. Pendant qu'il exposait chez Denise René, puis chez Colette Allendy et d'autres galeries ensuite, c'est aussi à l'UEJF que se recrutèrent ses premiers collectionneurs. Plus tard Liliane Atlan expliquera à propos de sa pièce « *Leçons de bonheur* » que « La Cuisse et la Rose, un tableau d'Emanuel Proweller, peintre décédé en décembre dernier et à qui le spectacle est dédié, constitue la clé de voûte de l'édifice. On y voit la cuisse d'une femme, une main, une rose, un morceau de chaise. Quelques lignes suffisent pour faire vibrer la tonalité la plus secrète d'une personne. Le tableau qui accueille le spectateur au départ viendra s'inscrire naturellement dans l'intrigue ».

Et la troisième raison...

La troisième raison ressortit à la fonction même dévolue à un musée, qui est de conserver, donc de faire exister l'œuvre d'art. Quand, du fait des aléas de la vie et du marché de

l'art, une occultation recouvre encore l'œuvre d'un artiste de la dimension de Proweller, un risque de pertes irremplaçables persiste.

Une prémonition ? dans son entretien Proweller cite Malevitch. Or, l'historienne de l'art Dora Vallier¹ raconte comment aucun peintre n'a été moins compris de ses contemporains que Malevitch lorsqu'il plaça soudain le peinture abstraite dans cette région où l'impossibilité n'est plus privation mais affirmation. Comment un silence de mort se referma sur lui ensuite, qui durerait encore si, en 1927, il n'avait eu l'autorisation d'exposer brièvement à Varsovie puis à Berlin, où il laissa tous les tableaux de son exposition, des dessins, des carnets de notes et le long manuscrit du texte sur *Le Suprématisme ou le monde sans objet*. Ce n'est que depuis 1957 que tout cela est exposé dans différents musées en Europe. N'est-ce pas la preuve que c'est aux institutions à même de le faire de prendre en charge l'œuvre qui risquerait autrement de disparaître dans les oubliettes de la mémoire ?

Disparaîtrait aussi un maillon de l'histoire de la peinture, Proweller ayant été un précurseur reconnu de son vivant de la *Nouvelle figuration*. ■

¹ Dora Vallier, *L'art abstrait*. Le livre de poche Pluriel, 1992.

Cinéma

Le Tango des Rashevski, Sam Garbarski, Belgique, 2003 (1h 40).

Oui vraiment, Sam Garbarski mériterait bien le titre de membre d'honneur de Crémieux (à condition toutefois que nous prenions pour de la dérision la dernière scène de « retour à Israël et à la religion » !). Non seulement vous passerez plus d'une heure trente jubilatoire en allant voir son film, *Le Tango des Rashevski* mais vous y trouverez exprimés avec humour et gravité mêlés nombre de questions que soulève la diaspora, nombre de problèmes que chacun de ses membres, en proie au « flou de la diaspora judéique », se pose sur son identité face à l'exaltation d'Israël et au mépris de la *golah*¹ exprimés magistralement par l'ancien époux de Rosa qui l'a quittée pour la religion, pour l'orthodoxie la plus stricte et pour Israël ; il refuse à son frère, le tonton Dolfo (on retrouve Natan Cogan dont nous n'avons pas oublié la prestation dans *Voyages*), de venir participer aux obsèques de Rosa. Le décès de cette vieille dame courageuse qui a appris à ses descendants à surmonter soucis et stress en dansant le tango et qui a choisi, malgré son refus de la religion, d'être inhumée dans le carré juif du

cimetière, va renvoyer chacun à sa judéité, à son identité propre. Des scènes d'anthologie se succèdent : il faut évoquer notamment ces interminables parties nocturnes d'échecs par téléphone entre les deux fils de Rosa. Ce qui frappe d'ailleurs, c'est la symétrie des scènes, de la première et de la dernière, toutes deux dans le désert israélien, de ces parties d'échecs, des deux seder, l'un réussi, l'autre qui sombrerait dans la discorde la plus totale si le tango ne venait rétablir l'union dans la famille ; il faut surtout évoquer les deux scènes parallèles d'obsèques, notamment la première où, dans une magnifique séquence, Tonton Dolfo célèbre la qualité de *Mensch* de Rosa, faisant du *Mensch* (l'être humain digne de ce nom, qu'il soit un Juif ou un non-Juif !) un inoubliable portrait...



Si vous n'avez pas encore vu *Le Tango des Rashevski*, courez le voir, surtout si vous n'êtes pas un ashkénaze qui s'est déjà ruminé toutes ces questions mille fois... ■

Antoinette Weil

¹ Exil en hébreu.

Les fantômes de Berlin

Anne Brunswic*

Perte (Vaters Land), film documentaire de Nurith Aviv
 Allemagne-France/30mn /2002/vidéo couleurs/s.-t. français
 Image : Nurith Aviv, Sophie Maintigneux, Markus Seitz,
 Prod. : Geyerfilm/ZDF/Arte. Site : www.nurithaviv.free.fr

Berlin, pour la réalisatrice Nurith Aviv, est une patrie perdue. Le pays des pères (*Vaters Land*), au sens littéral puisqu'elle fut la terre natale de ses père, grand-père, arrière-grand-père... Née en Israël, elle filme dans l'ancienne capitale de la Prusse et du Reich pour accomplir un travail de deuil. Un double deuil même comme le suggère l'épigraphie empruntée à Sigmund Freud. Deuil de ses parents restés, malgré la persécution et l'exil, pétris de langue et de culture allemandes. Deuil aussi de cette patrie meurtrière où elle n'a pas grandi. En avant-propos, une autre citation : dans une vidéo de 1964, Hannah Arendt, exilée depuis 1933, rappelle avec amertume comment l'intelligentsia allemande lâcha les juifs.

Pour évoquer ce qu'elle a perdu, Nurith Aviv a choisi la figure du miroir : « *Perte* » s'attache à dire ce que l'Allemagne a perdu en se privant des Juifs, ce que la physique, la philosophie, la psychanalyse, la littérature allemandes ont perdu. Quatre amis, intellectuels allemands non juifs, le disent, chacun à sa manière, à partir du champ qui est le leur. Ils ont grandi dans une Allemagne à la fois dénazifiée et déjudaïsée, un pays amnésique, coupé de son histoire et de ses racines ; un pays où les pères s'étaient murés dans le silence. Ils racontent aussi les rencontres décisives qui leur ont permis d'apprendre quelque chose de la composante juive de leur culture et de réparer les dégâts causés par cette amputation brutale.

Ces témoignages et réflexions sont passionnants pour qui s'intéresse à l'histoire de la culture allemande au xx^e siècle. Ainsi le physicien Gustav Obermaier évoque la complète décadence de la physique à Göttingen après le départ des Juifs. Cet « âge d'or » atteint du temps de la République de Weimar, on le doit, selon lui, au dialogue exceptionnel entre la tradition prussienne incarnée par Max Planck et l'esprit juif personnifié par Einstein. C'est en travaillant dans des universités américaines qu'Obermaier a pu nouer des liens avec des physiciens juifs et comprendre cette forme d'esprit particulière, selon lui si féconde, cet humour qui consiste à se demander si la vérité ne serait pas par hasard aux antipodes de la direction poursuivie.

Nurith Aviv impose un dispositif de mise en scène radical : les témoins sont tous cadrés et éclairés de manière identique et l'image des interviewés s'incruste dans un long plan séquence pris par la fenêtre du 'S-Bahn' de Berlin (métro de surface). Les stations, les rames, les voyageurs, les paysages urbains défilent. On traverse la ville sans jamais y entrer, derrière la vitre. Crainte de réveiller les « fantômes étrangement vivants » dont parle un des témoins amis ? Celui de Walter Benjamin traverse le film. Et tant d'autres, irrémédiablement perdus.

Au bout d'une demi-heure, le métro s'arrête, fin du travelling ; la voix off ajoute alors un sens supplémentaire à ce dispositif. « *Ma mère est morte à Tel-Aviv il y a quelques années. Elle prononça ses dernières paroles en allemand : Terminus, je veux descendre.* »

Interrogée sur l'origine de ce projet, la réalisatrice a donné d'autres indications : « *Ce film, prévu pour une soirée théma d'Arte sur le deuil, devait durer 30 minutes. J'ai tout de suite pensé au nombre 30 qui, dans la tradition juive, renvoie aux trente jours de deuil. Et j'ai choisi un parcours de métro qui dure exactement 30 minutes, de Est Kreuz à West Kreuz, (de la Croix de l'Est à celle de l'Ouest).* »

« *Perte* » est un film dense, complexe, où les deuils se répondent, où les pertes sont, sinon symétriques, du moins partagées. Les Juifs allemands ont perdu infiniment mais l'Allemagne aussi a perdu une part essentielle d'elle-même. Ce message, Nurith Aviv ne l'adresse-t-elle pas mezza-voce à ses compatriotes israéliens dont beaucoup, aujourd'hui, sous le nom de « transfert », rêvent d'expulser définitivement la composante arabe de leur nation. ■



* Article original paru dans la revue « Images documentaires » n°47, printemps 2003. Anne Brunswic, journaliste, écrivain, a publié À contre-Oubli et Qu'est-ce que tu fais là ? aux éditions La Fontaine-aux-Loups.

Entre abandon et oubli : Le cimetière de Rossauer à Vienne

Carol Mann

Mon père, quand il était de bonne humeur, se plaisait à nous conter les différentes versions de la mort de son propre père. Selon les cas, le pauvre Léon avait été tué lors d'un pogrome – mon père mimait alors la férocité des Cosaques, force moulinets que ma sœur et moi-même, dix ans à nous deux, trouvions terrifiants ; ou alors il s'était éteint selon un processus complexe exprimé par un geste de dépit paternel énigmatiquement relié à la bouteille placée devant lui. « Un *shikor*¹ comme toi ! », lançait ma mère sans compassion aucune, sur un ton qui n'invitait pas à la moindre demande d'éclaircissement. Une troisième version voulait qu'il ait disparu de façon mystérieuse à Vienne. L'expression endolorie et le verre que mon père reprenait en silence à ces moments-là me fit comprendre que cette version était peut-être la bonne. Dans les années 1910, il n'était pas inconcevable pour un Juif de Moldavie de venir mourir à Vienne, plutôt que d'attendre de crever à Botasani à côté d'une épouse acariâtre et de trois marmots sans doute ingrats, à force d'avoir faim.

Toujours est-il que durant cet été qui m'a emmenée une fois de plus en Autriche, je me suis dit que j'aurais bien envie de faire un tour à l'ancien cimetière, peut-être que j'y retrouverais Léon Zismann et celui-ci serait à même de me confirmer ce qui s'était passé. Ajoutez à tout cela que je lisais une nouvelle de Dostoïevski intitulée *Bobok*, où les morts conversent entre eux sous leur tombe.

J'avais entendu parler de l'ancien cimetière caché au centre de Vienne, derrière une maison de retraite dans la Seegasse, la rue du lac. On se demande quel lac ? Nous nous y sommes aventurés un après-midi de canicule, au fond d'une rue paisible, derrière une

hideuse bâtisse des années 1970. Comme toujours en Autriche, tout le monde est très poli et *hilfsbereit*² : « oui, oui, dans la cour, descendez les marches... Prenez le livre, il pourra vous aider ».

Entre abandon et oubli s'étend un terrain comme un jardin négligé qui paraît planté de pierres, un alignement d'étranges menhirs plantés par la tempête. Aucun ordre ne paraît vraiment perceptible de prime abord. Le jardin est bordé de deux côtés par des murets, en face s'élèvent les étages de la maison de retraite : sur une terrasse surélevée de vieilles dames prennent le thé en chuchotant entre elles, sans doute pour ne pas réveiller les morts.

Certaines pierres sont droites, d'autres cassées, entassées dans une hâte qui s'est éternisée, de toute évidence. Des fragments ramenés d'ailleurs sont emmurés tout autour, tâche pieuse réalisée à la fin du XIX^e, siècle, à l'époque glorieuse. Léon aurait pu en témoigner, du moins par ouï-dire. Grâce aux numéros qui sont écrits ou cloués sur les pierres, on arrive à se retrouver quelque peu dans le guide. De toute évidence, nous sommes dans un cimetière certes, mais aussi au mémorial des Juifs de Vienne : c'est une sorte de bottin de marbre et de calcaire où sont préservés les noms de ses plus anciens habitants. Le cimetière a été officiellement fermé à la fin du XVIII^e siècle et les tombes sont donc antérieures. De hauts personnages y sont enterrés, des banquiers, des *Hof Juden* (Juifs de cour

tel Samuel Oppenheimer, qui financèrent les campagnes contre les Turcs), mais aussi des personnages plus modestes, solidaires dans la mort parfois plus que de leur vivant.

Il semble que de tout temps la communauté a cherché à préserver les pierres, même après l'interdiction, pour des raisons sanitaires, d'enterrer les morts à l'intérieur de la ville. Un mécène nommé Koppel Frankel alla jusqu'à racheter le terrain à l'État en 1670 afin d'assurer sa survie ; on érigea des bâtiments communautaires tout autour, dont une maison de retraite. Dès cette époque, une tentative d'archivage avait été entreprise pour sauver cette mémoire de pierre.

Ainsi la présence de quelques pierres bouleversantes du Moyen Âge, gravées maladroitement, histoire de témoigner d'une catastrophe récurrente, d'une tombe à la suivante :

Abraham ben Yitzhok : « *Mes yeux pleurent amèrement et mon cœur est blessé au plus profond* » (1262), ou alors le fragment sans nom dédié à « celui qui fut persécuté et assassiné, que Dieu venge son sang devant nos yeux » (1306). Peu à peu la communauté se consolide, s'enrichit, montre plus d'assurance. Les tombes sont moins austères, décorées même avec d'élégantes volutes baroques. Parfois



Une vue d'ensemble...

¹ Ivrogne (yiddish).

² Prêt à vous aider (allemand).

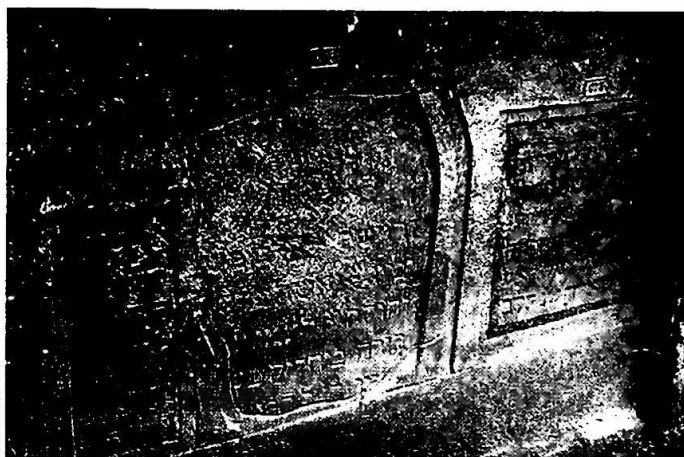


Photo C. Mann

... Et un détail

rien que des noms pour des vies paisibles, pour Abraham ben Yehuda ou Rebecca fille de Pinhas ou encore pour Israël ben Shalom Auerbach (des Auerbach il y en a beaucoup, leurs pierres se serrèrent entre elles pour avoir moins froid).

Il faut enjamber des orties, des ronces, des plants de belladone, ici et là un paquet de cigarettes vide (les *omas*³ en haut s'en grillent-elles une en douce ? *Wer weiss*⁴, je n'en soufflerai mot). Et puis des biographies admiratives, ce magnifique Jochke ben Zevi (décédé en 1661) « *plein comme une grenade, étincelant, jamais il ne cessa d'apprendre, il transformait l'obscurité en lumière* ». Paix à son âme. Qu'aurait

pierres ébréchées empilées. On dit qu'un dénommé Shimon pêcha un jour un beau gros poisson dans le Danube. On l'imagine le ramenant fièrement à sa Rebbitzen pour Shabbès. Tout doucement, il le dépose sur la table de la cuisine, le trophée d'une journée entière passée sous un soleil brûlant (ou la pluie). Et voilà que la carpe (c'est toujours une carpe dans les histoires ashkénazes) lève la tête et entonne un *Chema Isroel* avant de mourir, définitivement cette fois-ci. Terrifié, Shimon se précipite chez le Rebbe qui diagnostique, comme il se doit, un *dibbuk*. Alors il l'enterre avec cérémonie, consacrant toutes ses économies à un magnifique monument

dit Léon devant ce spectacle de désolation, car cela en est un, de cette ambiance d'après saccage quand les cris se sont tus, car cela en est une ? Que Vienne n'est plus la ville si *gemütlich*⁵ de ses souvenirs ?

J'espère qu'il se serait tourné vers le monument au poisson, reconstitué maladroitement avec des

dédié sans doute et pour toute l'éternité au *Gefillte Fisch*⁶.

À l'heure actuelle il est impossible de savoir ce qu'il adviendra de ce cimetière, d'autant plus que le gouvernement autrichien semble avoir décidé de restreindre, voire supprimer tout financement en faveur de la communauté juive. En attendant les feuilles roussies tournoient lentement et viennent se poser sur ces pierres fermées sur elles-mêmes, témoignage d'une volonté de survie sans égal.

Léon hausse les épaules, pas très rassuré et repart à pied jusqu'à Botosani. Peut-être trouvera-t-il sur sa route un *lansdsmann*⁷ dans une carriole. Tant qu'à faire, vaut mieux aller embrasser une fois de plus ce Douvidel, cette Sourele et ce Moïshele tellement turbulent. Histoire de préserver un vague souvenir des vagabondages de leur père. ■

³ Grand-mère, dans le sens « mémé » du terme.

⁴ Qui sait ?

⁵ Intraduisible. Confortable s'en rapproche, éventuellement. Cependant, je me souviens d'une histoire de Juifs autrichiens qui avaient émigré pendant la guerre aux États-Unis et qui en revenant disaient « Comfortables, oui, ça on l'était là-bas, mais alors *gemütlich*, vraiment pas... »

⁶ Par courtoisie envers nos lecteurs non ashkénazes : carpe farcie.

⁷ Un « pays », un compatriote.

Un shabbat au mellah de Meknès

Dody Bensaïd-Mrèjen

Pour la plupart des Juifs européens, la vie et les coutumes de leurs frères du Maroc d'avant la décolonisation est une inconnue. Pour eux, Dody Bensaïd-Mrèjen évoque son enfance de petite fille dans le mellah de Meknès, vieille cité royale marocaine : emprise de la religion, crainte du monde extérieur, émotion aussi...

Ma famille et moi avons vécu jusqu'en 1950 environ dans le nouveau mellah de Meknès, construit au début du xx^e siècle – le vieux mellah datant lui de la fin du xvii^e. Deux des côtés du nouveau mellah, construit en forme de losange, étaient bordés par les murs d'enceinte des cimetières, les deux autres

jouxtaient la ville arabe. Les diagonales du losange constituaient les artères principales (les seules rues à être goudronnées). La plus grande – lieu de promenade favori des Juifs, le « boulevard » – commençait à la grande porte « *Bab el-Khemis* », la *Porte du marché du jeudi*, et se terminait, le long de la ville impériale, au niveau du bassin de

l'*Aguedal*, que certains se hasardaient à visiter (au péril de leur vie) pendant les périodes des « mi-fêtes ». La petite diagonale, elle, longeait d'un côté l'école de l'Alliance israélite et rejoignait le cimetière du nouveau mellah et, de l'autre, allait jusqu'à l'école hébraïque (*sla*, en arabe) où les garçons et quelques rares filles allaient

dès leur plus jeune âge apprendre à lire les prières.

Dès le mercredi matin...

La préparation du shabbat occupait les habitants du mellah pendant une bonne partie de la semaine. Elle commençait dès le mercredi matin pour s'achever vers trois-quatre heures de l'après-midi le vendredi, avec la fermeture des boutiques et les derniers préparatifs. Notre mère était paralysée, ce qui la retenait à la maison, et les courses étaient faites par notre père (lorsque son travail le lui permettait) ou par Isaac – une figure inoubliable pour mes frères, mes sœurs et moi-même ! – et qui avait habité la même maison que Joseph Kessel, au vieux mellah. Avec son petit doigt relevé auquel il manquait une phalange, Isaac nous montrait une à une les oranges qu'il avait achetées, pour nous faire apprécier la beauté et la qualité de la marchandise.

Donc, le mercredi, cela commençait par les fruits et légumes qui s'altéraient le moins. Le jeudi, c'était le tour de la viande, mais là, on faisait moins confiance à notre Isaac ; c'était notre père qui, avant ou après son travail, allait passer commande. Et gare au boucher s'il comprenait mal ou faisait semblant de mal comprendre les desiderata de son client car, à la prière du samedi matin, on pouvait omettre de le faire

monter au sefer ! Au fur et à mesure que la marchandise arrivait, elle était détaillée, préparée et gardée au frais ; le poisson était acheté souvent en dernière minute, à l'aube du vendredi. Le vendredi en fin de matinée tout était prêt. Le repas de midi était un peu bâclé, pris sur un coin de table à la cuisine, il y avait évidemment interdiction de toucher à ce qui avait été préparé avec soin pour le soir...

Le vendredi soir

À partir de seize heures, les commerçants commençaient à ranger leur marchandise. Une demi-heure plus tard, le rabbin lui-même, menaçant, faisait un dernier tour pour presser les retardataires de fermer boutique et d'aller se préparer pour la prière du soir ; le shabbat allait commencer. L'ambiance générale était au beau fixe ; la prière à la synagogue n'était pas trop longue. Le *kidouch*, rapide et agréable à entendre, était suivi de la prière sur les deux pains. Le repas était raffiné et copieux ; souvent du poisson et des hors d'œuvre variés en entrée, puis des boulettes de viande hachée, des légumes verts et des fruits pour dessert. Le repas terminé et après une longue prière de remerciements au Seigneur, une petite promenade sur le boulevard s'imposait. Puis c'était l'heure de faire éteindre les lumières et d'aller au lit.

Le samedi matin

Le shabbat (*sebt*, samedi, en arabe) était pour l'essentiel consacré à la prière. On n'avait pas besoin de le préciser ; qui disait shabbat, disait automatiquement synagogue, prière et fonction spirituelle majeure réservées aux hommes. Si les prières avant et après le repas du vendredi soir étaient, tout compte fait, assez supportables, cela se gâtait le samedi matin car la prière commençait très tôt pour se terminer vers onze heures. On pouvait certes arriver un peu en retard mais pas cinq minutes avant le *sefer*, la prière étant alors pour ainsi dire terminée. On était donc considéré comme ayant encore une fois raté l'office... Quand mes frères avaient moins de treize ans, notre père n'avait

aucune difficulté à les bousculer pour les emmener avec lui à la synagogue, mais pour les adultes, voire ceux qui étaient déjà mariés, c'était un tout autre problème ! Dans sa synagogue officiait le grand rabbin Joseph Messas (c'était un rabbin à fière allure, très *cool* comme on dirait aujourd'hui). Quand notre père faisait des remontrances à quelqu'un de la famille pour son retard ou son manque de discipline, c'était toujours ce rabbin qui calmait le jeu, aussi bien à la synagogue qu'à la maison, où il lui arrivait de venir prendre l'apéritif après la prière.

Les femmes, quand elles le pouvaient, allaient écouter la prière du samedi matin mais, cachées des regards des hommes, elles devaient se contenter d'un coin reculé de la synagogue et elles repartaient avant eux pour apporter la dernière touche au repas.

Le repas du shabbat

Celui-ci était précédé par l'apéritif ; un moment très agréable, détendu et qui pouvait durer une heure et plus, copieusement arrosé de *mahia* (alcool de figues). Le repas se déroulait autour du plat traditionnel, la *skhina* ou *dafina*, qui avait cuit dans le four du boulanger depuis le vendredi après-midi jusqu'au samedi matin. « *El yihoudi bla skhina, f'hal seltan bla mdina* » (Un Juif sans *skhina* est comme un roi sans État !). C'était un plat composé de pommes de terres et d'œufs (un œuf et jamais plus par personne !), de pois chiches, de riz ou de blé et d'une farce de viande hachée avec de nombreuses épices. Le tout, mijoté à souhait, avait pris des couleurs dans la gamme des marrons et était finalement recouvert d'une sauce épaisse et grasse.

La sieste

Ce repas délicieux nous plombait et invitait petits et grands, été comme hiver, à faire la sieste (*cette fausse nuit inventée par les persiennes*, comme le dit joliment Albert Memmi dans *Éloge de la sieste*). C'était un temps important du shabbat. Pour les garçons c'était un moment de détente et certains étaient autorisés à quitter la maison



© Dody Bensaid-Mrjén

Grand-mère et sa petite-fille vers 1930...



pour aller jouer dans la rue au football (c'était le cas pour mes frères). D'autres, dont les parents étaient plus stricts quant au respect du jour du Seigneur, devaient rester confinés chez eux, se contentant d'entendre le ballon taper contre leurs murs ; il ne leur restait qu'à attendre sagement (ou avec rage...) les prières de la soirée. Quant à nous autres, les filles, il nous arrivait d'avoir aussi envie de jouer au foot et nous arrivions, de temps à autre, à nous faire admettre dans les équipes. Mais toute autre activité ludique était interdite pendant le shabbat ; prendre un crayon et dessiner était un péché, faire du découpage, l'horreur ; de la couture ou du tricot, une catastrophe ! Il y aurait bien sûr eu la lecture, mais comme on ne parlait que l'arabe à la maison ou avec les amis et que les parents ne savaient pas le français, seuls quelques livres de prières étaient disponibles pour ceux qui pouvaient les déchiffrer... Par la force des choses, les filles ne pouvaient que devenir passives et attendre que quelque chose se passe !

La fin du shabbat

L'heure de la sieste achevée, certains garçons retournaient à la synagogue pour les ultimes prières de la journée. Les autres allaient jouer ou se promener dans des endroits un peu plus éloignés de leur domicile. Les filles restaient sagement à la maison attendant pieusement (ou avec révolte) la fin des interdits du shabbat, ou bien se réfugiaient chez quelque amie dont les parents étaient un peu plus permissifs que les leurs. Et puis c'était l'heure du thé à la menthe, accompagné de quelques friandises ; quelques instants de détente et de bien-être. Les hommes reprenaient alors le chemin de la prière du soir, avant la fin du shabbat à l'apparition des trois premières étoiles. Et l'on pouvait enfin allumer les lumières. C'était l'heure du retour des hommes à la maison ; la bouteille de vin, le verre pour le *kidouch*, les bougies et le bouquet de menthe pour l'ultime prière du shabbat. Les membres de la famille qui ne fréquentaient pas la même synagogue ou qui habitaient loin de chez nous venaient nous rendre visite et étaient

automatiquement retenus à dîner. L'ambiance était plus relâchée, mais gare au petit neveu ou à la petite nièce qui arborait un vêtement fantaisiste ou une attitude de laisser-aller ; le shabbat n'était pas vraiment terminé ! La promenade, le soir, sur le boulevard permettait enfin de retrouver copains et copines et de se détendre un peu. Cette petite part de liberté qu'on nous rendait alors pouvait se prolonger assez tard, mais elle restait placée sous l'œil attentif des parents, de leurs amis ou de leurs voisins, qui avaient sorti chaises et fauteuils pour discuter dehors tout en prenant le frais.

Le lendemain matin

Le dimanche matin se déroulait pour tous de façon plus décontractée. Les bonnes s'activaient à faire le ménage et à réparer les dégâts de la veille. Notre père allait souvent travailler ou faire des courses et, l'après midi, il lui arrivait de faire une partie de cartes avec ses frères ou ses amis. La gent masculine s'ébrouait à sa manière et les filles, eh bien elles étaient beaucoup moins passives que la veille !

Enfermement et protection

Le mellah de Meknès, c'était donc d'abord l'enfermement ! Enfermement obligé des garçons dans les prières et des filles dans l'attente et la docilité. Enfermement à la maison puisque c'était là qu'on pouvait tenir sa famille loin des tentations et des mauvaises influences. Enfermement à l'intérieur du mellah, derrière des murs et de magnifiques portes. Toute sortie en dehors de ces limites devenait périlleuse et à certaines périodes provocante. Même à l'intérieur des murs, lors de certaines fêtes musulmanes, nous

étions priés de rester enfermés à la maison de peur de gêner la traversée du mellah par des groupes de musulmans ne tolérant pas à ce moment-là la présence de Juifs sur leur passage. Tout contact avec la population musulmane était au demeurant impensable, hormis avec les personnes que nous faisons travailler chez nous. Quant à la populations espagnole de Méknès (rarement directement originaire d'Espagne, composée de familles défavorisées venues de longue date d'Algérie), elle était nombreuse et souvent agressive à notre égard quand nous traversions son quartier pour aller en ville nouvelle – celle qui était habitée par les Français et deux ou trois familles juives fortunées et où se trouvaient collège et lycée, église, cinémas et commerces de luxe... Sortis du collège, nous devions nous dépêcher de rentrer chez nous (à trois ou quatre kilomètres de là) en affrontant mépris, antisémitisme ou imbécillité. Parfois nous passions sans encombre, d'autres fois – et nous ne savions pas pourquoi – nous étions pris pour cible par deux ou trois personnes qui frappaient les garçons, soulevaient les jupes des filles et nous insultaient copieusement. Le mellah était donc aussi notre havre de paix et de sécurité, où la peur était prise en charge collectivement. Dans mon entourage d'enfant relativement privilégiée et malgré les contraintes du lieu, de la religion et de la famille, la joie et la bonne humeur étaient toujours présentes. ■



... qui se marie en 1951

Le dernier numéro de Diasporiques présentait un mensuel yiddish : Yiddish Wort. L'intérêt suscité par cet article a incité la rédaction à publier un bref entretien avec l'animateur de cette publication.

Claude Hampel, une parole yiddish (*a yiddish wort*)

Fania Perez

Claude Hampel est né en octobre 1943. Peu de temps avant sa naissance, sur l'Umschlagplatz un cheminot polonais avait arraché sa mère d'un train en partance pour Maïdanek. Ils ont survécu avec l'aide d'autres Polonais qui les ont cachés, à quelques kilomètres de Varsovie. Après la guerre ces personnes ont été reconnues Justes des Nations.

Avant la guerre, Jacob Hampel, le père de Claude, était conseiller municipal à Konin. Il représentait le Bund, parti social-démocrate juif. De retour de déportation il s'est beaucoup investi dans le domaine culturel yiddish, et ce jusqu'à la liquidation du Bund en 1948. Contrairement à beaucoup d'autres, Jacob Hampel a toujours refusé de prendre la carte du parti communiste. Il a essayé à maintes reprises de quitter la Pologne avant d'y parvenir en 1957. Toute la famille est venue s'installer à Paris. Jacob Hampel a travaillé à *Unzer Schtimme* (« Notre Voix »), le quotidien yiddish du Bund. Chez les Hampel on parlait le yiddish.

Claude Hampel a suivi les cours d'une école d'arts graphiques et a étudié le yiddish avec Rachel Ertel à Charles V. En 1968 il entre comme secrétaire de rédaction et metteur en pages à *Unzer Wort* (« Notre Parole »), quotidien yiddish sioniste. Claude Hampel parle de ce journal comme d'une grande famille dans laquelle il a eu le bonheur de côtoyer la plupart des poètes et écrivains yiddish survivants de la Shoah. *Unzer Wort*, disparu en 1996, fut le dernier quotidien yiddish au monde.

Quand on demande à Claude Hampel quelles sont, selon lui, les raisons de la disparition de la presse yiddish en France et en Europe il explique : « après le séisme de la Shoah qui a entraîné la disparition du yiddishland, les survivants ont essayé de le faire revivre. Ils espéraient aussi que ce serait

la langue parlée en Israël..., illusion. Le yiddishland est un lieu intérieur, il n'y eut pas de transmission réelle. Le poids du yiddish était trop lourd, cette langue se référait trop à la souffrance, à la mort. En France, les parents ont voulu s'intégrer, protéger leurs enfants. Des facteurs économiques sont intervenus, il n'y eut aucune aide institutionnelle pour soutenir la presse yiddish. Après 1962 le judaïsme sépharade est devenu majoritaire, petit à petit le lectorat s'est épuisé et, naturellement, les journaux ont cessé de paraître. Je me suis dit que ce n'est



Portrait de Claude Hampel par Marek Rudnicki

pas parce que Mozart était mort qu'on a arrêté de composer de la musique, même si ce ne serait jamais du Mozart. J'ai pensé que nous, journalistes, avions un devoir, une obligation morale, envers nos lecteurs. Nous ne pouvions pas abandonner toutes les personnes qui attendaient encore leur journal. Comme vous l'avez écrit dans le précédent numéro de *Diasporiques*, quelques amis et moi avons décidé de créer les *Yiddische Hefn* (« les Cahiers Yiddish »). Ce mensuel est la seule

publication régulière de langue yiddish dans toute l'Europe. C'est une revue généraliste. Nous nous définissons comme apolitique, mais nous abordons des problèmes politiques. Nous rendons compte de ce qui se passe dans le monde, particulièrement en France et en Israël. Nous nous intéressons à certains faits de société, nous essayons de les analyser. La littérature et la poésie occupent une place importante. De nombreux collaborateurs étrangers sont associés à notre équipe parisienne. Nous publions des textes de grands écrivains devenus des classiques yiddish.

Il existe à Paris des structures qui ont pour vocation d'enseigner et de diffuser la culture yiddish. Nous souhaitons vivement qu'elles se manifestent dans nos colonies.

Le yiddish apporte une part d'humanisme à nulle autre pareille, ce lien unique dont parlait Kafka crée une véritable complicité entre ceux qui le pratiquent. Pour moi, une question majeure se pose : « que voulons-nous faire du yiddish ? Où sont les forces vives qui assureront le futur ? » Avec notre journal et les manifestations que nous organisons autour, nous désirons être un lien entre les générations. Transmettre aux jeunes, faire évoluer le yiddish, langue vivante, tels sont nos principaux objectifs. »

Claude Hampel se veut à la fois héritier de Gutenberg, d'Abraham Spire, fondateur du premier journal yiddish à Metz en 1789, et de Mc Luhan, concepteur du village planétaire. Dans son travail en faveur de la culture yiddish Claude Hampel est entouré par une équipe enthousiaste et dynamique. Leur travail est reconnu et apprécié. Passeur résolument axé vers l'avenir, il espère que l'entrée des pays de l'Est dans la Communauté Européenne apportera au yiddish, langue millénaire, une nouvelle vigueur. ■



Les trésors juifs du Vatican

J. Burko¹

Au premier siècle de notre ère, après la destruction du Deuxième Temple de Jérusalem par les légions de Titus, les conquérants avaient emporté vers Rome une multitude d'objets provenant du Temple. On connaît les bas-reliefs de l'Arc de triomphe de Titus à Rome, et notamment celui qui montre les captifs juifs portant l'immense ménorah d'or ainsi que d'autres objets du culte. Que sont devenus ces trésors au fil des siècles ? Leur destin n'est pas connu formellement ; Rome a subi à son tour bien des vicissitudes et des pillages. On peut néanmoins supposer avec quelque raison que, s'il reste encore aujourd'hui des objets provenant du Temple d'Hérode, ils ne peuvent se trouver que dans les trésors cachés du Vatican.

Il y a peu de chances de retrouver la fameuse ménorah (encore que les sources officielles proches du Saint-Siège n'en disent rien et se contentent de juger « improbable » sa présence au Vatican). En revanche il est possible que, parmi les innombrables objets amassés au cours des siècles dans le

trésor apostolique, figurent des écrits, des papyrus et des rouleaux juifs, et notamment provenant du Temple. Et peut-être aussi quelques objets destinés au culte. Leur propriété, voire leur existence même, constituent potentiellement une pomme de discorde entre la papauté et l'État hébreu. Israël considère que les objets provenant du pillage de Jérusalem doivent retourner en Israël. Il y a quelques années, un ministre des cultes israélien, Shimon Shitrit, avait demandé haut et fort à Rome la restitution de ces objets. À l'époque, le Saint-Siège n'avait pas réagi, ignorant purement et simplement la demande. Mais son organe officiel, *l'Osservatore Romano*, avait consacré une large place à l'affaire, en critiquant vigoureusement « l'incroyable culot » des Israéliens.

La leçon avait porté ; Jérusalem avait assez de soucis par ailleurs pour ne pas envenimer ses relations déjà complexes avec la papauté. L'affaire a repris toutefois de l'actualité lors de la récente visite officielle au Vatican du président israélien, Moshé Kassav. Ce dernier a demandé au cardinal Angelo Sadana, secrétaire d'État du Vatican, non plus de rendre à Israël les objets en question,

mais simplement de faire un catalogue général des *judaica* déposés au Vatican. Cette manière prudente de poser la question n'a pas trompé les autorités vaticanes, qui voient là un premier pas vers une demande de restitution, et qui n'ont pas répondu formellement à cette demande.

Les Israéliens, eux, savent que le pape Jean-Paul II est un « partenaire » favorable à un rapprochement entre les deux religions et voudraient faire progresser de son vivant la question de la restitution, imaginant que ses successeurs pourraient être moins réceptifs.

D'un autre côté, une telle restitution créerait un précédent qui risquerait de vider les grands musées occidentaux de la majeure partie de leurs collections. Par conséquent, il semble plus réaliste de demander que les *judaica* du Vatican soient effectivement catalogués et rendus accessibles aux chercheurs, sinon au grand public. ■

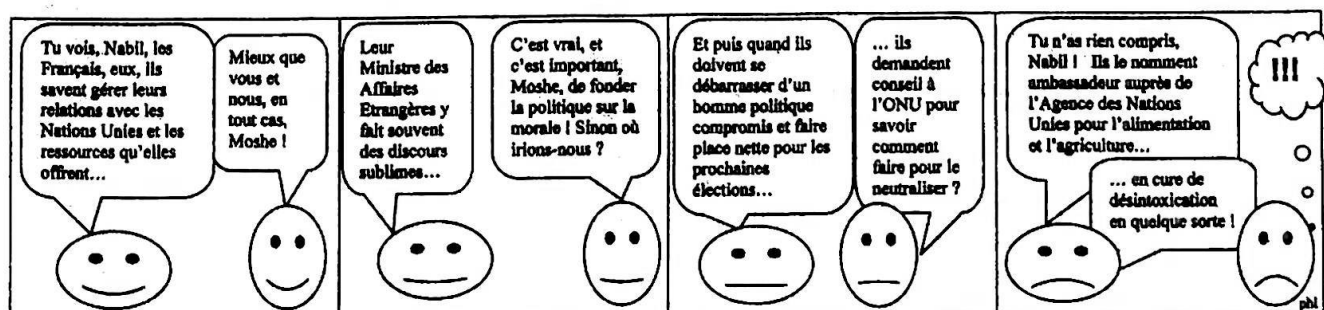


Photo M. Mitran

¹ Cet article est fondé sur les informations citées par Aleksander Klugman dans le mensuel juif de Varsovie *Midrasz* (n° 71, mars 2003).



Moshe et Nabil dialoguent...



Hier

Yiddishland dans les Cévennes : pour faire le point

Lilian Brower Gomes

En 1999 s'est tenu à Douarnenez le Festival du cinéma des cultures « minorisées », dédié à la culture yiddish.

Chaque soir environ un millier de personnes se retrouvaient sur la place du festival, dont de nombreux Juifs. L'intensité des échanges et le plaisir témoigné par le public étaient évidents. Cette présence « juive » publique m'a beaucoup émue et bouleversée. Peut-être parce qu'à l'origine il y avait le plongeon de l'équipe bretonne dans la culture yiddish pour nous recevoir avec un aussi beau programme et de si délicieux gâteaux. Il y avait aussi la curiosité exprimée en permanence par l'ensemble du public et l'intensité des échanges qui en découlaient, à la sortie des films comme lors des tables rondes. Le plaisir du partage, l'ouverture « entre cultures », l'excitation de la découverte, je souhaitais alors les prolonger.

J'ai pensé qu'il était important de rendre davantage hommage à tous ceux qui s'étaient opposés à l'idéologie de Vichy et qui avaient aidé les Juifs à s'échapper de l'étau de la barbarie. Je me suis posé la question de la transmission de la culture et de la langue yiddish, touchées au cœur.

Ce « Yiddishland » ne pouvait pas s'arrêter là. Ce « premier » Yiddishland français et public ne pouvait pas être le dernier. Et je n'étais pas seule à en être convaincue.

Depuis, nous avons rendez-vous chaque été dans le cadre du « Yiddishland à la rencontre des Cévennes ». Sur la place de Bréau on danse, on chante, on fait de la musique, on se retrouve à l'estanquet ou à la librairie pour discuter. Partout dans le village les marmites chauffent, les ateliers de yiddish, de théâtre, de lecture biblique, d'alphabet hébraïque bouillonnent. Il paraît que le tutoiement a été de mise cette année depuis le premier jour, que 2003 a été la meilleure cuvée. C'est l'occasion pour les grands-parents de passer des vacances avec les petits-enfants, même quand ils sont plutôt grands, et parfois les trois générations décident de s'y retrouver. Du côté cévenol même programme avec en plus balades dans les alentours, visite du village et du Vigan, danses et musiques des Pays d'Oc et histoire des judéo-contadins...

Par contre, malgré les quatre années d'expérience, le yiddish et l'occitan comme langues véhiculaires ne sont toujours pas « rentrés dans les mœurs ». Va-t-on savoir pour quelles raisons – pas de salut en dehors des cours. Et ce n'est pas par manque de locuteurs ! Les participants peuvent ne pas tous savoir lire et écrire, mais parler !... Et c'est le français qu'on entend dans la rue.

Toute l'organisation est faite sur la base du bénévolat : la préparation pendant l'année à Paris comme à Bréau, les intervenants de la semaine, les bénévoles qui s'occupent de la logistique. Je profite de l'occasion pour les remercier de leur investissement... et de leur foi.

Mille fois j'ai essayé d'expliquer ce qu'était cette rencontre de Bréau, ce « Yiddishland à la rencontre des Cévennes ». Mille fois j'ai échoué. Trop complexe, trop subjectif, ni colloque, ni séminaire, ni festival. Quelques fous ont été touchés par mes mots, par les mots de ceux qui y étaient déjà allés. Ils ont trouvé que l'aventure valait le déplacement et sont venus pour apprendre des autres et aux autres. Ils n'ont pas été déçus, bien au contraire. Mettre en valeur la culture yiddish c'est aussi attirer l'attention sur le fait que « le » Juif n'existe pas, qu'il s'agit en réalité d'une multitude d'expressions culturelles...

La rencontre de Bréau se situe quelque part entre cure analytique et militance politique. Il y a là une dimension d'amélioration tant personnelle que collective. Le souci d'un humain qui, confronté à ses limitations personnelles, relationnelles et conceptuelles pense pouvoir avancer dans le vif de l'action, du partage et de l'échange dans le quotidien. Avec ou à partir d'un idéal lié à une quête de sa propre histoire, de celle de ses aïeux, de sa culture ou de sa souffrance.

Les gratifications sont proportionnelles à l'engagement de chacun dans cette entreprise utopique et résultent de l'investissement de tous.

À l'échelle mondiale, les guerres sévissent toujours, les intérêts matériels passent souvent avant des considérations humaines, les intolérances sont grandes à l'égard de l'étranger, ou plus simplement, de ceux qui ne nous ressemblent pas. Par ailleurs, les cours d'histoire à l'école, la presse et la télé nous permettent peu ou mal de connaître les voisins des différentes régions ou nos voisins d'autres pays, leurs cultures, leurs langues.

Comment, alors, songer à sortir du cercle vicieux des exclusions dans le quotidien, de la prison des stéréotypes



Photo L. Brower-Gomes



culturels véhiculés par les publicités et, à plus grande échelle, du piège de la guerre, où des populations sont prises à partie alors que les enjeux de la guerre se jouent ailleurs ?

S'autoriser un peu de curiosité à l'égard de cultures « éloignées » (bretonne, alsacienne, des pays d'oc...), apprendre à les approcher, à se rapprocher, voilà quelques démarches qui peuvent nous apporter des débuts de réponse aux malentendus que nous vivons entre humains, qui peuvent amorcer un dialogue pour faire lien.

Quatre ans après la première rencontre, le cadre est posé et chacun trouve mieux sa place. Cela fait partie du projet, d'offrir un cadre dans lequel chaque intervenant vient développer son travail, l'expérimenter avec un groupe, le construire ou reconstruire seul ou avec d'autres, mettre en place des idées qu'il n'ose pas encore présenter... ailleurs. Les objectifs restent les mêmes : s'ouvrir sur sa propre culture et celle de l'autre, développer une réflexion et des pratiques interculturelles.

Le travail sur l'Histoire est bien parti cette année, ce qui est essentiel pour cheminer vers les objectifs. Le groupe d'intervenants aux tables rondes en 2003 s'est mis d'accord pour préparer les interventions de 2004 ensemble. Ils

proposent de nous sensibiliser aux stéréotypes que nous véhiculons et qui déterminent notre regard et nos représentations des autres cultures. Ce travail va aussi approcher les tabous et les personnages mythifiés dans l'enseignement de l'Histoire.

Le « carcan » du consumérisme enlève aux personnes leur plein potentiel de participation. Au lieu de s'investir elles attendent « d'être servies »... C'est une difficulté importante que nous ne savons pas encore comprendre et faire évoluer. La rencontre entre générations progresse d'année en année et les enfants sont un public curieux et sensible aux pratiques interculturelles. Le groupe d'adolescents a parfois créé sa rencontre « off ». Les enfants et adolescents du village participent plus aux activités que les adultes, même si cette année nous avons vu de nouveaux adultes du village aux ateliers.

Il y a une grande demande autour de la culture yiddish. Cependant, pour beaucoup de participants, le yiddish demeure une langue qui doit rester dans le passé, la langue morte des parents morts, qu'on n'ose pas parler. Ceux qui la parlent sont peu enclins à apprendre à lire et à écrire de manière à accéder aux trésors de sa littérature. Peut-être à cause de leur âge, peut-être parce qu'ils ignorent l'existence du trésor... ■

Témoignages

« C'est déjà quelque chose qu'un événement pareil soit possible : l'échange, le face à face, l'altérité, le faire face à l'autre. C'est épuisant et en même temps reposant. Un endroit où l'on peut vivre les paradoxes. Pour y rentrer, pour participer, nul besoin d'appartenir à tel réseau, d'avoir telle identité, tel métier. Il ne s'agit pas de s'intégrer au point de disparaître mais de faire avec l'autre une autre histoire, d'ouvrir... de prendre le négatif et le transformer en positif – c'est dans l'impasse qu'on trouve l'issue.

Bréau est pour moi l'incarnation d'une utopie. Cette envie d'utopies, ces bouts d'utopie qui se vivent, par-ci par-là pendant la semaine, c'est toujours ça de pris. Un lieu où des 'choses' parfois dures s'expriment.

C'est toujours ça de gagné aux prises de cette fatalité du vivant, du soumis à Dieu, à la souffrance, où l'on se résigne. C'est une résistance à ce qui pourrait être enterré, étouffé. Catalina Susini Menaca, Toulouse

« ...Je n'aurais pas pu toute seule lire l'histoire dans les paysages, dans les témoignages et c'est d'autant plus riche que l'on fait cela à plusieurs, que l'on confronte nos opinions autour de ce qu'on voit, de ce qu'on entend. Cette expérience m'a révélé de quelle manière on peut être marqué par son environnement, son histoire, comment le mouvement vers l'autre me donne un éclairage sur moi même. »

Claudie Meysonnet, Bréau sur l'atelier « interview et histoire de vie » avec Fabienne Regard

« La qualité de la manifestation réside dans le fait que des gens qui ont toujours vécu dans leur terre rencontrent des gens qui ont 'voyagé', qui se sont enrichis de diverses cultures au fur et à mesure de leurs pérégrinations et qui s'en sont imprégnés... Sans parler des amitiés qui se tissent : on est moins seule...

Par ailleurs, le fait de côtoyer d'autres personnes permet de mesurer où l'on en est intellectuellement et du point de vue humain. Ce qui permet, même involontairement, de puiser ce qui est bon chez l'autre. Cela répond à ma soif de m'enrichir et me donne envie d'avancer, de sortir de mon coin, ça me donne de l'énergie ! »

Annie Rodriguez, Bréau

« Le 'Yiddishland' c'est pour moi comme partir en vacances. Je vais voir et m'intéresser à d'autres choses, rencontrer d'autres mondes, des gens qui font plein de choses que je ne savais même pas qui existaient. Je rencontre d'autres paysages, d'autres gens qu'ont leurs propres idées, qui pensent à des choses qu'on n'aurait pas pu imaginer, si on était restée seule dans son coin. Ça m'ouvre l'esprit, ça me libère et puis je rentre chez moi. Le 'Yiddishland' c'est pareil. Ce sont huit jours très denses qui servent à alimenter le reste de l'année. Même si je n'utilise pas cette expérience tout de suite, je sais qu'il existe une autre façon de faire ; de vivre et de penser. À partir de là j'ai le choix de changer ma vie ou pas, de changer ma vie radicalement ou de moduler. C'est très rassurant ! »

Claire Verbaenem Fazendeiro, Aulas



Hier

Comme chaque année, les judéo-espagnols de Paris et de la région parisienne regroupés dans l'association « *Aqui Estamos* » (Amis de la Lettre sépharade) ont organisé leur, grande fête de l'été, la fête de Djoha.

C'est toujours la fête à Djoha !

Le bonheur et la joie des retrouvailles sont intacts pour notre grande fête de *Djoha* 2003, organisée et préparée par « *Aqui Estamos* », qui revêtait cette année un aspect particulier puisque notre dessein a été d'attirer à nous les « actifs », ceux et celles qui travaillent dans la journée, qui sortent le soir, au théâtre par exemple, et qui apprécient de pouvoir dîner sur place. Le programme de cette journée a été conçu plus particulièrement pour eux et les activités ont débuté plus tard que l'an passé.

En effet, nous avons demandé à nos amis qui nous suivent depuis plus de six ans d'œuvrer dans ce sens et d'inciter leurs enfants à venir, car c'est à eux qu'incombera la transmission de notre culture sépharade. Les jeunes générations avaient là une occasion de se familiariser avec notre littérature, notre musique et les odeurs et saveurs de nos spécialités.



Nous ouvrons les portes à 17 heures afin que les habitués puissent profiter des longues journées d'été. Le théâtre de l'Épée-de-Bois à la Cartoucherie de Vincennes, sous la houlette de son directeur Antonio Diaz-Florian, nous a comme chaque année accueillis très chaleureusement.



Les amis arrivent, le buffet préparé par l'équipe de René est prêt et l'odeur des *borekas* et *filikas* envahit le théâtre. La foule s'installe déjà à l'extérieur, au soleil ou sous les arbres, pour savourer un *raki* ou un *cafiko* (un café), déguster les mets délicieux, se retrouver, *i avlar, avlar i etchar lachon* (parler, parler, se raconter). En fond sonore, de la musique judéo-espagnole bien sûr. L'atmosphère est conviviale. Voilà aussi le pourquoi de *Djoha* !

Puis balade autour des livres ; le choix est immense. En bonne place, les manuels et dictionnaires judéo-espagnols.

Le stand est très animé et connaît un vif succès.

Les auteurs invités présentent leurs livres. L'auditoire est curieux et attentif. Cette année nous recevons : Clémence Boulouque avec son premier livre, *Mort d'un silence*, consacré à son père et qui connaît un grand succès de



librairie ; Odette Carasso, petite-fille d'Arthur Meyer, pour *Arthur Meyer, directeur du Gaulois. Un patron de presse juif, royaliste et antidreyfusard* ; Rosy Pinhas-Delpech pour *Suite Byzantine*, son second livre sur Byzance ; et notre ami Shemtov a le plaisir de présenter le *dictionnaire judéo-espagnol* tant attendu, de Joseph Nehama

Les questions fusent, les discussions s'enchaînent et l'on s'empresse auprès des auteurs pour les dédicaces.

Mais il est temps d'aller se rafraîchir au buffet et de se régaler à nouveau. Dommage de constater que nos spécialités ne peuvent hélas se déguster qu'à nos rencontres judéo-espagnoles préparées et concoctées par nos *nonas* (grand-mères) environ dix fois par an. Eh oui, bien qu'il y ait pléthore de traiteurs et restaurants juifs à Paris et en province, la cuisine judéo-espagnole en est pour l'instant exclue ! La transmission par le savoir-faire est encore possible grâce aux cours de cuisine de notre association. Espérons l'an prochain avoir de plus en plus de monde et, pourquoi pas, susciter des vocations durables...

21 heures : la belle salle de spectacle, à l'acoustique incomparable, se remplit et le concert pour « oud et voix » avec Isabelle Marx et Grégory Dargent va débiter.



C'est un enchantement ! cette formation réduite, issue de l'ensemble *Laïdi Dalou*, que certains connaissent sous l'appellation « *Yiddishes papas et mamas* » est un régal. Ce duo nous livre, avec tendresse, complicité et intense émotion, à travers contes et chansons transmis oralement de génération en génération, notre tradition sépharade, qui a traversé les siècles. Voir et entendre de jeunes artistes s'emparer de notre culture, de nos traditions, de notre musique et les rendre vivantes aujourd'hui avec tant de talent séduit notre public.

Après les applaudissements, les remerciements et un dernier passage au buffet toujours ouvert, nous nous quittons. Nous nous retrouverons à la rentrée dans nos différents ateliers et manifestations et espérons être encore plus nombreux l'an prochain si *el Dio kéré* (Si Dieu le veut...). ■



Bella Lustyk



Et demain...

Avec la reprise de l'année universitaire, la plupart des organisations culturelles juives amorcent également une nouvelle année d'activités. Voici, pour nos lecteurs, une poignée d'informations, qui ne sauraient se prétendre exhaustives mais qui pourraient les aider à s'orienter :

Le judéo-espagnol

Pour ceux qui désirent apprendre le *judezmo* ou perfectionner leur connaissance de cette langue, deux possibilités se présentent à Paris :

– INALCO (Langues'O) 104 quai de Clichy (métro Mairie de Clichy) ouvre son année universitaire à partir d'octobre. Trois niveaux d'études, tous les mardis matin. Renseignements au 01 41 40 89 27 ou 01 49 26 42 00 ;

– AALS (Aqui estamos) : à la synagogue Don Isaac Abravanel, 84 rue de la Roquette (Paris 11^e), renseignements au 01 43 48 32 25 de 17 h. à 19 h. 30.

Et à Aix-en-Provence : cours sur la langue, l'histoire et la civilisation, par Sami Sadak ; les lundi et mercredi, à la fac de lettres. Renseignements : 04 42 21 27 70.

Le yiddish

Le Cercle-Amical-Arbeiter Ring, Centre Medem

Mazel tov ! Le centre Medem, Cercle Amical-Arbeiter Ring a le plaisir d'annoncer officiellement la reprise de ses activités dans ses propres locaux, entièrement rénovés. Après un an d'un fonctionnement rendu plus difficile par les travaux de restauration et de transformation, le Cercle retrouve le 52, rue René-Boulanger Paris 10^e.

Le programme des activités culturelles et politiques est résumé ci-après. Mais le Centre organise aussi des cours de yiddish, des activités théâtrales et musicales, des cercles de parole, ainsi que des rencontres pour le public de troisième âge. Vous aurez les suppléments en téléphonant de 9 h 30 à 12 h 30 à Danielle, au 01 42 02 17 08.

Autre bonne nouvelle : une cafétéria conviviale ouvre ses portes une heure et demie avant les activités programmées afin de permettre à ceux qui le désirent de se restaurer ou de prendre un verre avant la séance.

Quant au programme des activités, en voici un résumé ; pour les détails, il suffit de téléphoner (voir plus haut).

Activités régulières :

Cours de yiddish : les lundi, mardi, jeudi et vendredi, à partir du 13 octobre ;

Atelier « yiddish et théâtre pour les enfants » : un dimanche sur trois ;

Atelier théâtre pour adultes : les vendredi matin ;

Atelier « poésie et chansons » : un vendredi sur deux, à partir du 17 octobre ;

Atelier « musique » : initiation à l'accompagnement de la chanson yiddish : les samedis après-midi ;

Atelier « musiques et films » : audition de disques rares et projection de films yiddish : les samedi ;

Conversation en yiddish : les samedi après-midi ;

Atelier « cuisine » : un samedi par mois, dans l'après-midi ;

Atelier yoga : les mardi et/ou jeudi ;

Le club « tradition » : tous les mercredi après-midi ;

Atelier « Aux origines des hébraïsmes dans la langue yiddish » : deux jeudis soir par mois ;

Un cercle de parole « les unions dites mixtes » : les jeudi après-midi ;

Un club des échecs « Echecs-blitz » : les vendredi soir.

Activités particulières :

Samedi 18 octobre à 17 h : « **les couples dits mixtes** », débat animé par Rosette Tama, avec un buffet « mixte », et la projection du film *Racines* de Richard Copans, suivie d'un débat avec le réalisateur ;

Mardi 21 octobre, soirée-débat avec G. Bensoussan, Cl. Mouradian et Y. Ternon : Ailleurs, hier, autrement : **connaissance et reconnaissance du génocide des Arméniens** ;

Mardi 4 novembre à 20 h 30 : rencontre avec Rachel Ertel, autour de son livre *Le brasier des mots* ;

Dimanche 23 novembre à 16 h : projection d'un film documentaire *Nemt*, d'Isabelle Rozenbaum et Michel Grosman, en présence des réalisateurs. Film sur la langue, l'identité et l'universalité...

Samedi 29 novembre à 17 h : projection d'un film documentaire *Black Israël*, de Maurice Dorès, sur la conversion au judaïsme de communautés noires, avec le réalisateur ;

Dimanche 7 décembre : projection du film *Golem Golems*, de P-H. Salfati, suivi d'un débat avec le réalisateur.

Auditorium du Centre Medem
Exposition jusqu'au 31 décembre 2003

« Pour notre liberté et pour la vôtre » Il y a 60 ans, les insurrections dans les ghettos

Cette exposition retrace les insurrections qui eurent lieu dans plus d'une quarantaine de ghettos. Elle rend hommage à toute une population, victime de la barbarie nazie, à ceux qui sont morts de faim, de maladie et à ceux qui sont morts les armes à la main. Une brochure détaillée et bien documentée a été éditée à cette occasion.



Et demain

Maison de la Culture yiddish (Bibliothèque Medem)

Voici le programme des activités offertes par ce lieu de culture yiddish (détails par téléphone au 01 47 00 14 00) :

Activités permanentes :

Cours de yiddish : huit niveaux, du degré « débutants » au degré « étudiants avancés » ;

Lecture de la Bible (Tanakh) : tous les jeudis ;

Séminaire de littérature yiddish : un dimanche par mois ;

Atelier-chansons et chorale yiddish, avec Jacinta : les mercredis après-midi ;

Atelier de traduction, avec Batia Baum : les mardis ;

Atelier de musique klezmer, pour enfants et pour adultes (Marthe Desrosières et Estelle Goldfarb) ;

Cercle de lecture : un vendredi après-midi par mois ;

Cuisine yiddish : un dimanche par mois ;

Groupe de discussion en yiddish : un vendredi par mois ;

Cours de yiddish pour enfants : un dimanche sur deux.

Activités particulières :

Dimanche 16 novembre : « **Acquisition de l'Alef-beys** : l'apprentissage de l'alphabet yiddish ;

27, 28 et 29 octobre : **Le Golem dans tous ses états**, pour enfants sages de 7 à 11 ans ;

samedi 11 octobre à 20 h 30 : **Rencontre**, spectacle de Alexandra Yaron et de Werner Lemm (piano) ;

21, 22 et 23 novembre à 20 h 30 : **Talila et Ben Zimet**, chanteurs et conteurs ;

Films : 21 octobre à 20 h 30 : **Racines**, de R. Copans ;

18 novembre à 20 h 30 : **Le vieil homme et l'enfant**, de Cl. Berri ; le 16 décembre à 20 h 30 : **Voyage dans l'humour juif**, deux documentaires de Alex Szalat.

Manifestations diverses

Le 1^{er} novembre à 21 h au Centre Communautaire de Paris (119 rue Lafayette 75010 Paris) : **La cannelle et le cumin**, un spectacle musical par Hélène Engel et Jacques Grober ;

Jusqu'au 10 janvier 2004, à l'Actéon théâtre (11, rue du Général Blaise, Paris 11^e) le spectacle comique de Claude Jenner **Moïse ou la traversée des emmerdements** qui reprend après avoir reçu un bon accueil l'an dernier. Renseignements, location : 01 43 38 74 62 ;

L'Espace culturel André Malraux, à Kremlin-Bicêtre, présente plusieurs spectacles susceptibles de vous intéresser : Le vendredi 17 octobre : **Avner l'excentrique**, le clown qui se bat contre le poids du monde...

Le 20 octobre : **le groupe Bratsch**, cinq compagnons qui continuent la tradition tzigane et juive d'Europe centrale, sans oublier le côté jazz ;

Les 6 et 7 novembre : **Le home Yid**, un spectacle plus grave, situé dans une maison de retraite ;

Enfin, le 27 mars 2004, un spectacle unique de la grande **Ilka Schönbein**, sur le thème du *Voyage d'hiver* de Schubert, à ne pas rater !

Détails, informations, réservations : 01 49 60 62 16.

Musée d'art et d'histoire du Judaïsme

Il y a sans cesse du nouveau au musée parisien. Outre ses collections permanentes, le Musée offrira à ses visiteurs dans les semaines à venir de multiples manifestations. Ainsi, jusqu'au 1^{er} février 2004, ceux-ci pourront voir l'exposition « **Juifs du Yémen, 2 000 ans d'histoire** ». Cette exposition, réalisée par le Musée d'Israël de Jérusalem, retrace la longue histoire d'une communauté relativement isolée, qui de ce fait avait préservé sa culture originale et ses traditions religieuses. Les activités professionnelles et en particulier l'artisanat des Juifs yéménites, leurs rituels particuliers (naissance, mariage...) sont présentés d'une façon attrayante. Une histoire millénaire qui a brusquement pris fin avec la création de l'État d'Israël et l'exode de toute la communauté.

Une conférence sur **Les maisons juives du Yémen** par Pascal Maréchaux, architecte (et scénographe de l'exposition) aura lieu le dimanche 23 novembre à 11 h. Elle vous permettra de connaître l'architecture tout à fait particulière des habitations juives du Yémen.

Dans le domaine de l'art, le Musée présente jusqu'au 1^{er} février 2004 une exposition des œuvres récentes de **Max Wechsler** ; un peintre passé du surréalisme à l'abstraction, pour finalement abandonner la peinture et les couleurs pour se tourner vers des collages qu'il qualifie de « papiers marouflés ».

Et puis, une nouvelle initiative : le Musée propose un jeudi par mois, à 19 heures, une **Tribune des livres**, une rencontre avec le public consacrée alternativement aux livres de fiction et aux essais. Les séances consacrées à ces derniers seront animées par Jean Birenbaum ; les romans seront présentés par Lazare Bitoun. Les prochaines séances :

- 9 octobre : Essais
- 20 novembre : Fiction
- 11 décembre : Essais.

Un invité concerné par le programme de la soirée (auteur, éditeur ou traducteur) participera à chaque séance.

Une séance unique, organisée le dimanche 14 décembre à 20 h 30, sera consacrée à la lecture des **Lettres de Drancy**. Ces textes, empruntés au livre réalisé par Antoine Sabbagh aux éditions Taillandier, seront lus par quatre récitants. Le Musée offre une multitude d'autres activités ; consultez donc et demandez le programme au 01 53 01 86 48.

Laïcité : faut-il en étendre l'application au champ culturel ?

Le Cercle Gaston-Crémieux a réuni le dimanche 2 mars 2003 un atelier sur les droits individuels et les droits collectifs, étudiés dans la perspective d'un renouvellement de ce que l'on entend par « laïcité ». Diasporiques rend ici compte des débats de l'après-midi – qui concernent plus spécifiquement la laïcité en tant que telle et notamment son éventuel élargissement conceptuel à la reconnaissance de la diversité culturelle constitutive de la nation. Les débats de la matinée ont été publiés dans le numéro 26 (juin 2003) de la revue.

François Lévy : Philippe peut-il, en quelques mots, relancer le débat, suite aux échanges que nous avons eus sur les concepts de droits et de devoirs, de majorité et de minorités, d'individuel et de collectif ? Nous avons les idées un peu plus claires sur ces sujets, mais nous n'avons pas encore beaucoup parlé, directement, de la laïcité...

Philippe Lazar : En effet, et nous avons, cet après-midi, une grande ambition : rien moins que de jeter les bases d'un renouvellement de ce concept ! C'est un problème difficile en soi, mais aussi politiquement parlant, puisque des gens qui s'étaient montrés plutôt ouverts à la diversité culturelle ont tendance à refuser aujourd'hui un certain nombre des avancées qu'ils semblaient avoir acceptées. Élise nous le rappelait ce matin en nous citant des extraits de presse : « *Il importe – aurait notamment dit le ministre Luc Ferry – d'intervenir au moindre incident, même verbal, et ne rien laisser passer sans punir ni expliquer pourquoi le droit à la différence est une calamité* ». Nous n'employons plus guère nous-mêmes depuis un certain temps cette expression de *droit à la différence*, mais de là à parler de calamité, il y a quand même un pas que nous ne sommes pas près de franchir !

Étienne Brunswic : Ce n'est pas possible, c'est une coquille ! Ferry a sûrement dit « *le refus du droit à la différence est une calamité* » !

Philippe Lazar : À mon avis, pas du tout : la suite de la phrase n'aurait pas de sens. « *Un petit Juif n'est pas un Israélien, un petit Beur n'est pas un Palestinien* »...

Élise Marienstras : Ce que dit le ministre est en effet qu'un petit Juif est, comme un petit Beur, un petit Français, un point c'est tout !

Philippe Lazar : au-delà de cette citation, Élise a aussi insisté ce matin sur la confusion qui se répand entre appartenances culturelles et culturelles. On en a un exemple superbe en ce moment, dont on a discuté l'autre soir avec

Ahmed Djebbar¹, à propos de la constitution de ce Conseil français du culte musulman (CFCM) – un Consistoire musulman en quelque sorte ! – qui risque d'enfermer les Musulmans dans une définition purement culturelle de leurs appartenances identitaires. On les reconnaît ainsi au travers de leur culte, mais pas de leur culture. Cela n'exclut évidemment pas qu'on les reconnaisse aussi en cela, mais l'étape actuelle consiste à privilégier leur reconnaissance culturelle... et bien sûr à tenter de les contrôler par l'entremise de la religion, exactement comme Napoléon voulut le faire en son temps pour les Juifs.

Repenser la laïcité ?

Il serait, me semble-t-il, réducteur d'aborder la question de la laïcité au travers de la seule évocation de la loi de 1905, de séparation des Églises et de l'État, qui traite spécifiquement de la question des cultes et dont nous débattons avec notre ami Michel Morineau le 15 mai².

L'idée que nous avons déjà évoquée à plusieurs reprises, dans nos discussions et dans *Diasporiques*, et dont nous pourrions partir est la suivante. *Démocratique et sociale*, la République se proclame d'abord *indivisible*, selon l'article premier de la Constitution. S'affirmant indivisible et non point *une et indivisible* – elle se reconnaît par là-même complexe au point qu'il serait imaginable de la scinder en entités distinctes : sinon, quel besoin d'énoncer solennellement un principe d'indivisibilité ? Mais elle s'affirme aussitôt *laïque*. Et l'on peut interpréter ce



¹ Voir : « Soyons plus à l'écoute des musulmans de culture laïque », *Diasporiques*, n° 26, juin 2003, p. 37.

² Voir dans ce numéro, page 44.

terme, tel qu'il est placé juste après l'énoncé du principe premier d'indivisibilité, comme signifiant que la République, tout en reconnaissant sa diversité culturelle constitutive, refuse non seulement tout clivage mais aussi toute dominance culturelle (ou culturelle) de l'une quelconque de ses composantes sur les autres. Une telle interprétation du concept de laïcité élargirait singulièrement celle que nous a fournie l'histoire : la libération de la France vis-à-vis de la dominance de l'Église catholique, libération dont la clé de voûte est, précisément, la loi de 1905.

Si l'on admet ces prémisses, il faut aller plus loin, en particulier en termes de moyens d'expression des droits et devoirs qu'implique cette interprétation élargie. Comment peut-on donner concrètement un contenu à ces droits individuels et collectifs (de manifestation d'une appartenance ou d'une identité) qui soit compatible avec la cohésion impliquée par l'indivisibilité de la République ? Comment faire porter la diversité culturelle par des vecteurs qui ne soient pas en contradiction avec l'égalité des citoyens devant la loi et, en particulier, la loi électorale ?

En tant que Juifs diasporiques et *laïques*, nous ne saurions, quant à nous, nous satisfaire de notre double soi-disant représentation : par le Consistoire d'une part et par une fédération d'institutions juives auto-proclamée représentative (quelle que soit la légitimité propre – qui n'est pas en cause ici – de chacune de ces deux entités). Quelles voies alternatives pouvons-nous donc proposer ?

François Lévy : Quel est le statut exact du CRIF³, auquel tu viens de faire allusion ?

Richard Marienstras : C'est une simple fédération d'associations, dont la légitimité repose sur son histoire : il a été créé pendant la Seconde Guerre mondiale, de façon très pluraliste (communistes, bundistes, etc.). Et puis, petit à petit, il s'est en quelque sorte rétréci, et il n'est plus resté que des associations en majorité conservatrices. Même si les organisations restantes ne le sont pas toutes, les statuts sont tels que ce sont pratiquement presque toujours elles qui l'emportent.

François Lévy : Mais pourquoi a-t-il acquis aujourd'hui une telle force politique ?

Richard Marienstras : Cela ne date pas d'aujourd'hui !

François Lévy : Mais il n'avait quand même pas le même poids avant...

Richard Marienstras : ... parce qu'il y avait moins de Juifs ! L'arrivée des Juifs d'Afrique du Nord a singulièrement modifié la donne.

François Lévy : Cela pose le problème de l'institutionnalisation de notre représentation, évoqué à l'instant par Philippe. Nous avons là affaire à une structure relevant de

la loi de 1901 qui prend un poids politique démesuré par rapport à sa légitimité...

Richard Marienstras : ... mais c'est parce que les pouvoirs publics le lui reconnaissent !

Étienne Brunswic : Le CRIF n'est pas la seule organisation dans ce cas. Il en est de même par exemple pour les Associations familiales, et bien d'autres ! Quels droits et comment les institutionnaliser ?

Lilian Brower-Gomez : Lorsque tu parles de droits, Philippe, s'agit-il seulement des lois, ou bien peut-on comprendre que cela inclut aussi, par exemple, la défense des langues ? Ou d'une autre façon d'enseigner l'histoire (et cela me semble être un maillon essentiel de la représentation de l'imaginaire social que de ne pas s'en tenir aux seuls grands faits héroïques !) ?

Philippe Lazar : Oui bien sûr. La seule restriction que pour ma part je ferai – restriction de bon sens, dirai-je, mais politiquement indispensable – est que nous devons avoir présente à l'esprit la nécessité de préserver ce qui fait l'essence même de la citoyenneté : la délégation à des élus du pouvoir exécutif, dans le jeu de ce qu'on appelle démocratie *représentative* (mais que je préférerais pour ma part appeler *délégataire*, parce que ce serait à mon avis beaucoup moins ambigu quant au rôle desdits élus...). Mais la vraie question est : comment, concrètement, *institutionnaliser* les droits nouveaux que nous voudrions voir reconnaître ?

Élise Marienstras : Les organisations telles que le Consistoire israélite créé sous Napoléon ou, aujourd'hui, le Consistoire musulman sarkozien qu'est le CFCM (et j'ajoute : cela vaudrait aussi pour le CRIF) sont peu à peu acceptées, au titre de la loi de 1901, comme faisant partie de la société civile, non pas en tant que corps intermédiaires mais bien comme parties prenantes du contrat entre l'individu et l'État. Elles sont *de facto* des modalités de fonctionnement de la société civile, placées chacune sous la coupe d'une minorité agissante qui y détient le pouvoir. Mais elles ne sont pas ce que nous, nous voudrions : d'authentiques *corps intermédiaires*.

Philippe Lazar : En quoi ne le sont-elles pas ?

Élise Marienstras : Parce qu'il ne s'agit que d'associations selon la loi de 1901, qui n'ont aucun pouvoir délibératif au niveau étatique. Ce ne sont pas des organisations publiques, elles restent de l'ordre du droit privé. Les corps intermédiaires d'avant la Révolution – ceux que, précisément, la Révolution a voulu détruire – c'est-à-dire les ordres, les corporations, etc. – avaient leur propre domaine d'action, qu'ils régentaient de façon autonome. C'est pour mettre un terme à leurs privilèges qu'on les a interdits : on a voulu que tous les Français soient placés sur le même plan et, par là-même, on les a rendus uniformes parce que c'était le seul moyen de parvenir à l'égalité !

³ Conseil représentatif des institutions juives de France.



Philippe Lazar : L'enracinement historique du concept de corps intermédiaires nous interdit-il toutefois d'utiliser cette expression dès lors qu'on précise ce que l'on veut dire par là ? Les associations selon la loi de 1901 sont de droit privé, mais certaines ne sont-elles pas reconnues d'utilité publique ? J'entends bien que cette appellation a une signification technique très particulière, mais il n'empêche : la frontière entre sphère privée et sphère publique n'est pas si nette que cela ! Par ailleurs le concept de service public peut s'appliquer à des entreprises privées : des cliniques privées, par exemple, peuvent être chargées d'un service public. En d'autres termes, il existe des structures intermédiaires entre les deux sphères que, faute de mieux, mais peut-être à tort, j'aimerais pour ma part appeler corps intermédiaires.

Élise Marienstras : Et pour ma part à moi, j'ai une confession à faire...

Sylvie Kuczynski-Lévy : Tu es sûre que c'est le bon terme ? (*rires*)

Élise Marienstras : Disons une anti-confession crémieusienne alors ! Je vais dire ce que je croyais, il y a quelque trente, trente-cinq ans, lors de la création du cercle Gaston-Crémieux, et qui se rattache à ce que Philippe vient de dire. L'invalidité des corps intermédiaires, proclamée par la Révolution française, était à cette époque remise en question. En créant de multiples diasporas dans les pays occidentaux, la nouvelle donne des grandes migrations imposait une autre organisation de la société, et d'abord une distinction entre citoyenneté et nationalité. Il s'agissait de prendre acte de la présence des immigrants, nouveaux ou anciens, et de leur permettre d'acquérir une expression non plus privée mais publique. Ce que je croyais alors était que nous devrions avoir une sorte d'assemblée parlementaire où des groupes « minoritaires » exprimeraient leur avis et délibéreraient sur *toutes* les questions d'intérêt national et pas seulement celles censées les concerner spécifiquement. Groupes qui, du même coup, ne le seraient plus vraiment, *minoritaires* ! C'était le rêve, hier ! Aujourd'hui, je me pose des questions. À propos des risques que court la démocratie et à propos de la légitimité de notre parole aussi.

D'abord, « *un citoyen, un vote* » est une notion qui me paraît plus importante qu'autrefois parce que la démocratie est de plus en plus soumise au quatrième pouvoir du médiatique et que le suffrage et le politique devraient recevoir un soutien plus intense des citoyens dans leur ensemble. Ce qui ne veut pas dire que je nie la nécessité des droits collectifs. Encore que Henri Giordan ait récemment attiré mon attention sur un point important. « *Les droits collectifs*, me disait-il,

ça n'existe pas ! Un droit appartient toujours à une personne, à un détenteur individuel ». « *Mais, rétorquai-je, comment peux-tu dire cela, toi un défenseur de la pluralité des langues ? Une langue, c'est un bien collectif ! Il faut bien qu'il y ait une communauté de locuteurs pour qu'on puisse la parler !* ». « *Oui, répondit Henri, mais, en l'occurrence, c'est le droit individuel (de parler sa langue) qui crée le droit collectif* ». J'ai trouvé cette distinction à la fois subtile et politiquement efficace parce qu'elle permet de revendiquer des droits collectifs au nom des droits individuels. Or, dans la société, ce sont les citoyens qui votent, et pas les personnes morales !

Mais je voudrais aussi vous dire mes interrogations à propos de notre Cercle, un excellent exemple de ce qu'est un groupe, expression d'une collectivité. Qu'est-ce que Gaston-Crémieux ? Une minuscule organisation qui devrait effectivement avoir un droit d'expression que je veux bien appeler collectif. Mais nous ne sommes – à quelques exceptions près – plus les mêmes qu'à l'origine : en dehors de ceux qui ont vieilli sous Crémieux (!), le Cercle a beaucoup changé au cours du temps : départs, arrivées... Alors qu'est-ce que Crémieux aujourd'hui ? Au nom de quelle légitimité s'exprime-t-il ? Est-ce que c'est le Gaston-Crémieux de 1930 (*rires*) ? Pardon ! Est-ce que les droits d'il y a trente ans sont les mêmes qu'aujourd'hui ? Il y a trente ans, par exemple, nous revendiquions le droit à la différence...

Philippe Lazar : Mais est-ce que tu votais de la même façon il y a trente ans ? Nous avons, chacun de nous, changé au cours du temps, et le Cercle lui aussi, heureusement dirai-je... Je suis bien d'accord avec toi, Élise, sur l'idée qu'il faut protéger le système démocratique dit représentatif malgré ses défauts et ses limites. Un pouvoir qui s'exprime par une délégation aux élus de la responsabilité de prendre des décisions politiques, sous contrôle du suffrage universel à tous les niveaux de l'organisation de la société : national, régional, départemental ou municipal et maintenant européen. Tous les citoyens – hélas seulement ceux qui sont reconnus comme tels ! – sont égaux devant la loi, et en particulier devant la loi électorale. Et j'ajoute qu'il serait extrêmement dangereux d'exprimer des identités ou des appartenances communautaires au travers de quelque chose qui ressemblerait à un suffrage individuel. Le CFCM, fabriqué par voie électorale directe, est dangereux parce que structurellement mimétique du système républicain, pour lequel chaque individu est, lui, légitimement... un et indivisible ! En ce qui concerne les collectivités, il faut que nous leur trouvions le moyen de s'exprimer par des voies différentes, non mimétiques de la démocratie que j'ai tout à l'heure appelée délégataire. C'est bien là tout l'intérêt de notre démarche et c'est bien pour cela





que, si le CRIF a une certaine représentativité en tant que fédération d'associations selon la loi de 1901, il ne peut en aucune manière revendiquer à lui seul la représentativité d'un ensemble que l'on peut qualifier par nature comme ayant des limites floues. De même qu'une culture est floue. De même que l'ensemble des locuteurs d'une langue est flou : on ne peut établir de claire distinction entre ceux qui savent la parler parfaitement (ceux qui – étrange expression ! – la possèdent) et ceux qui n'en connaissent que des rudiments. Les représentations, en termes de droit, des cultures ne peuvent être issues que de ces halos, et non pas formalisées par un vote. C'est l'entité Crémieux qui a valeur de représentation, pas les individus qui constituent le Cercle. En cela que je conteste pour ma part qu'il n'y ait genèse possible de droits qu'au niveau individuel : l'expression concrète des droits collectifs ne peut passer qu'au travers de collectifs ! Et c'est l'ensemble de ces collectifs qui représente, légitimement, une entité culturelle.

C'est sur le concept de reconnaissance de l'intérêt public des institutions telles que Crémieux qu'il me semble essentiel aujourd'hui de réfléchir. Elles interviennent globalement dans l'espace public en tant que vecteurs de collectivités et de cultures. Ce n'est pas simple mais je ne crois pas que l'on puisse revendiquer un modèle, simple représentation d'un phénomène qui est par nature d'une extrême complexité puisque précisément nous refusons l'enfermement communautariste qui consisterait à simplifier le système en mettant chaque culture dans une case. Nous avons tous des multi-appartenances et ce qui fait partie de l'espace public est la réalité de ces expressions collectives. C'est pourquoi je souhaite qu'on travaille à la reconnaissance de la dimension publique de ce que j'ai nommé, faute de mieux, corps intermédiaires : de ces associations qui expriment quelque chose qui n'est pas d'ordre privé même si ce quelque chose est porté par des individus.

Étienne Brunswic : La compétence de ces collectivités – par exemple une association 1901 – doit-elle rester limitée à leur objet ou devenir universelle ? Cette deuxième option me gênerait beaucoup. Je serais très gêné de l'existence d'un vote juif, d'un vote musulman, d'un vote chasseur...

Élise Marienstras : Ils existent pourtant !

Étienne Brunswic : Oui mais cela me dérange et ne risque-t-on pas de les encourager ? Comment se protéger contre cette dérive dans ce que propose Philippe ?

Richard Marienstras : S'il y avait dix mille associations de chasseurs, cela pourrait devenir grave, mais tel n'est heureusement pas le cas...

Étienne Brunswic : Oui, mais il y a cinq millions de musulmans !... Je suis très gêné par l'extension qu'on envisage de donner à la laïcité et surtout si cela conduit à modifier la loi de 1905. Ce serait vraiment dangereux d'ouvrir une brèche dans ce domaine. Je suis pour ma part fermement partisan de ne pas toucher à cette loi ! Elle concerne spécifi-

quement les cultes, et il ne faut pas confondre cultes et cultures. Son article 2 interdit formellement tout financement des cultes : ce n'est pas exactement ce que nous demandons s'agissant des cultures ! Si l'on a vraiment besoin d'une loi, il vaudrait mieux en concevoir une autre. Mais faudrait-il vraiment conserver le mot de laïcité ? Ce serait commode pour nous parce que notre sensibilité nous y pousse en tant que Juifs non religieux. Mais d'autres, qui ont des cultures sans liens avec des cultes – nationales par exemple – se reconnaîtront-ils dans ce mot ? Il ne vaudra rien dire pour eux ! Stratégiquement, je ne pense pas que pour parler des cultures il soit très opportun de parler de laïcité. Les principes peuvent être communs, mais je ne pense pas que le terme soit bien choisi et, de surcroît, il va multiplier les incompréhensions en Europe, où personne ne comprend la laïcité à la française.

Dominique Sewane : Je suis assez d'accord avec Étienne. Si l'on veut parler de diversité culturelle, le terme de laïcité risque de prêter à confusion.

Élise Marienstras : Je crois au contraire que la « nouvelle laïcité » – celle qui accepte le foulard par exemple – peut nous rapprocher de certains pays d'Europe parce qu'il y a moins de rigidités qu'en France vis-à-vis de l'expression d'autres cultures ou d'autres confessions religieuses...

Christiane Aizenfisz : La loi de 1905, chacun le sait, a favorisé la religion catholique au détriment des autres, au travers de l'entretien des églises – un avantage dont ne dispose pas l'islam par exemple. Pourquoi se pose-t-on la question de l'islam aujourd'hui avec cette acuité ? Parce qu'il y a absence quasi complète de lieux de culte. C'est une distorsion par rapport à la laïcité.

Philippe Lazar : On a dit qu'on ne parlerait pas trop de la loi de 1905. Si l'on devait en parler, je serais d'accord avec ce qu'a dit Étienne à son propos. Mais la loi de 1905 porte sur les cultes, et nous parlons ici de façon beaucoup plus générale : il me semble donc sage de ne pas en traiter aujourd'hui.

Le retour du religieux

Élise Marienstras : Je me pose une autre question sur l'élargissement de la laïcité, au-delà de ce que nous pouvions dire au cours de ces dernières années, dans un esprit d'ouverture. Je m'interroge en pensant au retour du religieux, et cela non seulement sous la forme des intégrismes politiques mais à partir de la société elle-même et des besoins ressentis par les gens. C'est vrai aux États-Unis mais aussi en Europe et en France. Si nous élargissons la laïcité à la diversité culturelle, si nous voyons le principe de laïcité comme un principe d'égalité et de reconnaissance de toute expression culturelle, nous risquons de masquer ce phénomène religieux et de le laisser ainsi prendre une place émergente.

Sylvia Goodenough : Je voudrais moi aussi revenir sur la question des cultures « à contours flous » et des compétences des collectivités concernées par la culture ou par les cultes. La culture, c'est la langue, l'histoire, la littérature – qui sont de l'ordre du savoir – mais aussi le mode de vie et les croyances. Quand est-on un sujet qui *sait* ? Un sujet qui *croit* ? Quand joue-t-on sur les deux tableaux ? Écarter l'Église de l'école, c'était écarter la croyance du savoir et je crois essentiel de bien distinguer ce que l'on sait de ce que l'on croit pour protéger le concept même de savoir. Quand on fait entrer – avec générosité ! – tout un tas de cultures aux bords flous dans le champ de la laïcité, on peut par là donner purement et simplement à des croyances un statut de savoir. Je défends la laïcité culturelle mais il faut qu'on soit vigilant sur le pouvoir qu'on peut ainsi donner aux cultes...

Élise Marienstras : Pourquoi la laïcité est-elle vue aujourd'hui d'un point de vue plus culturaliste que culturel ? Avec les communautés musulmanes, on fait trop facilement l'amalgame entre maghrébin, musulman, arabe ou arabophone et, dans la recherche de la laïcité, on touche en fait constamment à l'ethnicité. Si on pense à la laïcité comme expression de la diversité culturelle, c'est parce que dans la situation actuelle, les frontières sont floues entre confession, appartenance nationale, appartenance linguistique. Qu'est-ce que cela veut donc dire d'élargir la laïcité aux cultures ? Les religions doivent aussi avoir leur place dans ce cadre, mais alors celle-ci est indistincte de celle des cultures non religieuses et cela pose problème.

Philippe Lazar : Je partage les craintes évoquées face à la montée des périls et pourrais comme d'autres être tenté de « bouffer du curé » (au sens générique du terme curé : curés, rabbins, pasteurs et autres muftis). Comme Jacques Prévert, toutes les fois que je vois un curé noir sur la neige blanche, je ne peux m'empêcher de penser que c'est triste à voir, même le dimanche ! C'est mon *credo* personnel en quelque sorte. Mais, voyez-vous, je me méfie quand même de cette tentation et d'un enfermement dans une laïcité qui ne verrait pas évoluer le monde et qui nous laisserait au bord de la route. Donc attention au retour au passé, à la remise en cause de ce que nous avons progressivement acquis avec des laïques ouverts comme Michel Morineau : un dépassement des formes traditionnelles de relégation des croyances à l'écart de la société.



Qu'est-ce que Crémieux ? demandait Élise. Une structure purement d'ordre privé ? Je ne le crois pas. Nous sommes d'intérêt public !

Une voix : Prouve-le ! (rires)

Les ressorts de la République

Philippe Lazar : Je ne sais pas bien le dire d'un point de vue formel et c'est pour cela que nous avons des réunions telles que celle-ci, mais je me méfie des expressions trop rapides et, bien entendu, s'il s'agit de faire en sorte que Crémieux vote dans une assemblée parallèle à l'organisation politique de la République, je suis fondamentalement contre. Je suis un Républicain absolu ! Je pense que nous ne devons rien faire dans la société civile qui soit mimétique de l'organisation de la République. Le vote est une affaire de citoyens, tous égaux devant la loi électorale (aux restrictions évoquées près du corps électoral ?). Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a que cela : sur cette ossature, il y a de la chair. Nous, à Crémieux, modestement, et avec une position qui, heureusement, a évolué dans le temps depuis 1967, nous avons un rôle d'intérêt public. Nous n'avons pas la même voix que le CRIF, prétendument représentatif « des » institutions juives. Nous avons le droit et peut-être le devoir de faire entendre notre voix dans l'espace flou que représente la judéité diasporique.

Sylvie Kuczynski-Lévy : Nous devrions aussi nous exprimer au-delà de la judéité...

Philippe Lazar : Bien entendu ! Je comprends bien le risque, face au retour du religieux, à étendre le sens du mot laïque dans la direction du culturel au point de finir par oublier le sens commun que nous lui donnons, référencé au religieux. J'ai aussi conscience de la difficulté que nous pourrions avoir, en France et à l'étranger, à nous faire comprendre en mettant derrière le mot laïque autre chose que la séparation des Églises et de l'État (incidemment : c'est la définition qu'en donne le *Petit Robert*). Mais, ce faisant, nous passerions à côté d'une chance que je considère comme historique de donner un contenu renouvelé à ce qui constitue le pacte républicain, forgé autour de quatre mots et quatre mots seulement : la République est indivisible, laïque, démocratique et sociale. Le mot culture ne figure pas dans ce quadruplet. Alors je veux bien qu'on me dise : il ne faut parler de laïcité qu'à propos de la séparation des Églises et de l'État, mais je trouve dommage de ne pas utiliser aussi le texte constitutionnel, tel qu'il est écrit, quitte à le réinterpréter. Et Crémieux peut le faire. Notre chance historique est de donner du contenu culturel – au-delà des seuls Juifs – fondamental à la prise de conscience que la République reconnaît la diversité culturelle, sans cela elle n'aurait pas besoin de se déclarer indivisible, et qu'elle donne comme réponse la laïcité, qui dépasse singulièrement la seule opposition historique à l'Église catholique et qui reconnaît la nécessité d'une coexistence des différentes cultures. Ne



passons pas à côté d'une voie d'expression positive de la laïcité par crainte de perdre ce qu'elle nous a apporté de libertés en séparant l'État des Églises !

Mais ce n'est pas parce qu'il y a une interprétation positive de la laïcité qu'il faut simplifier à outrance la réalité. Il s'agit simplement de revendiquer pour des corps intermédiaires comme le nôtre – qui sont une expression d'ordre culturel au sens le plus large du terme – le droit d'exister au moins partiellement dans l'espace public. D'être reconnus d'intérêt public ! Se battre non sur la révision de la loi de 1905 mais pour faire reconnaître le concept de corps intermédiaire vecteur d'intérêt public culturel. On y retrouvera certes des cultes, mais seulement comme partie des cultures.

Étienne Brunswic Je suis d'accord sur le fond, mais peut-être pas tout à fait sur la stratégie. En particulier le mot laïque implique pour moi la neutralité de l'État, qui devrait veiller à éviter les excès et réguler plutôt que de réglementer. Ce mot, qui vient avant le mot démocratique, me protège constitutionnellement contre des excès de pouvoir, d'une majorité par exemple, ou encore d'ONG¹ ou plus généralement de lobbies autoproclamés, dépourvus de légitimité démocratique. Et cela aussi m'interpelle.

Dominique Sewane : Dans l'ensemble je partage l'opinion de Philippe. La laïcité telle que vécue en France est un très grand privilège : c'est un rempart contre le retour de cette violence du religieux à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés. À ce propos, je crois qu'il ne faut surtout pas confondre tout le religieux – l'esprit religieux notamment, la spiritualité – avec le désir de domination que partagent les trois religions révélées (judaïsme, islam, christianisme), – dont chacune est pourtant largement minoritaire à l'échelle planétaire. Mais on peut ajouter – et c'est ce que nous avons essayé de faire aujourd'hui – qu'il faut aussi permettre à la laïcité de s'enrichir et de permettre à chacun d'accéder à d'autres formes de cultures, quelles que soient les ambiguïtés d'interprétation que ce mot soulève. Si nous souhaitons élargir le sens que nous donnons au concept de laïcité, il faut donner à chacun les moyens de s'ouvrir aux diverses visions du monde que représentent les diverses cultures, les langues qui les portent. Prédisposer dès le plus jeune âge à accueillir un mode de pensée autre...

Christiane Aizenfisz : Il y a un mot qu'on n'a pas beaucoup entendu aujourd'hui : c'est le mot communication. On peut avoir des appartenances diverses – à diverses communautés, mais en réalité, par la communication ou par la convivialité, on peut être amené à écouter et à partager culture ou habitudes culturelles de l'autre ; on n'est pas obligé de rester dans des microcosmes fermés.

Lilian Brower-Gomez : Je voudrais pour ma part souligner un paradoxe. C'est en France, où la laïcité fonctionne le mieux, où elle est portée par un mot spécifique, que l'ouverture culturelle a le plus de mal à s'exprimer ! Si la

laïcité est le principe consistant à accepter la religion à condition qu'elle n'interfère pas avec la vie publique, cette attitude de réserve ne déteint-elle pas, en quelque sorte, sur les faits de culture ? Ne s'agit-il pas d'une séparation-occultation qui, du coup, vaudrait aussi pour toute pratique un peu différente, condamnée à s'exprimer dans une espèce d'ailleurs, non partageable, sans pignon sur rue, sans expression publique ?

Agir, mais comment ?

Sylvie Kuczynski-Lévy : Qu'entend exactement Élise par droits donnés à des associations telles que notre cercle ? Ou Philippe par « vecteurs » de transfert des faits de culture dans leur dimension publique ?

Martine Kis : Je voudrais moi aussi aller vers des questions fondamentales très concrètes : un droit culturel, c'est quoi ? Le droit à une langue ? Bénéficier de subventions publiques ou d'exonérations fiscales ? Avoir des contacts officiels avec des organisations étrangères de même orientation ? Le droit d'être consulté par les pouvoirs publics ? Avoir un temps d'expression à la radio ou à la télé ?

Si on reconnaît – disons selon la loi de 2005 ! – ces droits à des entités culturelles, comment va-t-on les définir, les identifier, les reconnaître ?

François Lévy : Philippe, veux-tu conclure ?

Philippe Lazar : Je me contenterai de rappeler quelques questions à retenir en vue de débats ultérieurs, car, si nous avons avancé, nous n'avons évidemment pas conclu !⁵

Faut-il conserver la laïcité dans son acception classique ou au contraire l'ouvrir, au risque de la fragiliser à un moment de retour en force du religieux ?

Quelle place et quel rôle doit-on donner à des « corps intermédiaires » – et comment les définir et les reconnaître – pour permettre la nécessaire expression des dimensions publiques des faits de culture, leur richesse, leur diversité et leur complexité, sans pour autant porter atteinte au rôle de l'État, dont la neutralité doit garantir l'impartialité ?

Quels droits spécifiques voudrait-on voir reconnaître sous l'appellation de droits culturels collectifs ?

Comment aller de l'avant, dans le contexte politique actuel et à la veille de la célébration du centenaire de la loi de 1905, mais sans ouvrir la boîte de Pandore ? ■

Séance préparée
par Étienne Brunswic et Élise Marienstras
et présidée par François Lévy
propos retranscrits par Philippe Lazar
Photos Philippe Lazar

¹ Organisations non gouvernementales.

⁵ La publication par le Cercle Gaston-Crémieux dans *Diasporiques* n° 26, juin 2003, p. 3, du Manifeste « Pour la reconnaissance des faits culturels et communautaires comme relevant de la sphère publique » constitue un premier pas en avant dans le prolongement de cet atelier.

Charles Mopsik

On pourrait s'étonner au prime abord qu'une revue laïque consacre un article à la mémoire d'un homme aussi profondément, aussi activement religieux que l'était Charles Mopsik, mais il aurait été injuste de passer sous silence la disparition prématurée d'un grand penseur juif de notre époque. Diasporiques a demandé à un de ses proches, Marc Haffen, de le présenter ici.



Charles Mopsik nous a quittés le vendredi 13 juin à l'âge de quarante-six ans.

Il m'est impossible de rendre compte, même par fragments, de quelque trente ans de vie pendant lesquels j'ai côtoyé Charles Mopsik. Juste quelques impressions.

Il fut l'élève du philosophe et cabaliste Jean Zacklad dès 1973. Déjà s'imposaient à tous les participants de ce cercle d'études ses talents de traducteur qui l'amèneront à entreprendre, dès l'âge de 19 ans, sa traduction du Zohar.

En 1979 il crée la collection « Les Dix Paroles » aux éditions Verdier, dans le double but de désenclaver la pensée juive et de proposer aux lecteurs francophones des livres à un prix raisonnable. *Le Guide des Egarés* est le premier d'entre eux. Puis paraît en 1981 le premier tome de sa traduction du Zohar, fruit de six années de labeur. Il n'a que 25 ans. Parallèlement il poursuit ses études universitaires qui le conduiront au doctorat, puis plus tard au CNRS.

En moins de 25 ans se dresse devant nous une œuvre considérable de quelque dix-sept ou dix-huit titres personnels sertis de la trentaine de livres que compte par ailleurs la collection. Parmi ceux-là, trois nous semblent dominer :

Sa traduction du premier cercle du corpus zoharique (7 volumes, 1989-1991) devenue classique, tant sa rigueur, sa puissance d'évocation, sa richesse d'annotations s'imposent.

Tout comme la *Lettre sur la sainteté. La relation de l'homme avec sa femme* (1986) par laquelle des cabalistes, dans une audace intellectuelle inouïe, ont réintroduit le versant féminin de l'humain dans la ressemblance divine. Le Dieu unique, unisexe, Père tout puissant, mythe redoutable et fond commun des religions monothéistes dites rationnelles qui autorise toutes les tyrannies n'est-il pas une perversion, une distorsion de la conception des hommes de la Bible ? Le féminin une fois reconnu comme dimension de hauteur, une domination de l'homme sur la femme peut enfin cesser tandis que la sexualité devient dès lors l'occasion d'un accès à la sainteté, voire la geste emblématique de la réalisation du Yihoud, de l'unicité divine. Introduire la sainteté, la vie divine au cœur du rapport intime de la vie des couples, tel est l'enjeu et cela en invitant les époux à accueillir celle-ci en l'orbe même de leur union. Ainsi se révélerait le secret de la perpétuation d'Israël.

Troisième livre enfin, *Les grands textes de la Cabale. Les rites qui font Dieu* (1993), première monographie entièrement consacrée à l'étude de la croyance dans le pouvoir des actions sur Dieu des œuvres humaines. Issu d'un

rapport assez ténu au néoplatonisme tardif, mais au-delà de ce dernier pour lequel les pratiques cultuelles et les rites théurgiques antiques visent la descente du divin sur terre et la divinisation des réalités inférieures, la tension des cabalistes (une centaine) exposée dans ce livre a pour finalité première la divinisation de Dieu : Dieu devient Dieu par sa relation aux hommes et par leur relation à lui. Les œuvres cultuelles divinisent Dieu et leurs transgressions amoindrissent sa divinité. Les pratiques et les œuvres ont un pouvoir sur la création et le monde divin, elles peuvent même « faire Dieu ».

Pourtant, je ne puis passer sous silence un autre texte de Mopsik, modeste en taille, un simple article, mais essentiel par son poids, intitulé : « Une théosophie transhistorique de l'holocauste, esquisse d'un modèle à partir de la pensée cabalistique » (1989, n° spécial de la revue *Pardès*, « Penser Auschwitz ») ; il s'agit de rien moins que de dépasser le choc du coup de massue par la possibilité de parler, de sortir de l'aphasie, du silence minéral auxquels ce choc nous assigne et pour cela, de tenter un acte d'imagination exhumant des midrachim qui seuls s'avèrent pouvoir soulager quelque peu notre accablement. D'où il appert qu'on ne doit pas justifier la folie des hommes par la colère de Dieu, car entre l'une et l'autre aucune parole n'est possible.

Quelques mots encore. Charles Mopsik était d'une très grande curiosité dans de nombreux domaines : droit, médecine, astronomie, cinéma, tous abordés avec une prodigieuse liberté d'esprit, une profondeur de vue parfois vertigineuse, inondant de clartés insoupçonnées ses interlocuteurs.

Il avait aussi un goût très vif pour l'art, pour la peinture en particulier, passion qu'il partagea avec sa femme, Aline. Il s'intéressa aussi à la vidéo et à la télévision avec la création de TFJ. Dans tous ces domaines, il mêlait en une grâce ailée la gaîté avec la profondeur.

Il était surtout un artiste lui-même, un écrivain admirable, puissant, fluide et raffiné, offrant à la langue française la possibilité de goûter le plus ductile et le plus charnel de l'hébreu et de l'araméen. Je pense en particulier à *Cabale et cabalistes* (Fayard, 1997) et notamment au véritable poème en prose que se révèle être le premier paragraphe de son introduction.

Tout cela fait que Charles Mopsik est mort le moins qu'il soit possible. ■

Marc Haffen

La loi de 1905 : séparation des Églises et de l'État

Michel Morineau

Michel Morineau, président de la Ligue de l'Enseignement de Bourgogne, vieille connaissance du Cercle Gaston Crémieux et fidèle lecteur de Diasporiques (il avait signé un remarquable article dans le numéro 1 de la revue), a beaucoup travaillé sur les questions de la laïcité et de l'islam en France. Il nous a fait l'amitié de venir nous entretenir en des termes particulièrement éclairants, le 15 mai dernier, de la loi de 1905. On trouvera ci-après quelques extraits, résumés, de son intervention, qui a été suivie d'une discussion longue et animée.

Jusque dans les années 80, lorsqu'on parlait de laïcité en France, le mot n'évoquait que la querelle scolaire entre partisans de l'école publique (les laïques) et tenants de l'école privée. Il faut attendre 1989 pour que la question du voile islamique nous permette de 'sortir de l'ornière' et de passer à une autre dimension de la réflexion sur ce concept. Mais en fait nous n'avons pas vraiment avancé à ce propos, chacun voulant être le détenteur patenté de la signification du terme et faisant ainsi involontairement écho aux divergences profondes qui, au début du siècle dernier, opposaient déjà entre eux les acteurs de sa formalisation législative.

Plusieurs courants de pensée au moins s'affrontaient alors dans le camp républicain. Les uns (dont Emile Combes) voulaient simplement améliorer le Concordat, en séparant l'Église française de Rome et en démantelant l'appareil ecclésial. À l'opposé, d'autres (emmenés par le futur

Président du Conseil Viviani et par le député Allard) estimaient qu'il ne pouvait y avoir de laïcité que dans une perspective d'éradication du sentiment religieux. Allard, à l'Assemblée Nationale : « *Nous combattons la religion et toutes les religions, le sentiment religieux et tous les dogmes religieux. En France, où la religion chrétienne, catholique et protestante, est dominante, ce combat ne peut avoir pour fin que la déchristianisation générale du pays. Fille du judaïsme, la religion chrétienne est un fléau dont les ravages sur l'esprit humain ne pourraient être comparés qu'à ceux de l'alcoolisme* » (applaudissements

nourris). La commission parlementaire présidée par Ferdinand Buisson (qui était aussi à l'époque président de la Ligue de l'enseignement) – et dont Aristide Briand était le rapporteur – n'eut pas moins d'une quinzaine de projets de séparation à examiner...

On confond souvent la laïcité en tant que corpus juridique et constitutionnel et les philosophies qualifiées de laïques parce que s'efforçant de penser le monde et les rapports entre les hommes indépendamment de tout recours à une transcendance. Je voudrais pour ma part m'attacher ici essentiellement au premier de ces aspects, c'est-à-dire à la *philosophie politique* de la laïcité. Elle inspire trois articles fondamentaux, toujours en vigueur, de la loi de 1905 (dont les rédacteurs étaient essentiellement Briand et Jaurès) : ses articles 1, 2 et 4.

« la République assure la liberté de conscience et garantit la liberté de culte »

L'article 1 dit que « *la République assure la liberté de conscience et garantit la liberté de culte* ». La loi de séparation implique en fait deux libertés publiques, indissociables : la liberté de conscience – une liberté par essence individuelle – et la liberté de culte – une liberté par nature collective. Dans la pensée du législateur, la liberté individuelle de conscience a besoin de la liberté collective du culte pour se constituer, s'exprimer ou être effectivement respectée. Et la reconnaissance effective de cette liberté collective va très loin, puisque si l'article 2 énonce « *la République ne reconnaît, ne*

culte », il ajoute que « *toutefois pourront être inscrites aux dépenses du budget de l'État, des départements ou des communes les dépenses relatives à l'exercice des aumôneries* ». Il ne faut pas voir là une concession faite à l'Église catholique. C'est un raisonnement politique et philosophique très construit : puisque la République garantit la liberté de culte, des citoyens privés pour une raison ou pour une autre (prison, hôpital, etc.) de leur liberté de corps ont le droit au respect de cette liberté et celui-ci passe par la création desdites aumôneries.

Mais la liberté de culte va encore plus loin. L'article 4 (de la main de Jaurès) – c'est là une grande révolution et on peut mesurer ainsi combien la loi de 1905 rompt avec le passé – stipule que « *dorénavant les cultes seront libres de s'administrer comme ils l'entendent et selon leurs propres lois* ».

Si c'en est fini de l'intervention de l'Église dans l'État, il est aussi mis fin à la subordination des cultes à l'État – un système qui avait fonctionné depuis l'avènement de la monarchie et que le régime révolutionnaire n'avait pas réussi à abolir. L'Église catholique, qui avait refusé la loi de 1905, reconnaîtra (soixante ans plus tard) le bienfait de ces dispositions. (Je rappelle au passage que la loi de 1905 n'a pas été appliquée aux départements français d'Algérie tout simplement parce que cela permettait au lobby colonial de continuer à contrôler l'indigénat par le biais des oulémas...). Quelques remarques complémentaires quant au contenu, aux conséquences ou au suivi de la loi de 1905 :

1 – Affirmer que la République « ne reconnaît aucun culte » ne signifie



nullement qu'elle les méconnaît mais, en rupture avec le système concordataire, qu'elle ne privilégie aucun d'eux, et cela constitue une innovation majeure.

2 – Quand on dit aujourd'hui que la religion est une affaire privée, c'est une hérésie : elle est évidemment dans l'espace public. Ce qui est privé – qui devient privé et qui rompt avec le système précédent – c'est le statut juridique des cultes ; d'établissements publics, les cultes deviennent des organisations de droit privé. Quand les Églises, aujourd'hui, s'expriment publiquement sur un certain nombre de sujets et que, de temps en temps, de mauvais coucheurs les accusent de donner un coup de canif dans le contrat laïque, ils ont tort : les Églises sont dans l'espace public et elles ont toute légitimité de s'y exprimer. Est-ce qu'un syndicat ou un parti politique est affaire privée ?

3 – Il s'agit d'une loi indiscutablement anticléricale – mais non antireligieuse ! – qui protège la société de la mainmise de toute cléricature civile ou religieuse sur l'appareil d'État. Mais c'est l'État qui est laïque, ce n'est pas la société, encore moins la nation, dont on reconnaît au contraire par la loi de séparation qu'elle est plurielle. La loi de 1905 consacre ainsi pour la première fois la reconnaissance du pluralisme culturel et culturel de la société ! Et le fameux avis du Conseil d'État de 1989 sur le foulard islamique¹ se place très exactement dans sa grande filiation.

4 – Faut-il aujourd'hui modifier la loi ? Qu'on en fasse un toilettage, un siècle plus tard, n'aurait en soi rien de choquant. Mais ce qui est urgent est surtout de la faire connaître et de l'appliquer correctement ! Car le vrai problème de la laïcité en France, c'est que sa conception juridique et sa philosophie politique sont en réalité très mal connues et souffrent d'interprétations diverses et parfois contradictoires. Il faut surtout la faire appliquer et d'abord par les institutions publiques concernées.

5 – Le problème spécifique que pose l'organisation du culte musulman ne

doit pas masquer les vraies questions : comment peut-on penser aujourd'hui une société pluraliste et faire droit aux différences tout en maintenant l'unité politique de la nation ? Dans une démocratie, en tant que citoyens, nous sommes cosouverains de notre destin ; et cette cosouveraineté n'est pas contradictoire avec le fait que par ailleurs nous avons aussi sur le plan culturel et sur le plan culturel le droit d'exister, d'avoir des appartenances, le cas échéant multiples, et aussi, si nous le voulons, d'en changer. Or nous

une loi indiscutablement anticléricale – mais non antireligieuse !

sommes, de ce point de vue, crispés. Je crains beaucoup que nous soyons de ce point de vue en période de régression. Le *communautaire* fait partie des pratiques sociales indispensables pour permettre à des individus de se constituer en tant que tels, comme citoyens, de créer entre eux des solidarités ; pour permettre notamment à ceux qui sont issus de l'émigration de négocier leur entrée progressive dans la société française. La République devrait encourager et soutenir cette vieille tradition française. Prétendre à l'inverse que le communautaire débouche directement sur le *communautarisme* est non seulement un abus de langage, mais un abus de pensée, qui donne à tort le sentiment que la France aujourd'hui est à feu et à sang... 6 – La laïcité est la forme spécifiquement française du processus de sécularisation. Je ne dirai donc pas que la laïcité est universelle, c'est une valeur occidentale ; mais en revanche les composantes de la laïcité institutionnelle – liberté de conscience et liberté de culte – le sont, universelles. Le problème est que nous avons quelque tendance à considérer que nous sommes les seuls producteurs de valeurs universelles et qu'il n'y avait d'universalisme que dans nos valeurs. Autrement dit, nous nions de *facto* la capacité de l'autre

de produire, lui aussi, de l'universel... « Si je peux partager avec vous tous les éléments essentiels qui constituent la culture française, disait Jean-Marie Djibaou, il vous est en revanche impossible de partager avec moi la part d'universel contenue dans la culture mélanésienne ». La reconnaissance de l'altérité, le rapport à l'autre, malgré nos avancées et les progrès de nos démocraties, malgré nos idéaux républicains, demeurent des questions qui font problème. Il reste donc une grande réflexion à mener aujourd'hui, certes pour défendre et promouvoir des valeurs universelles, mais aussi pour accepter de reconnaître que nous ne sommes pas les seuls à détenir des valeurs et qu'il y a de

l'universel ailleurs, à condition qu'on se donne la peine de le chercher : c'est là le véritable enjeu de la célébration du centenaire de loi de 1905. ■

Michel Morineau, après son intervention liminaire, a longuement et précisément répondu à de nombreuses questions de l'auditoire. La place disponible ne nous permet malheureusement pas de rendre compte du détail de cette discussion. Elle a toutefois été enregistrée et retranscrite. Les lecteurs qui souhaiteraient consulter ce texte « brut de décoffrage » peuvent en faire la demande auprès de la revue.

Texte retranscrit par Muriel Daude et mis en forme par Philippe Lazar



Photo M.M.

¹ Arrêt du 27 novembre 1989.

Paroles suisses sur la judéité diasporique

Notre correspondant à Lausanne, Massimo Sandri – qui nous a aidés à abonner à Diasporiques une bonne vingtaine de ses concitoyens ! – a organisé une soirée-débat, le 13 juin dernier, à l'occasion d'un passage de Philippe Lazar en Suisse. Une quinzaine de nos lecteurs y ont participé. Après un exposé liminaire du président du Cercle Gaston-Crémieux sur les principes qui sous-tendent les activités du Cercle et les objectifs de la revue, une longue discussion s'est engagée d'où sont extraites les quelques interventions suivantes, rapportées ici de façon lapidaire.

Se rapprocher d'autres Juifs

S.G. : C'est la première fois que je prends contact avec un semblant de communauté juive à Lausanne après vingt ans de vie en Suisse...

M.L. : Membre de la communauté israélite de Lausanne et du Cercle Martin Buber, proche de la gauche sioniste, je suis très curieux de ce qui peut sortir de la réunion de ce soir.

J.J.D. : Je suis de famille juive très assimilée. Mais mon mariage m'a plutôt rapproché du judaïsme car mon épouse appartient à une famille où il tient une grande place. Je me sens proche à la fois des Bundistes et de Shalom Archav¹.

M.M. : Américaine d'origine séfarde mais non élevée dans le judaïsme, je pense que c'est une chance de ma vie d'avoir découvert *Temps juif*, lecture laïque², un livre dont la lecture m'a vraiment emballée !

R.D. : Qu'est-ce qu'un Juif laïque ? Sigmund Freud se disait juif sans savoir pourquoi. On peut vivre sa judéité de façon vive « sans savoir pourquoi » ! C'est d'ailleurs mon cas...

R.L. : J'ai grandi à Bruxelles dans un milieu juif laïque. Être juif passe par la tradition. Mon identité juive ne m'a jamais posé problème : parler une langue (en l'occurrence, le yiddish), chanter des chansons, manger des plats

différents de ce que mangent les voisins... Et je suis ici ce soir parce que j'ai envie de rencontrer des gens qui réfléchissent et se posent des questions...

Judéité et religion

J.B. : Je trouve dommage qu'il y ait une telle dispersion des groupes juifs, que ne séparent que des nuances. Je ne fais pas partie de la communauté juive de Lausanne parce qu'il me faudrait pour cela la caution du rabbin et que, laïque, je ne lui reconnais pas cette autorité. Mais je n'en considère pas moins que nous n'aurions pas dû nous réunir un vendredi soir, parce que cela interdit la présence parmi nous des Juifs pratiquants, ce que je regrette vivement.

J.J.D. : Juifs et athées nous avons de très bons amis très religieux qui nous disent que nous n'existons que grâce à eux. Les Juifs religieux peuvent en effet exister sans les Juifs laïques mais la réciproque n'est nullement évidente ! Et c'est vrai qu'on ne peut faire l'impasse sur cette difficulté !

S.G. : Certains non-Juifs (comme Henry Miller par exemple) sont attirés par la judéité, toutefois ils ne peuvent imaginer s'en rapprocher qu'en passant par le canal de la synagogue... On ne peut donc pas si facilement séparer l'aspect culturel de l'aspect religieux sous-jacent, en faire aisément abstraction ! Richard Marienstras y a au demeurant fait récemment allusion dans l'un des ateliers du Cercle Gaston-Crémieux...

P.L. : Je suis impressionné par votre lecture attentive de *Diasporiques* !

Diaspora et sionisme

J.B. : Je me considère pour ma part comme un Juif errant, israélien et sioniste de gauche.

F.C. : J'ai beaucoup apprécié ce que nous apporte cet exposé : il correspond assez exactement à ce que je cherche depuis bientôt... quatre-vingts ans : être juif culturellement, sans passer par aucun joug, ni religieux ni autre. Mais je suis quand même plus sioniste que notre hôte !

G.P. : Si mes ancêtres, militants, communistes ou Bundistes, ont quitté le Shtetel pour aller en Palestine, c'est parce qu'en tant que Juifs ils risquaient les pogromes... Où pouvaient-ils aller sinon là ?

J.C. : J'ai beaucoup apprécié la présentation que vous nous avez faite, Philippe Lazar, mais j'ai été choquée par la distance que vous avez prise vis-à-vis d'Israël : serions-nous là à discuter si librement si ce pays n'existait pas ? Franchement, je ne le crois pas !

J.B. : Israël joue un rôle très important dans la transmission de la judéité : son existence me fournit de ce point de vue une garantie qu'aucun autre pays n'est en mesure de me fournir et je ne partage pas la distance que vous prenez vis-à-vis de ce pays.

C.S.W. : Je suis moi aussi une Juive errante mais je me sens pour ma part empêtrée dans le problème israélien. Pour moi l'errance, c'est une espèce de flottement : être dans un siècle ou dans

¹ Le mouvement israélien *La Paix maintenant*.

² NDLR : *Temps juif*, lecture laïque, Cercle Gaston-Crémieux, Ed. Liana Levi, Paris, 1995.



un lieu sans y être vraiment. Il me semble très important d'être ensemble, de savoir qu'on pense des choses semblables au sujet d'un mode d'être et de sa transmission, mais le fait que cela devienne tout à coup géographique m'angoisse. Bien sûr, le choix de la localisation d'Israël a une logique, mais cela ne change pas mon problème ! Ce pays existe, il n'est évidemment pas question de remettre son existence en question, mais néanmoins elle me gêne : d'une certaine façon, elle m'empêche de vivre ma relation aux textes comme j'aimerais le faire. Peut-on être juif sans être de gauche ?

F.C. : J'espère qu'on ne trouvera jamais de définition précise du judaïsme : il doit rester libre, flottant. Quant à définir la gauche... c'est tout aussi difficile !

R.D. : Peut-on être juif et de gauche ? Je dirais plutôt pour ma part : « Peut-

implique le respect du droit et de toutes les minorités... »

S.G. : Étudiant à Paris, j'ai vécu dans le Sentier : les Juifs du Sentier n'étaient pas de gauche, ils étaient même de droite. Mais ils étaient attachants... ils étaient juifs !

G.P. : Je suis bi-national : Suisse et Israélien. Je me sens proche d'Uri Avnery⁵ et du Meretz⁶. J'avais été mis au ban de la communauté juive suisse parce que je m'étais rapproché d'étudiants palestiniens... et étais très engagé à gauche ; j'ai ensuite quitté la vie politique parce que je n'admets pas que la Gauche suisse tolère des expressions racistes du type « Mort aux Juifs » !

R.D. : Je me suis moi-même engagé au PPO⁷ dès 1945, un parti de gauche peu doctrinaire, attaché aux luttes sociales. J'ai manifesté ma solidarité avec G.P.

moi, à titre individuel, cette quête n'a pas vraiment de sens : comme R.L., je n'ai pas le moindre doute sur mon identité juive ! En tant que biologiste, je suis un ardent défenseur de la diversité. Et cela vaut aussi pour le domaine culturel. L'assimilation a fait perdre plus de Juifs que tous les pogromes réunis ! Ce que je cherche, ici ou ailleurs, ce n'est pas pour moi mais bien par souci de transmission à ma descendance : comment mes enfants peuvent-ils avoir l'information nécessaire pour prolonger cette chaîne de valeurs que constitue l'appartenance à la judéité ? Je n'ai pas ressenti cette préoccupation de la transmission dans vos propos.

C.S.W. : J'ai été élevée dans la religion juive par une mère croyante et un père anticlérical, dans l'idée d'une intégration « raisonnable » avec conservation de nos racines. Mariée à un protestant, non pratiquante moi-même, j'ai élevé mes enfants dans la religion juive pour que ce message ne se perde pas. J'ai été très intéressée par vos propos, Philippe Lazar, parce que j'ai le sentiment que ma manière de voir, d'agir, d'écouter les autres, ma tournure d'esprit sont juives. Et, aujourd'hui, je suis très malheureuse parce que, depuis l'aggravation de la crise au Proche-Orient, dans mon milieu –

communiste – on ne peut pas aborder ces questions de manière paisible.

S.G. : Mon fils qui a vingt ans et qui a fait son catéchisme (sa mère est catholique) m'a dit un jour ne pas supporter qu'on puisse dire du mal d'Israël quand bien même son gouvernement serait pourri. Mais que peut-on transmettre quand on ne pratique pas ? C'est très subtil, subliminaire en quelque sorte !

R.R. : Petite-fille de Bundiste, je m'interroge moi aussi, en tant que juive laïque, sur ce que je peux apporter à

on être juif sans être de gauche ? », dans la mesure où, dans la définition même de la culture et de l'histoire du judaïsme, il y a implicitement une idéologie intrinsèquement de gauche.

G.P. : Bien sûr qu'on ne peut pas être juif sans être de gauche ! Cette question, je me l'étais déjà posée en étudiant le Talmud-Torah³ – la Loi et la Justice – dans une *Yeshiva*⁴ à Montreux. La justice ne se partage pas : elle est sociale et politique, elle

lorsqu'il a été agressé. Mais, soyons réalistes : il y a toujours eu un antisémitisme de gauche !

Transmission

J.B. : Que nous revendiquions notre laïcité et notre identité à une échelle collective ne me gêne pas. Mais pour

⁵ Uri Avnery est l'un des leaders du mouvement pacifiste israélien Gush Shalom.

⁶ Parti israélien très engagé à gauche (voir dans *Diasporiques* 21 (mars 2002), p. 3-8, une interview de sa présidente, Shulamit Aloni).

⁷ Parti ouvrier populaire, parti suisse de gauche dont notre correspondant Massimo Sandri préside la section de Lausanne.

³ Enseignement rabbinique.

⁴ École religieuse juive.



ma fille et je me sens très concernée par la question communautaire. La transmission, en effet, n'est pas que verticale (éducation), c'est aussi et sans doute d'abord une question horizontale (sociale), une affaire communautaire !

C.B. : Oui, et il est nécessaire de se faire reconnaître en tant qu'appartenant à une communauté. De famille juive séfarade, ayant vécu en Israël et en France avant de venir à Lausanne, je me sens également très concernée par le fait communautaire : du point de vue de mon sentiment identitaire et du besoin que je ressens de l'exprimer et de le transmettre à mes enfants. Je suis personnellement croyante mais mon mari, athée, m'a fait découvrir qu'il y

avait bien d'autres choses dans le judaïsme que la religion elle-même...

Les non-Juifs et la judéité

M.S. : Je suis probablement le seul non-juif de cette assemblée. Je constate d'abord et avec tristesse que le conflit du Proche-Orient fait des ravages parmi les Juifs eux-mêmes, en induisant des clivages douloureux entre les partisans inconditionnels d'Israël et ceux qui contestent vigoureusement sa politique actuelle. Il faudrait pourtant que les uns et les autres acceptent de continuer à dialoguer... Pour notre part, nous essayons de nous y employer. Ceci dit, ce que j'ai trouvé de particulièrement intéressant, dans ce que nous a dit Philippe Lazar, est l'affirmation

argumentée selon laquelle le religieux, pas plus que le sionisme, ne peuvent exprimer la judéité dans sa totalité, servir en quelque sorte de porte-parole à tous les Juifs. Qu'est-ce que le judaïsme ? Peut-on le réduire à un fait de religion ? Non ! À un fait de culture ou à un fait politique, ou encore à un fait géographique ? Pas plus ! C'est, au-delà de chacune de ces composantes qu'il intègre, *un fait de civilisation*, un fait qui a donc à voir avec le temps, la durée, la diffusion spatiale et qui pose une question politique majeure : comment les Juifs peuvent-ils le vivre *publiquement* ? ■

Synthèse des interventions
réalisée par Ph. Lazar

Humeur

De la conversion

J.S. Nakhalnik

On dit qu'en France à peine dix pour cent de Juifs sont religieux et pratiquants. Les autres s'insèrent dans un vaste éventail qui va des croyants non pratiquants aux purs athées en passant par les « Juifs du Kippour », ceux que le rabbin voit une fois par an. En vérité, beaucoup de Juifs sont des laïques qui séparent leur croyance – quand ils en ont une – de leur vie publique ou professionnelle.

C'est le résultat d'une évolution qui dure depuis quelque deux cents ans et qui a amené à faire la distinction entre la religion juive et le peuple juif, ce dernier intégrant une fraction considérable de non-croyants. On peut donc être Juif sans être de religion mosaïque ; il n'y a plus guère que les ultra-orthodoxes pour dénier aux non-croyants leur qualité de Juifs. Nous, les Juifs laïques, avons tout à fait épousé l'idée de cette distinction et cultivons une identité juive qui ne s'appuie plus sur les rites rabbiniques. Ce qui rend notre judéité peut-être plus difficile, mais combien intéressante !

Je vivais sans états d'âme ma condition de Juif laïque jusqu'à ce jour. Parce que soudain une idée tordue a surgi et me travaille. Voici : prenons le cas d'un non-Juif qui veut se convertir au judaïsme. On peut s'en étonner, voire le tenir pour fou, mais son cas est clair : il y a des rites de conversion précis, qui varient d'ailleurs selon l'obédience synagogale choisie par l'impétrant. Mais s'il passe sous ces fourches caudines-là il devient un juif.

Prenons maintenant le cas – improbable, j'en conviens – d'un non-Juif qui veut s'intégrer au peuple juif sans se convertir religieusement ; profiter de la distinction évoquée entre la religion et le peuple pour partager le destin diasporique des Juifs (en Israël sa cause est perdue d'avance) sans se faire circoncire (si c'est un homme), etc. Après tout, à notre époque où les diasporas se multiplient et se développent, ne sommes-nous pas le prototype et l'emblème de la vie diasporique ? Mais alors, quel bagage, quelle preuve devrait-il apporter, quel rite subir pour rejoindre les Juifs laïques ? Il y a fort à parier que, tout comme moi jusqu'à ce jour, vous n'y avez jamais pensé. Et que la réponse n'est pas simple. Avouons que les rabbins ont là un avantage sur nous... Il est vrai qu'ils ont eu quelques longs siècles pour perfectionner leur système. ■

Notre enquête

Dans le numéro 26 de *Diasporiques* nous avons inséré un questionnaire. Il était destiné à développer le dialogue entre les lecteurs et la rédaction, à nous faire savoir ce que vous pensiez de ce périodique et comment vous voudriez l'améliorer. Nous avons été entendus : plusieurs parmi vous ont bien voulu prendre du temps pour réfléchir puis pour transcrire le fruit de cette réflexion. Mais – est-ce à cause des vacances ? – vos réponses s'étaient beaucoup dans le temps, chaque courrier ou presque en apporte de nouvelles. Au moment de devoir procéder au dépouillement, nous avons dû nous limiter à celles déjà engrangées. Si les formulaires non encore reçus devaient modifier de manière significative les résultats résumés plus loin, nous vous le dirions dans le prochain numéro.

Sans doute, les abonnés qui ont répondu ne représentent pas exactement l'ensemble de nos lecteurs : l'effort demandé élimine les tièdes et favorise ceux qui ont avec leur revue des rapports forts, parfois critiques, le plus souvent amicaux. Nous sommes conscients de ce décalage. Il reste que les enseignements qui peuvent être tirés de vos réponses sont très significatifs.

Nous vous avons interrogés tant sur le contenu que sur la forme de *Diasporiques*. Il apparaît – comme c'est logique – que vous attachez plus d'importance au contenu, sans toutefois que la présentation vous laisse indifférents.

Parlons d'abord du fond

1 – Notre première question testait votre adhésion au *Manifeste* que *Diasporiques* publiait en tête de ce même numéro. 45 % des lecteurs y souscrivent sans hésiter ; 24 % le signeraient en apportant des retouches mineures. Les deux tiers parmi vous sont ainsi d'accord avec cette initiative. À signaler que 20 % s'abstiennent parce qu'ils n'ont pas tout compris (ce qui montre que parfois *Diasporiques* jargonne un peu) et enfin 11 % ne sont pas favorables à ce texte.

2 – La proportion actuelle entre le politique et le culturel dans la revue convient à 42 % parmi vous. 21 % n'ont pas exprimé d'avis. Certains jugent la formule actuelle déséquilibrée sans nous permettre de trancher : 20 %

voudraient « plus de politique », alors que 17 % souhaitent plus de culturel

3 – Le fait que la revue hiérarchise ses articles selon ses critères propres et sans trop suivre la presse générale est approuvé par 78 % parmi vous ; 18 % n'ont pas d'avis et 4 % voudraient qu'on fasse « comme tout le monde ».

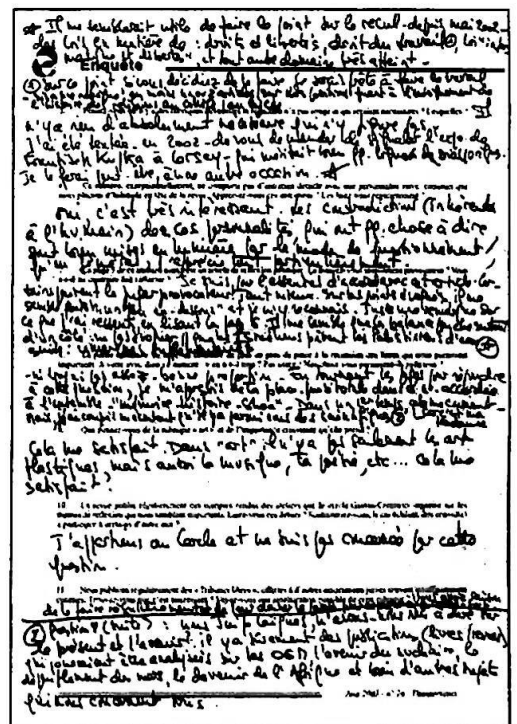
4 – Sommes-nous trop austères ? Contrairement à nos inquiétudes, 15 % seulement des lecteurs sont de cet avis ; 43 % estiment le contraire. 31 % pensent qu'on pourrait améliorer les choses en développant certaines rubriques plus « légères », ou en créant. 11 % enfin s'abstiennent. Certains lecteurs constatent avec regret que des rubriques permanentes comme la musique, la cuisine ou la convivialité sautent trop souvent sous prétexte de manque de place.

5 – Rubriques nouvelles : 54 % estiment que « c'est bien comme c'est » (parfois en demandant que l'importance donnée à telle ou telle rubrique existante soit augmentée) ou bien s'abstiennent. Mais nous avons aussi reçu plusieurs idées de rubriques permanentes, à savoir :

- Tourisme axé sur des sites juifs ;
- Histoire juive ;
- Institutions juives ;
- Relations judéo-musulmanes en France ;
- Théâtre ;
- Racisme culturel ;
- Une rubrique d'annonces ;
- Une rubrique « jeunesse ».

Toutes ces propositions seront débattues et intégrées dans nos préoccupations, mais pas nécessairement sous la forme de rubriques permanentes (problème chronique de place disponible !).

6 – Les entretiens avec des personnalités juives rencontrent une très large approbation : 84 % des abonnés les lisent toujours (ce nombre intègre un lecteur qui déclare « je lis toute la revue » et celui qui avoue « parfois, je m'y force »). La grande majorité se dit très intéressée, par ces interviews. 8 % disent « les lire parfois » et 8 % n'ont pas répondu. Aucune réaction négative.



Le dépouillement a été facile...



7 – Nous avons testé l'attitude de nos abonnés face à un article politique dont la ligne et la formulation avaient été jugée **provocatrices** par une partie de la rédaction. Votre réaction a été positive : 66 % des réponses disent cet article « juste » voire « remarquable » ; contre 7 % qui le désapprouvent. À noter que 27 % « bottent en touche » en répondant à côté de la question.

8 – La rubrique consacrée aux **livres** est estimée de bonne taille par 55 % des lecteurs. 16 % la jugent même trop modeste (« Que nous reste-t-il, sinon les livres ?... »). 12 %, sans contester la place donnée à cette rubrique, disent que les titres proposés ne sont pas toujours bien choisis. Enfin, 16 % ne se prononcent pas.

9 – La rubrique **Art**, relativement récente, est accueillie avec un certain enthousiasme. 68 % la jugent « bonne ». 4 % aiment la rubrique mais contestent les choix des artistes cités. Enfin, 28 % ne se prononcent pas. Personne ne vote « contre ».

10 – Le problème des **ateliers de réflexion** organisés par le Cercle Gaston-Crémieux, et dont les résumés sont publiés par la revue, suscitent un débat. 60 % parmi vous les lisent régulièrement, souvent avec intérêt et profit. Il faut y ajouter les 14 % qui sont des membres du Cercle, pour qui la question ne se pose pas. 11 % souhaiteraient en être (un lecteur s'inquiète toutefois – à tort ! – de savoir

11 – Les « **Tribunes libres** » rencontrent un succès intéressant. 72 % des abonnés nous en félicitent ; 28 % s'abstiennent. Personne ne trouve cette rubrique inutile. On nous suggère de l'étendre aux associations non juives, à des organisations dont les orientations sont très différentes des nôtres, à des institutions communautaires... On nous demande aussi d'éviter que ces « tribunes libres » soient de simples publicités pour les organisations qui les rédigent (mais par principe nous n'intervenons pas (trop) dans le contenu de ces pages).

Quant à la forme :

Sans que cet aspect de la revue vous indiffère, il semble que l'ivresse vous importe plus que le flacon : sur ce deuxième chapitre le nombre d'abstentions est plus élevé et les « ça m'est égal » foisonnent. Et cependant vos indications sont très intéressantes ;

1 – **Format** : 15 % ne se prononcent pas, 50 % affirment que le format leur serait indifférent. 4 % voudraient que *Diasporiques* adopte un format plus petit. Enfin, 34 % ne souhaitent pas que le format change (dont un lecteur qui pense que « ce serait suicidaire ! »).

2 – **Couleur** : 16 % n'ont pas voté ; 44 % affirment que la couleur n'a aucune importance. 12 % garderaient toujours la couleur actuelle, qui leur

3 – La « **Une** » de *Diasporiques* : 16 % n'ont pas répondu. Pour 12 % cela n'a pas d'importance, seul compte le contenu. 68 % se félicitent de la nouvelle façade de la revue. 4 % regrettent l'ancienne formule et « la place perdue ».

4 – **Épaisseur** de la revue : 42 % des lecteurs estiment que les 52 pages actuelles leur suffisent. 38 % omettent de répondre. 8 % sont d'accord pour l'une ou l'autre formule et enfin 12 % voudraient passer à 60 pages (dans les commentaires, on lit : « si vous voulez – mais pas plus cher ! » ; « 60 pages, d'accord, mais pas plus ! ») ; enfin un abonné nous suggère de faire parfois un numéro spécial, plus important, sans que cela devienne systématique.

5 – **Bimestriel** ? Cette hypothèse ne retient pas les faveurs de la majorité d'entre vous : 32 % s'abstiennent et les partisans du trimestriel sont 48 % ; les partisans du bimestriel représentent 20 % des lecteurs. Ces derniers pensent qu'une publication plus fréquente collerait mieux à l'actualité ; alors que les autres semblent craindre une banalisation et une baisse de la qualité.

6 – **Illustrations** : 80 % parmi vous jugent la revue bien et suffisamment illustrée. 8 % ne se prononcent pas, 8 % trouvent les illustrations actuelles insuffisantes. 4 % pensent que nous illustrons trop, au détriment des textes (« *Diasporiques* n'est pas *Paris-Match* » !). En contrepartie, d'autres

qui sont le plus régulièrement victimes du nombre limité de nos pages ?

Le journal n'est pas austère, pour autant des rubriques cuisine, théâtre, convivialité pourraient s'alterner.
PLUS DE BLAGUES JUIVES!
METTEZ

Diasporiques - n° 26 - juin 2003

si son QI serait suffisant...). Un ou deux lecteurs ont un sentiment d'exclusion, parce que ces débats sont réservés aux seuls membres du Cercle. Outre 11 % qui n'ont pas répondu à cette question, 3 % ont déclaré ne voir aucun intérêt à cette rubrique.

plaît. Enfin, 28 % préconisent un changement de teinte (le problème, c'est que chacun avance une couleur différente : les amateurs de fruits proposent orange, framboise, marron clair... Les « politiques » choisissent le rose : 8 % ou le rouge, également 8 %).

estiment que nos photos sont souvent trop petites. Enfin, un lecteur les voudrait en couleurs, le noir et blanc donnant de la revue une image vieillotte (nous serions aussi désireux de tout faire en quadrichromie, mais c'est un problème de sous...).



Conclusion (provisoire) et commentaires :

Ce sondage confirme qu'une grande partie de nos lecteurs confèrent à leur abonnement un aspect militant. Les commentaires en marge du questionnaire prouvent que *Diasporiques* est perçu par ses lecteurs comme « leur revue », et ceci vaut tout autant pour ceux qui ne sont pas membres du Cercle Gaston-Crémieux, ce qui est le cas de la très grande majorité. Les opinions exprimées quant au fond (première partie du sondage) montrent une bonne adhésion de l'ensemble aux thèses fondamentales de la revue : laïcité, engagement à gauche, diasporisme. Certes, ceci n'implique pas l'unanimité et certains de nos abonnés passent plus rapidement sur les débats politiques pour savourer la partie culturelle de la revue. Alors que *Diasporiques* tient à être un lien entre Juifs parisiens et de province, ces derniers souvent inorganisés et manquant d'occasions pour approfondir leur judéité, un lecteur relève que nous n'avons pas de correspondants en France hors Paris. C'est un défaut qu'il faut corriger et si certains parmi vous

veulent bien accepter de tenir ce rôle, nous leur demandons de se manifester. Dans certaines villes, comme Strasbourg, nous avons en fait des correspondants permanents, à qui nous avons négligé d'en conférer le titre officiel. (Il faut dire que si nous avons des correspondants permanents pour l'Est parisien ou pour la Galicie septentrionale, il s'agit de clins d'œil pour rappeler que la rédaction, si elle prend très au sérieux sa tâche, évite de se prendre complètement au sérieux elle-même. Une revue de militants bénévoles doit se rappeler à elle-même les limites de son statut).

Un aspect frappant de vos réponses : la quantité de commentaires que vous avez faits. Les quatre pages offertes étaient loin de suffire à certains, et « vos » « remarques supplémentaires » ont souvent débordé de la page qui leur était destinée. Outre les compliments, toujours agréables, nos correspondants insistent sur la nécessité de donner à la revue une plus large audience (« l'audience qu'elle mérite »), sans toutefois indiquer la recette magique pour y parvenir. Un lecteur, tout en affirmant lire avec intérêt la revue, la

juge « trop élitiste » et le Cercle, trop fermé. Un autre nous suggère de donner la parole à des intellectuels palestiniens – proposition fort pertinente. Rappelons toutefois à ce propos que Leila Shahid est depuis les origines destinataire de *Diasporiques*. On nous suggère aussi que la revue fait trop dans le passé et n'est pas assez ouverte à la jeunesse et aux problèmes de demain. Cet aspect est effectivement une de nos préoccupations constantes encore mal assumées. Que nos jeunes lecteurs nous aident à améliorer la revue sur ce plan !

Un aspect significatif de vos réponses : le nombre de lecteurs qui déclarent ne pas être juifs. Notre revue est devenue un lien réel entre Juifs et non-Juifs partageant une même vision de la judéité diasporique et c'est pour nous une grande satisfaction.

Un très grand merci donc pour vos réponses et vos commentaires, qui nous aideront à faire en sorte que *votre* revue *Diasporiques* réponde encore mieux à vos attentes ! ■

La rédaction

En marge de notre enquête, la rédaction a reçu la lettre suivante, que nous citons in-extenso, compte tenu de son intérêt :

Chers amis de *Diasporiques*,

La recherche de « l'interactivité », en matière de publication, et surtout d'une revue aussi spécialisée que *Diasporiques* ne me paraît pas vraiment souhaitable, et c'est pourquoi je n'ai pas envie de répondre à votre questionnaire dans une démarche qui se voudrait « partie prenante » de la rédaction de cette revue.

Ce qui me plaît dans la revue à laquelle je suis abonnée depuis plusieurs années et dont je réussis à lire l'essentiel, le plus souvent dans les transports, malgré une bonne dizaine d'heures d'activité par jour, c'est que chaque numéro m'apporte son lot de « surprises », ce qui ne serait plus le cas si je participais peu ou prou à son élaboration.

J'ai été amenée à m'intéresser à la judéité – plus qu'au judaïsme – à la suite de mon intégration dans une famille juive « très ordinaire », originaire de Bessarabie et d'Ukraine, et qui avait traversé l'histoire du xx^e siècle en participant à ce qui en a été le plus marquant (exodes divers, guerre d'Espagne, résistance dans la M.O.I., déportation, création de l'État d'Israël, sans respecter vraiment la chronologie et pour ne citer que l'activité la plus voyante de cette famille très idéaliste et politisée). Bien sûr, cela rejoignait des pans de mon histoire à la fois familiale et personnelle – mon père, ayant passé cinq ans dans un camp allemand en tant que prisonnier de guerre, en ayant

rapporté une forme d'idéologie « nazie » contre laquelle j'avais dû lutter ferme pour survivre moi-même (d'où le processus d'identification). Je ne vis plus avec mon mari juif (mais reste en relation avec lui, ai essayé de lui faire lire *Diasporiques* et viens, pour l'anecdote, de lui téléphoner pour qu'il me redonne les détails d'une recette de cuisine de sa mère). Tous ses ascendants sont morts, y compris son oncle, vieux militant du Bund, qui fut le dernier journaliste « occidental » à parler en yiddish aux Juifs d'au-delà du « rideau de fer ». C'est donc de l'histoire ancienne, mais les années passées dans cette famille où j'avais été plus qu'accueillie, littéralement « aspirée »,



pour ma survie et mon plus grand bonheur, m'ont à la fois construite et marquée *ad vitam aeternam*.

D'où l'intérêt profond pour votre revue, bien que le champ d'action « militant » de ma vie quotidienne ne soit pas celui de la judéité, mais celui de l'illettrisme, dans une banlieue cosmopolite à plus de 80 % africaine.

J'accueille donc toutes vos propositions avec enthousiasme, qu'elles concernent des témoignages inédits sur des événements déjà connus, tels la déportation ou le ghetto de Varsovie, ou des sujets tout nouveaux pour moi (tels, dans le numéro 26, l'article sur Philippe Apeloig qui m'a appris beaucoup sur le graphisme en général ; celui sur Tim, dont j'ignorais totalement la personnalité, ou l'article de Carol Mann sur les Pachouns, qui m'a laissée « baba » !) Je retrouve aussi dans vos pages pas mal de gens que je rencontre ou ai rencontrés « in vivo » et dont je cerne mieux la pensée et l'itinéraire (pour ne citer que deux noms de ce numéro : Maurice Rajsfus, dont je connaissais déjà l'œuvre, et Ahmed Djebbar que j'ai bien connu à la Résidence universitaire

d'Antony où nous séjournions lors de nos études respectives [...])

Donc, *Diasporiques* me passionne, en tant qu'elle me nourrit de ce qui m'est inconnu ou étranger, et je souhaite que dans tous les domaines elle continue sur sa lancée, comptes rendus de livres et des débats, entretiens, témoignages, informations diverses. Si je me mêle de participer à son sommaire, inmanquablement elle me surprendra et m'apportera moins ! Quant au fait de savoir si ce doit être sur trente-deux pages ou sur soixante, mensuel ou trimestriel, en bleu, en rouge ou en vert, en format 21x30 ou 22x31, vraiment je ne suis pas matérialiste et je vous laisse libres de choisir, essentiellement en fonction de vos commodités et goûts. Ce sont à mon avis des « détails » qui ne devraient pas influencer beaucoup sur le nombre ou la satisfaction des lecteurs, et qui devraient se décider en comité de rédaction, en fonction des échos recueillis ici ou là, et pas nécessairement par « référendum ». On ne gagne pas toujours à vouloir contenter « tout le monde et son père », et le mieux n'est-il pas l'ennemi du bien ?

En résumé, tant sur la ligne « politique » (en fait, j'ai « rencontré » *Diasporiques* lorsque je cherchais à me situer dans le conflit israélo-palestinien, accablée par tous les extrémismes et notamment celui, pro-palestinien, de l'extrême-gauche où j'avais encore des attaches) que sur la ligne rédactionnelle, les propositions du Comité de rédaction me satisfont pleinement, et si tel n'était pas le cas, je me serais désabonnée depuis longtemps. De plus, vous ne semblez ni les uns ni les autres manquer d'idées, puisque vous pourriez pour chaque numéro remplir soixante pages, dites-vous dans la question II, 4.

J'espère donc avoir éclairé votre lanterne même sans répondre à votre questionnaire (La question n'était-elle pas au Moyen Age, la torture ?) et j'espère surtout que, de ce courrier, vous retiendrez davantage ma sympathie pour la revue et même mon enthousiasme pour certains numéros (dont le dernier) que mes réticences devant la forme que revêt votre légitime souci de satisfaire votre lectorat.

Très sincères et cordiales salutations.

Eliane Lajournade-M.

Dans l'abondant courrier que nous avons reçu indépendamment de l'enquête, voici deux lettres reflétant la diversité des réactions de nos lecteurs :

Cher Jacques Burko,

Je comprends votre volonté d'aborder la culture juive dans ce qu'elle a de... diasporique. Moi qui suis ignare en la matière, j'aimerais beaucoup, par exemple, avoir des lumières sur Maïmonide, Yehouda Ha'levi, Ahad Ha'Am, ou sur les grandes figures de la Bible. Ceci dit, à l'heure actuelle, les problèmes politiques rattrapent les diasporiques que nous sommes, car c'est en notre nom qu'Ariel Sharon poursuit sa politique d'occupation, de colonisation, et de destruction d'un peuple, et il le dit haut et fort : « Israël

n'est pas un projet uniquement israélien. C'est un projet du judaïsme mondial » (lu dans ses *Mémoires*, publiés en 1990, chez Stock). Nous voilà donc embarqués. D'ailleurs, de nombreux Juifs de par le monde ne se privent pas de le soutenir haut et fort, y compris dans notre pays. Pour ma part, j'ai du mal à accepter que les notions de légalité internationale, de justice, soient quotidiennement bafouées en mon nom. J'ai du mal à accepter cette image que nous donnons aux autres. Franchement, j'ai honte.

Cette culture juive que vous voulez faire entendre à juste titre, cette souffrance et ces lumières, à quoi tout cela sert-il, si nous ne réagissons pas ? Si nous ne faisons pas écho à ces opposants israéliens, nos frères, terriblement courageux et seuls, qui luttent pour faire entendre une voix de raison et de justice ? J'estime qu'une revue juive, même diasporique, doit absolument se confronter au problème du Moyen-Orient.

Bien amicalement,

Evelyne Reberg



Nous avons reçu de Henri Minczeles, Commissaire de l'exposition du Centre Medem-Cercle Amical consacrée aux soulèvements des ghettos polonais, « Pour notre liberté et la vôtre », la lettre suivante, rédigée, selon l'auteur lui-même, « avec son franc-parler habituel ». C'est bien volontiers que nous en donnons connaissance à nos lecteurs :

Tout d'abord, je tiens à remercier J.B. – Jacques Burko n'est-ce pas ? – d'avoir fait paraître un « articulet » sur notre exposition consacrée aux insurrections des ghettos, à ces Juifs qui, il y a soixante ans, luttèrent contre les nazis et leurs auxiliaires locaux. Tu as rappelé que son intitulé était « *Pour notre liberté et pour la vôtre* », sans toutefois reproduire dans *Diasporiques* son affiche aux côtés de celle de l'exposition de l'Association des Amis de la Commission centrale de l'enfance (AACCE). Merci pour les éloges et particulièrement pour le passage suivant « *Une belle exposition que l'on pourra revoir jusqu'à la fin de l'année, dès l'achèvement des travaux en cours au 52, rue René Boulanger* » Mais bien peu de détails sur l'ensemble – dix lignes à peine... L'AACCE a eu plus de chance !

Venons-en aux faits. Lorsque tu regrettes qu'il y ait deux expositions qui, semble-t-il, traitent du même thème – mais pas de la même manière ! – je me demande où se retrouve ton pluralisme. J'aurais même souhaité pour ma part qu'il y en eût trois ! Disons-le, ce sixantième anniversaire n'a pas eu l'impact qu'il méritait. Sous des dehors élogieux, je perçois néanmoins, cher Jacques, des critiques de ta part. Je m'explique. Si nous n'avons pas évoqué les soulèvements dans les camps, c'est parce que cela sortait du cadre que nous nous étions

fixé. Tu regrettes que nous n'ayons pas suffisamment traité des autres insurrections ? C'est à croire que tu as parcouru cette exposition d'une manière vraiment rapide... Je te rappelle que, malgré le manque de place, nous n'en citons pas moins de quarante-deux, dont quelques-unes sont spécifiquement commentées : Wilno, Minsk, Bialystok, Cracovie, Lahwa. Nous exposons aussi des témoignages, des photos, des cartes. Sais-tu seulement combien de documents nous avons été contraints d'éliminer ?

Varsovie était, selon nous, le symbole de toutes les insurrections. Tu le reconnais justement toi-même. Un jour peut-être parlerons-nous plus longuement des autres soulèvements, tous différents les uns des autres. Je te soumetts à ce sujet la proposition suivante : je suis prêt à écrire dans *Diasporiques* – si tu m'ouvres vos colonnes – un article sur les *Judenräte* et notamment sur l'attitude et la politique des dirigeants juifs de Wilno, Kovno, Cracovie, Bialystok, Minsk et d'ailleurs...

J'ai visité l'exposition de l'AACCE avec la plus grande attention. J'en avais appris l'existence la veille seulement de l'inauguration de la nôtre à la mairie du xx^e. Peut-être aurions-nous collaboré si j'en avais été informé plus tôt, peut-être pas : il n'est pas prouvé qu'une seule exposition eût été plus riche. Cette

exposition est remarquable, assez complète, bien documentée hormis quelques détails véniels, une certaine méconnaissance du yiddish en particulier. Mais elle ne traite pas *stricto sensu* des insurrections elles-mêmes. Elle part des années 1930, décrit la montée des fascismes, la guerre d'Espagne et se termine par les activités de la rue de Paradis – UJRE¹, CCE², et mouvements périphériques. Ce choix est tout à fait honorable mais il n'a pas été le nôtre : nous, nous nous sommes tenus aux insurrections proprement dites (sauf un panneau consacré à la participation du Bund). Je reviens d'un mot à notre exposition. J'en connais les qualités et aussi les défauts. Mais j'affirme que, malgré ses imperfections, notre équipe peut légitimement en être fière. Nous avons édité une brochure qui la résume et contient des textes qui en font, à mon sens, un outil de référence.

Henri Minczeles

P.-S. Je n'ai pas bien compris pourquoi, dans un article consacré à ces deux expositions, tu évoques – et à mon sens de façon contestable – la dissolution du Comité de liaison des organisations juives laïques de France (CLAJLF), qui ne me semble guère leur être liée...

¹ Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide.
² Association des Amis de la Commission Centrale de l'Enfance.



La rédaction de Diasporiques vous

présente ses meilleurs vœux de

Rosh Hashana pour l'année 5764



Le 19 mars 1944, la Hongrie est occupée par les Allemands. Jusque là, malgré de nombreuses lois antisémites (dont la première prise en Europe, en 1920) et le travail forcé, les 825 000 Juifs hongrois avaient vécu la guerre sans dommage majeur. Tout change brutalement. Dès le mois d'avril, les Juifs sont enfermés dans des ghettos. Les déportations organisées par Adolf Eichmann, présent à Budapest, débutent le 15 mai avec l'appui décisif des Croix-Fléchées. 437 402 juifs sont déjà déportés le 8 juillet, veille de l'arrivée de Raoul Wallenberg qui, en distribuant des documents d'identité suédois, sauve plusieurs milliers de personnes. Au total, on estime que 565 000 Juifs hongrois, sur 825 000, ont été assassinés.



26, rue Joseph Katona

Zsuzsa Biro

Dans un quatre pièces, quatre-vingt et une personnes. Onze dans l'entrée et, parmi elles, nous. Nous habitons sur la table de la salle à manger, ma mère, ma sœur aînée et moi. L'entrée est un lieu central. De là s'ouvrent différentes portes, avec des allées et venues incessantes. Nous recevons les nouvelles de première main. Nos chances de survie tantôt sont à la hausse, tantôt retombent à zéro. À chaque mauvaise nouvelle il se trouve des femmes pour hurler, mais nous en avons l'habitude. À l'étage au-dessus, nous tombons sur deux amies : les filles Dembinszky, qui portent le même bonnet pointu, rouge à pompon. Parfois, elles sortent sur la coursière, nous nous entendons bien. Parfois, elles ne viennent pas, ne disent rien, nous ne comprenons pas, ma sœur hausse les épaules et je les guette dans l'escalier. Je lis. Un livre excitant : *La femme déchue*. Je n'y comprends pas grand chose, mais qui a dit qu'il fallait toujours tout comprendre ? Depuis le printemps, je suis éclairée. Lorsque les Allemands sont arrivés, ma mère a estimé qu'elle devait nous expliquer la chose. Elle l'a expliquée. Maintenant je remets en ordre ses informations par rapport aux abeilles et aux fleurs. Les bombardements. Plusieurs milliers d'habitants dans la maison. Tant de personnes ne trouvent pas place dans l'abri, nous n'y descendons pas, nous faisons parler les esprits avec un verre. Kemal Atatürk, le premier ministre turc, répond ; nous lui demandons quand se terminera la guerre ; « quand il gèlera », répond-il avec légèreté, sans se perdre dans les détails. Nous mangeons. Je vois des miches de pain devant moi (un brave homme nous en apporte tous les trois jours) et un énorme pot rempli de foie d'oie dans sa graisse. *Foie d'oie*, dit ma grand-mère, qui habite avec nous dans l'entrée. Se peut-il que, matin et soir, nous ayons mangé le contenu de ce pot ? Cela se peut. Aujourd'hui, après tant d'années, une simple bouchée me rend malade. « Je suis originaire d'une famille d'intellectuels ingénieurs. En 1944, j'ai été persécutée ». C'est ainsi que, plus tard, débutait mon autobiographie. Mais j'ai tu le fait que mes persécuteurs me torturaient au foie gras.

Les uns comme ceci, les autres comme cela.

Sous notre table, Mme Sauerteig est recroquevillée sur une petite chaise. Elle ne dort pas, ne marche pas, ne parle pas. Elle mange, du beurre sur du beurre. Rien d'autre. Du beurre sur du beurre. Les Croix-Fléchées l'ont emmenée, nous expliquent les adultes. La dame a résisté, ils l'ont à moitié tuée, elle est devenue folle. Je m'imaginais que la folie doit être quelque chose comme errer seule, sans lumière ni espoir, dans une grotte sombre. Mais pourquoi du beurre sur du beurre ? Elle possède une grosse motte de beurre qui maigrit de plus en plus, elles maigrissent ensemble. Un matin nous nous réveillons et elles se sont évanouies sous la table. On nous emmène. Ils déchirent les fausses lettres de protection. Les nôtres aussi. On nous aligne. Nous savons ce qui nous attend.

L'été dernier, le chauffeur du maire de Vienne a raconté à mon père que, le jour précédent, il s'est rendu avec son patron dans un endroit nommé Oswiecim. Par ce bel après-midi d'août, sur la terrasse du café Florian, à côté d'un petit noir, mon père a entendu parler pour la première fois des chambres à gaz. Il l'a appris, est rentré à la maison, s'est assis pour le repas du dimanche. À quoi pensait-il : que ceci nous attendait ou ne nous concernait pas ? C'était l'été 1943 : *Il fendrait l'ouïe de chacun de paroles horribles, rendrait fous les coupables ?* Mon père a transmis la nouvelle à tous ses amis. Personne ne l'a cru. On l'a même expulsé du Club du café.

Nous savons ce qui nous attend. Nous passons la nuit dans un lieu de rassemblement. Le matin le convoi devrait partir vers la frontière. À l'aube, de jeunes miliciens habillés en Croix-Fléchées arrivent. Ils hurlent, alignent la foule, retour vers les maisons protégées. Sauvées ?

On nous emmène de nouveau.

Nous attendons dans la rue. Sans papier valable, c'est la déportation. Nous n'en avons pas. Je pleure. Ma sœur tient ma main, elle sourit. Plus le danger est grand, plus son sourire est assuré. Ma mère repère un Croix-Fléchée qui semble moins buté (il en existe aussi) et lui tend une lettre couverte de tampons de l'ambassade de Suisse qui affirme que celle-ci peut nous prendre sous sa protection, une lettre en français, son apparence est convaincante. Le Croix-Fléchée nous fait signe de retourner dans la maison. *Faites vos jeux**. Ma mère a déjà gagné plusieurs fois à ce jeu, dans des situations désespérées. Mais combien de temps peut

* En français dans le texte.

¹ Shakespeare, *Hamlet*, II,2 (traduction M. Grivelet, Bouquins, Laffont)



encore durer ce jeu de chance ? Le brave homme qui nous apporte à manger nous remet une lettre de mon père. Lorsqu'il l'a écrite, il s'était déjà évadé de son bataillon de travail obligatoire mais nous ne le savions pas. Son expression est confuse, comme s'il faisait ses adieux, il demande à ma sœur de prendre soin de moi. C'est horrible. Maintenant nous aussi hurlons.

Kemal Atatürk est de nouveau en ligne : « Pouvons-nous survivre ? », demandons-nous ; « Je n'ai rien contre », répond-il.

Une rafle. Nous les attendons au garde-à-vous, avec des vivres pour trois jours, avec des bagages. Ils ne vont pas partout, n'entrent pas dans notre appartement. Ils évacuent quelques centaines de personnes de l'immeuble. Parmi eux un très petit garçon et sa maman, que nous aimions beaucoup. Et les filles Dembinszky ; en guettant dans l'escalier je vois encore leur bonnet pointu rouge, hélas !

On bombarde, rafle, déporte, assassine. Il faut s'enfuir ! Enlever l'étoile, sortir dans la rue, chercher de la place quelque part. Si nous échouons, ils nous assassinent ; ils viennent ? Ils ne viennent pas.

Vient une femme de haute taille, la tête ceinte d'un turban lilas. Elle représente la Croix-Rouge internationale et veut sauver des enfants. L'un de ses établissements peut recevoir encore sept enfants, c'est un refuge sûr, nous devons décider sur le champ, en cinq minutes, dix au plus, nous ne pouvons emporter que nos affaires les plus importantes, là-bas nous recevrons tout. Ma mère est blanche comme la mort. Elle contemple la femme : le Destin porte-t-il un turban lilas ? Nous nous blottissons en silence sur la table. La femme caresse ma tête, comme on caresse un chiot ; je lève le regard vers elle, je décide que nous nous laisserons sauver. La femme au turban lilas disparaît derrière la porte. Comme le chœur d'un drame grec, le peuple de l'entrée commente l'événement, conseille à ma maman de nous transmettre à l'envoyée du Sort, d'accepter : là-bas nous serons en totale

sûreté, dans un tel cas les conventions internationales sont encore valables, quelle chance exceptionnelle, etc. La pauvre ne sait quoi dire, que décider, que déciderait notre père ? Elle est au bord de l'évanouissement. Cinq minutes sont trop peu, une honte, infamie* chuchote en pur belge ma grand-mère, mortellement épouvantée. Pour ma part, la vie en institution m'a toujours attirée, j'ai toujours aimé les

histoires sur ce sujet. J'ai lu plusieurs fois les trois volumes de *Zsuzsi en pension* en pensant qu'ils parlaient de moi. En institution la vie est joyeuse, la nuit les filles sortent par les fenêtres, imaginent des tours pendables, organisent des batailles d'oreillers et des spectacles, il y a toujours parmi elles une princesse gâtée qu'elles arrivent à faire fuir et un jardinier plein de bonté qui les aide en secret. Les vacances que nous avons passées dans une sorte d'institut à Bakonybél étaient formidables : le matin, salut au drapeau, rassemblement, chant, gymnastique, « De Bakonybél c'est la brigade, toujours prête à la rigolade... » Il s'agissait de gagner des points : j'étais une telle arriviste que, pour quelques points, j'acceptais de nettoyer les latrines des garçons !

Je veux aller en institution.

Ma maman décide aussi que nous partirons, de même que ma grand-mère. Fiévreusement, nous sélectionnons sur la table ce que nous emporterons, nous serons sauvées, nos mains tremblent.

Les cinq minutes sont écoulées lorsque ma sœur s'empare de la parole : debout sur la table, elle donne des coups de pied dans les vêtements et déclare qu'elle ne veut pas, elle ne part pas. Elle déteste les coups de sifflets, les ordres, les dortoirs, la simple idée d'une institution lui fait horreur ! Ma sœur est belle et douée, si elle survit elle sera championne junior de patinage artistique et cantatrice. Elle sait toujours pourquoi elle dit telle chose. Je pleure, elle ne fléchit pas. Je la supplie ; en vain, ma mère aussi supplie, elle chuchote dans son oreille ; ma sœur la repousse, non et non ! Tumulte, clameurs, le chœur grec s'en mêle, en vain. À coups de pied, ma sœur a débarrassé la table de tous les vêtements mais elle est toujours debout et proteste, proteste. D'où l'a-t-elle su ? D'où ma sœur a-t-elle su que deux jours plus tard les Croix-Fléchée allaient investir l'institution et que la femme au turban lilas allait être fusillée au bord du Danube avec tous ses protégés ? Tout le monde est contre elle, notre maman, notre grand-maman, la pièce, la raison, Kemal Atatürk, le monde entier ! Je crie que je pars, même seule. Alors je me suicide, hurle-t-elle. Hystérie ? Non. Une force secrète, un instinct vital, une magie dont je ne dispose pas. Elle hurle.

C'est cet instant qui (en plagiant Kierkegaard) « est la somme des instants, et qui, comme somme des instants, est instant ! »

Silence.

Nous sommes restées. ■

Traduit du hongrois par Martine Kis

Zsuzsa Bíró, née à Budapest en 1933, a travaillé comme scénariste et dramaturge avec les principaux réalisateurs de l'école hongroise du cinéma : Pál Sándor, Sándor Simó, Péter Gárdos, Péter Szász et János Herskó. Au total plus de 70 films où elle a pu mettre en valeur son sens de l'ironie et de la dérision attendrie. Aujourd'hui, elle collabore régulièrement à la revue littéraire Liget (le texte ci-dessus est paru dans le n° 2003/1) et a publié un recueil d'essais-rencontres littéraires, intitulé Les chats de Mallarmé (« Mallarmé macská »).



Sur la pancarte : « Quartier juif, interdit aux chrétiens »



Nous empruntons (avec son autorisation) à Jean Carasso et à sa Lettre Sépharade cette recension d'un guide qui intéressera sans doute plusieurs de nos lecteurs :

Ruta jueva

Oh le plaisant guide touristique¹ ! Oh l'originalité de la conception, la beauté de la présentation et de l'iconographie, la somptuosité des calligraphies² de Franck Lalou !

Cette route, depuis Narbonne jusqu'au sud de Gérone, incite à une flânerie sur les traces de vie juive dans ce que fut la Grande Catalogne médiévale, s'étendant à cheval sur la France et l'Espagne actuelles. Mais l'étude se poursuit jusqu'à la période contemporaine, celle de l'occupation allemande en France et expose que la région connut encore au ^{xx}e siècle bien des exodes nord-sud et inversement, et pas seulement de Juifs !

Le cadrage socio-historique des communautés traditionnelles est fort bien

présenté, l'organisation communautaire juive, bien décrite, assurant – sous protection royale – une réelle autonomie de fonctionnement interne. La Catalogne fut une région d'intenses échanges intellectuels entre *Sfarad* (Péninsule ibérique) et *Tsafat* (la France du Nord), un lieu de passage des cultures. Pour mémoire, la Kabbale, née à Lunel, s'est épanouie à Gérone autour de Mossé ben Nahman (Nahmanides) au sein d'une *aljama* (communauté organisée) de 800 âmes au début du ^{xiv}e siècle. Au Nord, Montpellier constitue un centre attractif pour l'enseignement de la médecine, jusqu'à la Provence et au-delà.

Dans le cours de la lecture sont opportunément insérés des tableaux sur les importants personnages rencontrés, sur les termes demandant explication, sur les patronymes, etc.

Dès que commence le cheminement, un plan de la ville visitée et de nombreuses illustrations de qualité agrémentent le propos.

Et Martine Berthelot promène ses lecteurs de manière toujours attrayante, suscitant sans cesse leur intérêt, illustrant ses dires de très belles photographies, faisant découvrir du nouveau même à ceux qui connaissent bien la région décrite : Cotlliure (Collioure) et Céret, Vilajuïga, Cadaquès, Peralada, Castelló d'Empúries surtout comportent quelques traces de vie juive, alors que celles de Besalú (savez-vous en quelles circonstances fut découvert et identifié en 1964 le seul *miqvè* d'Espagne ? Découvrez le charme de ce village superbe !) et de Gérone sont connues de tous.

Si vous projetez quelques jours de vacances dans cette belle région, surtout hors de la haute saison, munissez-vous de ce guide et précipitez-vous ! Vous ne le regretterez pas. Le dernier chapitre du livre élargit le champ depuis la vallée de Rhône jusqu'à Tortosa. ■

Jean Carasso

¹ Martine Berthelot, cal.ligrafies de Franck Lalou : *Ruta jueva* (Route juive), guide édité en 2002 par l'Association Sources (5 quai Nobel, 66000 Perpignan), 233 pages. Livre trilingue : catalan, français et anglais, de format carré.

² Orthographiées Cal.ligrafies pour rappeler qu'en catalan *call* signifie « sentier, petite rue ».

DIASPORIQUES est une revue trimestrielle de réflexion politique et culturelle éditée par le Cercle Gaston-Crémieux.

Directeur de la publication : Philippe Lazar.

Comité de rédaction : Françoise Basch, Jacques Burko (rédacteur en chef), Edmond Kahn, Philippe Lazar, Jean-François Lévy, Carol Mann, Elise Marienstras, Fania Pérez (rubrique artistique), Dorothée Rousset, Dominique Sewane, Antoinette Weil.

Conseil d'orientation : les précédents plus E. Brunswic, R. Marienstras, F. Spira, M. Kis, G. Wajs.

Correspondants : aux États-Unis : Nelly Furman ; pour la Bosnie, l'Afghanistan et ailleurs : Carol Mann ; pour l'Autriche : Johannes Gielge ; pour l'Est parisien : Henri Raczymow ; à Jérusalem : Claude Rosenkovitch. Délégué à la Galicie septentrionale : Henri Sobowiec. Alsace : Muriel Klein. Toulouse : J.-Marc Izrine.

Maquette : Corinne Dupuy *et al.* **Mise en page** : Jean-François Lévy. **Illustrations** : Nathaniel Baruch. **Relations extérieures** : tout le monde ! **Travaux graphiques** : Benjamin Lévy. **Corrections** : Antoinette Weil.

Impression : Imprimerie Lienhart, Aubenas (07). N° ISSN 1276 4248. N° de commission paritaire : 1103 G 78821.

Les textes publiés par *Diasporiques* engagent seulement la responsabilité de leurs signataires.

Nos sites Web : www.cercle-gaston-cremieux.org, www.diasporiques.org

Conditions d'abonnement : prix au numéro : 5,5 euros. Abonnement annuel (4 numéros) : 20 euros.

Abonnement de soutien : 30 euros ou plus. Pour s'abonner, envoyez nom, adresse et chèque à l'ordre du Cercle Gaston-Crémieux (*Diasporiques*) à : Antoinette Weil, 10 avenue du Château de Soullins, 91800 Brunoy.



Nous empruntons (avec son autorisation) à Jean Carasso et à sa Lettre Sépharade cette recension d'un guide qui intéressera sans doute plusieurs de nos lecteurs :

Ruta jueva

Oh le plaisant guide touristique¹ ! Oh l'originalité de la conception, la beauté de la présentation et de l'iconographie, la somptuosité des calligraphies² de Franck Lalou !

Cette route, depuis Narbonne jusqu'au sud de Gérone, incite à une flânerie sur les traces de vie juive dans ce que fut la Grande Catalogne médiévale, s'étendant à cheval sur la France et l'Espagne actuelles. Mais l'étude se poursuit jusqu'à la période contemporaine, celle de l'occupation allemande en France et expose que la région connut encore au ^{xx}^e siècle bien des exodes nord-sud et inversement, et pas seulement de Juifs !

Le cadrage socio-historique des communautés traditionnelles est fort bien

présenté, l'organisation communautaire juive, bien décrite, assurant – sous protection royale – une réelle autonomie de fonctionnement interne. La Catalogne fut une région d'intenses échanges intellectuels entre *Sfarad* (Péninsule ibérique) et *Tsarfat* (la France du Nord), un lieu de passage des cultures. Pour mémoire, la Kabbale, née à Lunel, s'est épanouie à Gérone autour de Mossé ben Nahman (Nahmanides) au sein d'une *aljama* (communauté organisée) de 800 âmes au début du ^{xiv}^e siècle. Au Nord, Montpellier constitue un centre attractif pour l'enseignement de la médecine, jusqu'à la Provence et au-delà.

Dans le cours de la lecture sont opportunément insérés des tableaux sur les importants personnages rencontrés, sur les termes demandant explication, sur les patronymes, etc.

Dès que commence le cheminement, un plan de la ville visitée et de nombreuses illustrations de qualité agrémentent le propos.

Et Martine Berthelot promène ses lecteurs de manière toujours attrayante, suscitant sans cesse leur intérêt, illustrant ses dires de très belles photographies, faisant découvrir du nouveau même à ceux qui connaissent bien la région décrite : Cotlliure (Collioure) et Céret, Vilajuïga, Cadaquès, Peralada, Castelló d'Empúries surtout comportent quelques traces de vie juive, alors que celles de Besalú (savez-vous en quelles circonstances fut découvert et identifié en 1964 le seul *miqvè* d'Espagne ? Découvrez le charme de ce village superbe !) et de Gérone sont connues de tous.

Si vous projetez quelques jours de vacances dans cette belle région, surtout hors de la haute saison, munissez-vous de ce guide et précipitez-vous ! Vous ne le regretterez pas. Le dernier chapitre du livre élargit le champ depuis la vallée de Rhône jusqu'à Tortosa. ■

Jean Carasso

¹ Martine Berthelot, cal.ligrafies de Franck Lalou : *Ruta jueva* (Route juive), guide édité en 2002 par l'Association Sources (5 quai Nobel, 66000 Perpignan), 233 pages. Livre trilingue : catalan, français et anglais, de format carré.

² Orthographiées Cal.ligrafies pour rappeler qu'en catalan *call* signifie « sentier, petite rue ».

DIASPORIQUES est une revue trimestrielle de réflexion politique et culturelle éditée par le Cercle Gaston-Crémieux.

Directeur de la publication : Philippe Lazar.

Comité de rédaction : Françoise Basch, Jacques Burko (rédacteur en chef), Edmond Kahn, Philippe Lazar, Jean-François Lévy, Carol Mann, Elise Marienstras, Fania Pérez (rubrique artistique), Dorothée Rousset, Dominique Sewane, Antoinette Weil.

Conseil d'orientation : les précédents plus E. Brunswic, R. Marienstras, F. Spira, M. Kis, G. Wajs.

Correspondants : aux États-Unis : Nelly Furman ; pour la Bosnie, l'Afghanistan et ailleurs : Carol Mann ; pour l'Autriche : Johannes Gielge ; pour l'Est parisien : Henri Raczymow ; à Jérusalem : Claude Rosenkovitch. Délégué à la Galicie septentrionale : Henri Sobowiec. Alsace : Muriel Klein. Toulouse : J.-Marc Izrine.

Maquette : Corinne Dupuy *et al.* **Mise en page** : Jean-François Lévy. **Illustrations** : Nathaniel Baruch. **Relations extérieures** : tout le monde ! **Travaux graphiques** : Benjamin Lévy. **Corrections** : Antoinette Weil.

Impression : Imprimerie Lienhart, Aubenas (07). N° ISSN 1276 4248. N° de commission paritaire : 1103 G 78821.

Les textes publiés par *Diasporiques* engagent seulement la responsabilité de leurs signataires.

Nos sites Web : www.cercle-gaston-cremieux.org, www.diasporiques.org

Conditions d'abonnement : prix au numéro : 5,5 euros. Abonnement annuel (4 numéros) : 20 euros.

Abonnement de soutien : 30 euros ou plus. Pour s'abonner, envoyez nom, adresse et chèque à l'ordre du Cercle Gaston-Crémieux (*Diasporiques*) à : Antoinette Weil, 10 avenue du Château de Soullins, 91800 Brunoy.